



Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2026

www.cibc.com/francais

27 août 2026

Message du président et chef de la direction

Vue d'ensemble des résultats

La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du troisième trimestre clos le 31 juillet 2026.

Points saillants du troisième trimestre

	T3 2026	T3 2025	T2 2026	Variation d'un exercice à l'autre	Variation d'un trimestre à l'autre
Produits	8 368 M\$	7 254 M\$	8 006 M\$	+15 %	+5 %
Résultat net comme présenté	2 409 M\$	2 096 M\$	2 465 M\$	+15 %	-2 %
Résultat net ajusté ¹	2 648 M\$	2 104 M\$	2 471 M\$	+26 %	+7 %
Résultat avant impôt et provisions ajusté ¹	3 962 M\$	3 289 M\$	3 815 M\$	+20 %	+4 %
Résultat dilué par action comme présenté	2,47 \$	2,15 \$	2,53 \$	+15 %	-2 %
Résultat dilué par action ajusté ¹	2,73 \$	2,16 \$	2,54 \$	+26 %	+7 %
Rendement des capitaux propres (RCP) applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté ²	15,2 %	14,2 %	16,4 %		
RCP ajusté ¹	16,8 %	14,2 %	16,4 %		
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ^{2, 3}	1,63 %	1,58 %	1,67 %		
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (non détenu à des fins de négociation) ^{2, 3}	2,07 %	1,94 %	2,05 %		
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ⁴	13,4 %	13,4 %	13,6 %		

Les résultats du troisième trimestre de 2026 ont été touchés par les éléments d'importance suivants qui ont donné lieu à une incidence négative de 0,26 \$ par action :

- un montant de 269 M\$ (232 M\$ après impôt) au titre de charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean Bank Limited (CIBC Caribbean);
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires⁴ s'est établi à 13,4 % au 31 juillet 2026, comparativement à 13,6 % à la fin du trimestre précédent. Au 31 juillet 2026, le ratio de levier⁴ et le ratio de liquidité à court terme⁴ de la Banque CIBC étaient respectivement de 4,3 % et 127 %.

Nous continuons d'accélérer l'exécution de notre stratégie et nous avons affiché une fois de plus de solides résultats financiers trimestriels, dont un résultat net en hausse de plus de 10 % et un rendement des capitaux propres plus élevé que celui du troisième trimestre il y a un an. Nous investissons dans des outils clés, dont l'intelligence artificielle (IA), afin de renforcer l'autonomie des membres de notre équipe, alors que nous continuons de moderniser notre banque, d'accroître l'efficacité et de centrer nos efforts sur la clientèle. Forts d'un bilan robuste et d'une qualité de crédit élevée, nous sommes prêts à épauler nos clients et à passer à la vitesse supérieure.

Rendement de nos activités essentielles

Services bancaires personnels et PME, région du Canada a enregistré un résultat net de 948 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 136 M\$, ou 17 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, du fait surtout de l'accroissement des produits, en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts. Le résultat avant impôt et provisions ajusté s'est chiffré à 1 707 M\$, en hausse de 156 M\$ par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, la progression des produits ayant été en partie contrebalancée par l'augmentation des charges autres que d'intérêts ajustées¹. La progression des produits s'explique essentiellement par la hausse de la marge d'intérêts nette et la croissance des prêts. L'augmentation des charges autres que d'intérêts comme présentées et ajustées est principalement attribuable à la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques et de la rémunération des employés.

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR du rapport de gestion pour plus de précisions, y compris un rapprochement quantitatif des mesures conformes aux PCGR comme présentées et des charges autres que d'intérêts ajustées et du résultat net ajusté, aux pages 10 à 14, et du résultat avant impôt et provisions ajusté, à la page 15.

2) Se reporter à la section Glossaire pour plus de précisions sur la composition de ces mesures financières.

3) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

4) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et le ratio de levier, conformément à la ligne directrice Exigences de levier du BSIF, ces deux lignes directrices étant fondées sur le cadre normatif du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité pour plus de précisions.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada a enregistré un résultat net de 619 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 21 M\$, ou 4 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, du fait surtout de l'accroissement des produits, en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le résultat avant impôt et provisions ajusté s'est chiffré à 1 000 M\$, en hausse de 156 M\$ par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, la progression des produits ayant été contrebalancée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent en lien avec la hausse de la marge d'intérêts nette et la croissance des volumes. Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté en lien avec la progression des produits tirés des honoraires, attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients ainsi que l'augmentation des produits nets d'intérêts attribuable à l'accroissement de la marge d'intérêts nette et à la croissance des volumes. Les charges ont augmenté du fait surtout de la hausse de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés, ainsi que de l'accroissement des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis a enregistré un résultat net de 320 M\$ (228 M\$ US) au troisième trimestre, en hausse de 66 M\$ (42 M\$ US ou 23 %) par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, du fait essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la progression des produits, en partie contrebalancées par l'augmentation des charges autres que d'intérêts. Le résultat avant impôt et provisions ajusté¹ s'est chiffré à 389 M\$ (277 M\$ US), en hausse de 45 M\$ (25 M\$ US ou 10 %) comparativement à celui du troisième trimestre il y a un an, la progression des produits ayant été contrebalancée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts ajustées¹. Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté en raison surtout de la croissance des volumes et de l'augmentation de la marge d'intérêts nette. Les produits de Gestion des avoirs ont été comparables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des charges autres que d'intérêts comme présentées et ajustées est surtout attribuable à la progression de la rémunération des employés.

Marchés des capitaux a présenté un résultat net de 722 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 182 M\$, ou 34 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, du fait surtout de l'accroissement des produits et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée, le tout neutralisé en partie par une hausse des charges autres que d'intérêts. Le résultat avant impôt et provisions ajusté s'est accru de 192 M\$, ou 24 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, la hausse des produits ayant été contrebalancée en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts. Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial ont augmenté, en lien surtout avec la progression des produits tirés des opérations sur titres et des produits tirés des activités de financement. Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté sous l'effet essentiellement de la hausse des produits tirés des activités de prêts et de dépôts pour les entreprises clientes, en partie neutralisée par la baisse des produits tirés des services consultatifs et des activités de prise ferme de titres de participation au titre de nos services de Banque d'investissement. Les charges ont augmenté en lien avec la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques et la progression de la rémunération des employés.

Voici quelques-unes des principales réalisations de notre banque au troisième trimestre de 2026 :

- La Banque CIBC a mis à l'essai le premier espace de travail d'IA agentive d'entreprise déployé à l'échelle d'une banque canadienne, IAC 2.0, qui permet aux utilisateurs d'intégrer leurs données et leurs outils à la plateforme et de déléguer le travail à des agents propulsés par l'IA.
- La Banque CIBC a lancé une solution exclusive alimentée par l'IA, AssistantConseillerCIBC, qui libère les conseillers des tâches administratives pour qu'ils puissent consacrer plus de temps à leurs clients, à la qualité des conseils offerts et à l'établissement de relations de confiance.
- Le leadership en IA générative et en transformation numérique de la Banque CIBC a été reconnu par The Digital Banker qui lui a décerné le prix du meilleur programme de transformation numérique pour la fonction Demander un appel de sa plateforme Centre de connaissances alimentée par l'IA, utilisée par les membres des équipes de première ligne pour obtenir plus efficacement des réponses à leurs questions et assurer une expérience client toujours positive.
- La Banque CIBC a obtenu la cote de satisfaction de la clientèle la plus élevée parmi les applications de services bancaires en ligne des cinq grandes banques du Canada selon J.D. Power pour la deuxième année consécutive.
- Marchés des capitaux CIBC a été désignée comme la meilleure banque d'investissement pour les solutions de financement au Canada lors des EuroMoney Awards for Excellence de 2026.
- L'excellent score net de recommandation de CIBC Bank USA a augmenté par rapport à la même période il y a un an, tant au chapitre de Groupe Entreprises que de Gestion des avoirs, ce qui reflète la rigueur de l'exécution, l'excellence du travail d'équipe et le souci constant de répondre aux besoins de la clientèle.
- La Banque CIBC a été nommée la meilleure banque pour la gestion de trésorerie globale au Canada par le magazine *Global Finance* pour les solutions axées sur la clientèle novatrices qu'elle offre à ses clients de Groupe Entreprises.

Apporter davantage à nos collectivités

À la Banque CIBC, nous croyons que chaque idée est une possibilité. Nous investissons temps et ressources pour éliminer les obstacles à l'atteinte des objectifs et nous faisons la preuve qu'en unissant nos forces nous créons des changements positifs qui contribuent à l'essor de nos collectivités. Au cours du trimestre considéré :

- les membres de l'Équipe CIBC ont recueilli 1,7 M\$ au profit de la 30^e édition annuelle du Tour CIBC Charles-Bruneau, laquelle marquait la vingtième année de participation de la Banque CIBC en tant que commanditaire principal de l'événement;
- la Fondation CIBC a fait un don de 250 000 \$ au YMCA du Grand Toronto pour appuyer le programme de mentorat Black Achievers qui offre aux jeunes de la communauté noire plus de possibilités de développer leur confiance, d'élargir leurs réseaux et d'obtenir du mentorat pour favoriser leur épanouissement personnel et professionnel;
- la Banque CIBC a fait un don de 50 000 \$, par l'intermédiaire du Fonds de secours d'urgence pour l'Ontario de la Fondation CIBC, afin d'offrir une aide immédiate et à long terme aux personnes touchées par les feux de forêt dans le nord-ouest de l'Ontario, ainsi qu'aux collectivités de la région faisant l'objet d'ordres d'évacuation.

Le président et chef de la direction,

Harry Culham

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, s'il y a lieu.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

En 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (GTDAR) mis sur pied par le Financial Stability Board a publié son rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*, qui comportait 32 recommandations sur les informations à fournir. L'index ci-dessous renferme la liste de ces informations ainsi que leur emplacement. Les informations du groupe de travail sont présentées dans notre Rapport annuel 2025, notre rapport aux actionnaires trimestriel ainsi que dans nos documents d'information financière supplémentaire, qui se trouvent sur notre site Web (www.cibc.com/francais). Aucune information du site Web de la CIBC, y compris les documents d'information financière supplémentaire, ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes.

Sujets	Recommandations	Informations à fournir	Troisième trimestre de 2026			Rapport annuel 2025
			Rapport de gestion	États financiers consolidés	Rapport au titre du troisième pilier et information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires	
					Pages	
Généralités	1	Index des informations en matière de risque – présente page				
	2	Terminologie et mesures en matière de risque	55–59		93–95	97–100
	3	Principaux risques et nouveaux risques	33–36			50–52
	4	Exigences liées aux ratios réglementaires futurs importants	29, 46–48	80	15, 25	33, 35–36, 72, 74, 157
Gouvernance du risque, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion du risque				43, 44
	6	Culture de risque et intérêt à l'égard du risque				42, 45–47
	7	Risques découlant des activités commerciales	37			42–49, 53
	8	Simulations de crise à l'échelle de la banque	40			31–32, 49, 57, 62, 68, 70
Suffisance des fonds propres et actif pondéré en fonction du risque (APR)	9	Fonds propres réglementaires minimums	28	80		31–33, 157
	10	Composantes de fonds propres et rapprochement avec le bilan réglementaire consolidé			14–17	35
	11	Tableau des flux de fonds propres réglementaires			18	36
	12	Gestion et planification des fonds propres				31, 33, 157
	13	Activités commerciales et APR	37		5	37, 53
	14	APR et exigences en matière de fonds propres			3, 5, 6–7	34, 37
	15	Risque de crédit par portefeuille important			38–52, 59–68	55–60
	16	Tableau des variations de l'APR			5, 11	35, 37
	17	Application d'essais à rebours aux modèles			92	49, 57
Liquidités	18	Actifs liquides	44			71
Financement	19	Actifs grevés	46			71, 76
	20	Échéance contractuelle des actifs, des passifs et des instruments hors bilan				75–77
	21	Stratégie et sources de financement	49			75
Risque de marché	22	Rapprochement des portefeuilles de négociation et des portefeuilles autres que de négociation avec le bilan consolidé	42			66
	23	Facteurs importants de risque de marché lié aux activités de négociation et autres que de négociation	42–43			65–69
	24	Hypothèses, limites et procédures de validation liées aux modèles				49, 65–69
	25	Simulations de crise et analyses de scénarios				31, 48, 49, 53, 68
Risque de crédit	26	Analyse des expositions au risque de crédit	38–41		12–13, 55–82, 88–91	58–64, 77, 133–140, 146, 148, 149, 171, 175
	27	Prêts douteux et techniques d'allègement	38, 40			55, 62, 83, 116–117, 140
	28	Rapprochement de prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances	40	73		62, 135
	29	Risque de crédit de contrepartie découlant de dérivés			69–70, 72, 91, 35 ¹	55, 59, 126, 128, 146, 148–150
	30	Atténuation du risque de crédit	38		29, 69, 71, 91	55, 59, 148–150
Autres risques	31	Autres risques	50			77–81
	32	Discussion sur des situations de risque connues		82		50–52, 77, 169

1) Compris dans le document d'information financière supplémentaire.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est présenté afin de permettre aux lecteurs d'évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la CIBC au 31 juillet 2026 et pour le trimestre et les neuf mois clos à cette date, comparativement aux périodes correspondantes. Le rapport de gestion doit être lu avec le Rapport annuel 2025 et les états financiers consolidés intermédiaires non audités compris dans le présent rapport. À moins d'indication contraire, toute l'information financière présentée dans le rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS ou PCGR) et tous les montants sont libellés en dollars canadiens (\$ CA). Certaines informations présentées dans le rapport de gestion ont été ombragées étant donné qu'elles font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Le rapport de gestion est en date du 26 août 2026. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedar.ca/accueil, et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 52 à 59.

Tables des matières

2	Points saillants financiers du troisième trimestre	28	Gestion des fonds propres
3	Vue d'ensemble du rendement financier	32	Arrangements hors bilan
3	Perspectives économiques	33	Gestion du risque
4	Événements importants	33	Vue d'ensemble
4	Revue des résultats financiers	33	Principaux risques et nouveaux risques
7	Revue de l'information financière trimestrielle	37	Risques découlant des activités commerciales
9	Mesures non conformes aux PCGR	38	Risque de crédit
15	Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques	42	Risque de marché
16	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	44	Risque de liquidité
18	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	50	Autres risques
20	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	50	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle
23	Marchés des capitaux	50	Méthodes comptables critiques et estimations
25	Siège social et autres	50	Faits nouveaux en matière de comptabilité
27	Situation financière	51	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
27	Revue du bilan consolidé résumé	51	Contrôles et procédures
		51	Transactions entre parties liées
		52	Glossaire

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, et dans d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable au Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue des résultats financiers », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue de l'information financière trimestrielle », « Situation financière – Gestion des fonds propres », « Gestion du risque – Vue d'ensemble », « Gestion du risque – Principaux risques et nouveaux risques », « Gestion du risque – Risque de crédit », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque de liquidité », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Méthodes comptables critiques et estimations » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Autres faits nouveaux en matière de réglementation » du présent rapport de gestion, et d'autres énoncés sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles et nos engagements en matière de durabilité (dont ceux visant nos ambitions en matière de durabilité et les activités connexes), nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et nos perspectives pour l'année civile 2026 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « estimer », « prévoir », « cible », « engagement », « ambition », « objectif », « s'efforcer de », « projet » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Compte tenu des retombées économiques négatives que peuvent potentiellement engendrer les tarifs douaniers réellement imposés ou projetés par les États-Unis à l'endroit du Canada et d'autres pays et les contre-mesures tarifaires de ces pays, les signaux contradictoires du marché du travail aux États-Unis, les effets persistants des ententes de travail hybride et les taux d'intérêt élevés dans le secteur de l'immobilier aux États-Unis, ainsi que la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, dont leur incidence sur la hausse des coûts de l'énergie et des intrants cruciaux, et les perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière, une plus grande part d'incertitude est forcément associée à nos hypothèses par comparaison avec les périodes précédentes. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : les politiques commerciales, dont les tarifs douaniers et les politiques gouvernementales pour réduire le risque tarifaire, et les tensions connexes, les pressions inflationnistes aux États-Unis; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale; les risques géopolitiques, y compris ceux découlant de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient; les effets des ententes de travail hybride mises en place après la pandémie; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque lié au comportement et les risques juridiques, le risque de réglementation et le risque environnemental; les fluctuations de change et de taux d'intérêt, y compris celles découlant de la volatilité du marché et du prix du pétrole; l'efficacité et la pertinence de nos processus et modèles de gestion et d'évaluation des risques; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités, y compris la norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe, les normes mondiales concernant la réforme relative aux fonds propres et à la liquidité élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, et la réglementation concernant la recapitalisation des banques, le système bancaire ouvert et le système de paiements au Canada; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et les lignes directrices réglementaires en matière de taux d'intérêt et de liquidité, et leur interprétation; l'exposition à des litiges ou à des questions réglementaires d'importance et leur résolution, notre capacité de faire appel avec succès en cas d'issue défavorable de ces affaires, ainsi que le calendrier, la détermination et le recouvrement des montants liés à ces affaires; l'incidence de modifications des normes, règles et interprétations comptables; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos notes de crédit; la situation politique et son évolution, y compris les modifications aux questions d'ordre économique; l'incidence possible sur nos activités des conflits internationaux, comme la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, et d'actes terroristes; les catastrophes naturelles, les perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe; l'avènement d'urgences de santé publique ainsi que les politiques et mesures gouvernementales en découlant; la dépendance envers des tiers qui fournissent les infrastructures nécessaires à nos activités; les perturbations potentielles à l'égard de nos systèmes de technologies de l'information et de nos services; l'augmentation des risques liés à la cybersécurité, y compris la détection et l'utilisation inappropriée de vulnérabilités ainsi que l'exposition à des cyberattaques découlant de l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA), pouvant comprendre le vol ou la divulgation d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information sensible ou une perturbation des activités; le risque lié aux médias sociaux; les pertes découlant de fraudes internes ou externes; la lutte contre le blanchiment d'argent; l'exhaustivité et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie en ce qui a trait à nos clients et à nos contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous et nos sociétés affiliées ou nos entreprises associées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers, notamment les services bancaires en ligne et mobiles; l'évolution des technologies, y compris le développement et l'utilisation des données et de l'IA dans le cadre de nos activités et la capacité d'en retirer les avantages attendus ou potentiels, comme une productivité accrue, une réduction des coûts, une plus grande exactitude et une amélioration des processus d'affaires; la place importante accordée aux dépenses d'investissement liées à l'IA pour stimuler la croissance aux États-Unis et les conséquences incertaines sur l'emploi qui en découleront; la tenue des marchés des capitaux mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; la conjoncture économique et commerciale générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités, y compris l'augmentation du niveau d'endettement des ménages au Canada et des risques de crédit à l'échelle mondiale; les risques environnementaux et sociaux, y compris les risques liés aux changements climatiques, notre capacité à mettre en œuvre diverses initiatives en matière de durabilité en interne et avec nos clients dans les délais attendus et notre capacité à accroître la portée de nos produits et services de finance durable; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les produits que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'épargne; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés; notre capacité à réaliser nos stratégies et à mener à terme nos acquisitions et à intégrer les sociétés acquises et les coentreprises; le risque que les avantages attendus d'une acquisition, d'une fusion ou d'un dessaisissement ne se concrétisent pas dans les délais prévus ou qu'ils ne se concrétisent pas du tout; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs se fient indûment à ces énoncés prospectifs. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent rapport représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider nos actionnaires et les analystes financiers à comprendre notre situation financière, nos objectifs, nos priorités et nos attentes en matière de rendement financier aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

Points saillants financiers du troisième trimestre

	Aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les			Aux dates indiquées ou pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Non audité					
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Produits nets d'intérêts	4 507 \$	4 345 \$	4 048 \$	13 160 \$	11 637 \$
Produits autres que d'intérêts	3 861	3 661	3 206	11 612	9 920
Total des produits	8 368	8 006	7 254	24 772	21 557
Dotation à la provision pour pertes sur créances	564	605	559	1 737	1 737
Charges autres que d'intérêts	4 685	4 199	3 976	13 213	11 673
Résultat avant impôt sur le résultat	3 119	3 202	2 719	9 822	8 147
Impôt sur le résultat	710	737	623	1 848	1 873
Résultat net	2 409 \$	2 465 \$	2 096 \$	7 974 \$	6 274 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10 \$	8 \$	2 \$	25 \$	19 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	128	114	82	348	248
Porteurs d'actions ordinaires	2 271	2 343	2 012	7 601	6 007
Résultat net applicable aux actionnaires	2 399 \$	2 457 \$	2 094 \$	7 949 \$	6 255 \$
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité comme présenté ¹	56,0 %	52,4 %	54,8 %	53,3 %	54,1 %
Levier d'exploitation comme présenté ¹	(2,5) %	4,1 %	1,9 %	1,7 %	3,9 %
Coefficient de pertes sur créances ¹	0,40 %	0,38 %	0,33 %	0,37 %	0,33 %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté ¹	15,2 %	16,4 %	14,2 %	17,3 %	14,5 %
Marge d'intérêts nette ¹	1,50 %	1,53 %	1,46 %	1,51 %	1,42 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ^{1,2}	1,63 %	1,67 %	1,58 %	1,64 %	1,54 %
Rendement de l'actif moyen ^{1,2}	0,80 %	0,87 %	0,75 %	0,91 %	0,76 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen ^{1,2}	0,87 %	0,95 %	0,82 %	0,99 %	0,83 %
Taux d'impôt effectif comme présenté	22,8 %	23,0 %	22,9 %	18,8 %	23,0 %
Renseignements sur les actions ordinaires					
Par action (\$)					
– résultat de base	2,49 \$	2,55 \$	2,16 \$	8,28 \$	6,41 \$
– résultat dilué comme présenté	2,47	2,53	2,15	8,22	6,37
– dividendes	1,07	1,07	0,97	3,21	2,91
– valeur comptable ¹	65,14	63,77	60,18	65,14	60,18
Cours de clôture de l'action (\$)	166,04	151,57	99,03	166,04	99,03
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen pondéré de base	911 667	917 401	932 258	917 915	937 588
– moyen pondéré dilué	919 211	924 297	937 518	925 064	942 579
– à la fin de la période	907 935	914 773	929 451	907 935	929 451
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	150 754 \$	138 652 \$	92 044 \$	150 754 \$	92 044 \$
Mesures de valeur					
Rendement total pour les actionnaires	10,30 %	21,40 %	15,05 %	46,30 %	17,47 %
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	2,6 %	2,9 %	3,9 %	2,6 %	3,9 %
Ratio de versement de dividendes comme présenté ¹	42,9 %	41,9 %	44,9 %	38,7 %	45,4 %
Ratio cours/valeur comptable	2,55	2,38	1,65	2,55	1,65
Principaux résultats financiers et principales mesures financières – ajustés³					
Résultat net ajusté (en millions de dollars)	2 648 \$	2 471 \$	2 104 \$	7 804 \$	6 299 \$
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires ajusté (en millions de dollars)	2 510 \$	2 349 \$	2 020 \$	7 431 \$	6 032 \$
Coefficient d'efficacité ajusté	52,7 %	52,3 %	54,7 %	52,1 %	54,0 %
Levier d'exploitation ajusté	4,2 %	4,0 %	1,7 %	3,9 %	2,7 %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté	16,8 %	16,4 %	14,2 %	16,9 %	14,6 %
Taux d'impôt effectif ajusté	22,1 %	23,0 %	22,9 %	22,9 %	23,0 %
Résultat dilué par action ajusté	2,73 \$	2,54 \$	2,16 \$	8,03 \$	6,40 \$
Ratio de versement de dividendes ajusté	38,8 %	41,8 %	44,7 %	39,6 %	45,2 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Trésorerie, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	361 158 \$	356 753 \$	330 184 \$	361 158 \$	330 184 \$
Prêts et acceptations, nets de la provision pour pertes sur créances	611 415	600 980	581 644	611 415	581 644
Total de l'actif	1 177 782	1 160 560	1 102 255	1 177 782	1 102 255
Dépôts	852 175	832 770	792 672	852 175	792 672
Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ¹	59 146	58 335	55 930	59 146	55 930
Actif moyen ²	1 189 801	1 161 512	1 103 447	1 168 811	1 098 605
Actif productif d'intérêts moyen ^{1,2}	1 094 489	1 066 485	1 015 107	1 073 675	1 010 140
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires ^{1,2}	59 203	58 659	56 289	58 811	55 317
Biens administrés ^{1,4,5}	4 332 829	4 154 970	3 965 501	4 332 829	3 965 501
Biens sous gestion ^{1,5}	478 734	454 945	402 901	478 734	402 901
Mesures de qualité du bilan et mesures en matière de liquidité⁶					
Actif pondéré en fonction du risque (APR) (en millions de dollars)	369 264 \$	358 396 \$	347 712 \$	369 264 \$	347 712 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	13,4 %	13,6 %	13,4 %	13,4 %	13,4 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	15,6 %	15,6 %	15,3 %	15,6 %	15,3 %
Ratio du total des fonds propres	17,5 %	17,6 %	17,6 %	17,5 %	17,6 %
Ratio de levier	4,3 %	4,3 %	4,3 %	4,3 %	4,3 %
Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)	34,4 %	32,7 %	32,9 %	34,4 %	32,9 %
Ratio de levier CTAP	9,5 %	8,9 %	9,2 %	9,5 %	9,2 %
Ratio de liquidité à court terme (LCR)	127 %	131 %	127 %	s. o.	s. o.
Ratio de liquidité à long terme (NSFR)	113 %	114 %	115 %	113 %	115 %
Autres renseignements					
Équivalents temps plein	51 711	50 648	49 761	51 711	49 761

1) Se reporter à la section Glossaire pour plus de précisions sur la composition de ces mesures financières.

2) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

3) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Les mesures ajustées sont calculées de la même façon que les mesures comme présentées, mis à part le fait que l'information financière utilisée dans le calcul des mesures ajustées a été ajustée pour éliminer l'incidence des éléments d'importance. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, s'il y a lieu.

4) Comprennent le plein montant contractuel des biens administrés ou gardés par une coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon de 3 368,9 G\$ (3 238,4 G\$ au 30 avril 2026 et 3 130,1 G\$ au 31 juillet 2025).

5) Les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

6) L'APR et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le ratio de levier conformément à la ligne directrice

Exigences de levier du BSIF et le ratio de liquidité à court terme (LCR) et le ratio de liquidité à long terme (NSFR) conformément à la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, toutes fondées sur le cadre normatif du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité pour plus de précisions.

s. o. Sans objet.

Vue d'ensemble du rendement financier

Perspectives économiques

L'incertitude géopolitique liée au commerce et aux prix de l'énergie crée un contexte difficile pour l'activité économique au Canada et partout dans le monde, la plupart des pays ayant instauré des politiques monétaires plus expansionnistes pour soutenir une croissance mondiale modérée au cours du reste de l'année 2026. Le conflit au Moyen-Orient a fait grimper les prix de l'énergie et des autres marchandises à l'échelle du globe, tout en faisant augmenter les taux d'inflation. Nos perspectives supposent que certaines des pressions diminueront au cours du reste de l'année civile lorsque le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et la production du pétrole et du gaz reprendront. L'administration fédérale des États-Unis a imposé des tarifs douaniers généraux à ses partenaires commerciaux, ce qui freine la croissance dans les pays en question. Pour ce qui est du Canada, même après l'imposition de tarifs douaniers supplémentaires le 22 août 2026, le taux moyen appliqué aux exportations canadiennes vers les États-Unis demeurera inférieur à celui visant les autres pays, à la condition que la hausse des tarifs douaniers dont les États-Unis ont ensuite menacé le secteur de l'automobile ne se matérialise pas, et nous nous attendons à ce que bon nombre de secteurs continuent de bénéficier d'un accès exempt de tarifs douaniers au marché des États-Unis aux termes de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique.

Nous anticipons que l'économie de la Chine s'essouffera et que la croissance du pays sera inférieure à 5 % en 2026, la faiblesse de la demande intérieure contrebalançant la résilience des échanges commerciaux face aux tarifs douaniers élevés imposés par les États-Unis. En Europe, nous devrions observer un léger ralentissement de la croissance en 2026, laquelle devrait avoisiner 1 % dans la zone euro et au Royaume-Uni, car les obstacles causés par les prix de l'énergie contrebalancent une partie de l'effet de la hausse des dépenses liées à la défense dans certains pays.

La Banque du Canada ayant abaissé ses taux d'intérêt l'année passée, nous anticipons qu'elle maintiendra sa cible à 2,25 % en 2026 à l'appui de la demande sensible aux taux d'intérêt. Même si nous nous attendons à une inflation accrue en raison des prix de l'énergie et de certains produits importés qui maintiendra l'inflation totale bien au-delà de la cible de 2 %, l'inflation de base devrait être mieux contenue en raison du ralentissement persistant sur le marché du travail, qui devrait limiter les gains salariaux et le pouvoir d'achat de biens et services par les consommateurs, et de la baisse de l'inflation des loyers. Les politiques budgétaires n'auront que de faibles retombées positives cette année en raison de restrictions sur le plan provincial et en matière de dotation en personnel à l'échelon fédéral, et l'effet des mesures de stimulation pour des projets d'immobilisations importants se fera surtout sentir au cours des années ultérieures. Malgré une reprise de la croissance trimestrielle au printemps, la faiblesse observée en début d'année devrait limiter la croissance du produit intérieur brut (PIB) canadien à moins de 1 % pour l'ensemble de 2026. Cependant, le ralentissement de la croissance démographique devrait contribuer à maintenir le taux de chômage près de son niveau actuel pour le reste de l'année 2026. La croissance économique devrait s'améliorer en 2027, grâce à une hausse des dépenses d'investissement et à une incidence moins négative du marché du logement. Un conflit commercial mondial plus important, surtout s'il est jumelé à des pénuries prolongées de pétrole ou de gaz à l'étranger, ou l'imposition par les États-Unis de tarifs douaniers plus élevés à l'endroit du Canada, en raison notamment d'une restructuration majeure ou de la résiliation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, représente un risque de révision à la baisse de ces prévisions dont les répercussions dépendraient de la capacité d'amoindrir le choc commercial par des mesures de relance monétaire et budgétaire plus significatives.

L'économie des États-Unis éprouve des difficultés en raison du ralentissement de la croissance démographique et des répercussions des rendements obligataires à long terme plus élevés sur le marché du logement. Les dépenses d'investissement importantes dans des projets liés à l'IA devraient continuer de soutenir la croissance en 2026, tout en contribuant à l'inflation de certains intrants nécessaires à leur déploiement. La Réserve fédérale américaine pourrait maintenir les taux d'intérêt inchangés si l'évolution de la situation géopolitique permet une stabilisation des prix de l'énergie. En revanche, une poursuite du conflit au Moyen-Orient pourrait amener à procéder à une légère hausse des taux d'ici la fin de 2026. La croissance du PIB réel devrait atteindre environ 2 % pour l'ensemble de 2026, alors que le taux de chômage devrait s'établir en moyenne à 4,3 %. Les déficits budgétaires plus élevés pourraient limiter la marge de manœuvre pour une baisse des taux d'intérêt à long terme, mais les mesures de relance budgétaires et un assouplissement des politiques réglementaires devraient offrir un certain soutien à la croissance économique en 2026. L'inflation devrait rester sensiblement au-dessus de la cible de 2 % jusqu'à la fin de l'année, avant de montrer des signes d'apaisement plus significatifs en 2027.

En ce qui a trait à Services bancaires personnels, région du Canada, la croissance des prêts hypothécaires devrait se poursuivre au rythme actuel en 2026. Les baisses des taux d'intérêt continuent de soutenir le retour des acheteurs sur le marché, mais cet élan est tempéré par un affaiblissement de la confiance des consommateurs et par les mesures politiques visant à ralentir la croissance démographique. Nous prévoyons une légère amélioration de l'activité, étant donné que la hausse de l'inflation qui découle de l'augmentation des prix de l'énergie limite les dépenses discrétionnaires par habitant et que la demande de crédit hypothécaire est modérée par l'incertitude économique.

Malgré la récente intensification des tensions commerciales, bon nombre de clients de Groupe Entreprises et des Services financiers aux entreprises au Canada continuent de faire preuve d'un optimisme prudent quant à leurs perspectives et à leur capacité de composer avec la nouvelle réglementation tarifaire. Par conséquent, nous prévoyons une croissance des prêts soutenue dans les activités de Groupe Entreprises et Services financiers aux entreprises au Canada pendant le reste de l'année 2026, portée par le dynamisme en lien avec l'allègement des taux d'intérêt en 2025. Les activités de Groupe Entreprises aux États-Unis ont récemment repris de la vigueur, en phase avec les tendances plus positives en matière de croissance des prêts au sein du secteur. Si l'incertitude liée à la politique commerciale et au contexte géopolitique se dissipe, nous nous attendons à ce que le niveau d'activité de placement des clients continue de se redresser, ce qui devrait favoriser la croissance des prêts. Toutefois, cette croissance pourrait être tempérée dans la mesure où les clients choisissent d'utiliser leurs fonds en dépôts actuels pour répondre à leurs besoins de financement.

Les marchés financiers devraient profiter du maintien des taux d'intérêt à court terme plus faibles au Canada et aux États-Unis. Les activités de Gestion des avoirs au Canada et aux États-Unis ont profité du rendement vigoureux du marché boursier malgré l'incertitude géopolitique récente. Les activités de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement devraient continuer de profiter des activités de fusions et acquisitions, et les émissions d'obligations de sociétés pourraient s'intensifier grâce à l'accroissement des dépenses d'investissement, à condition que l'incertitude liée aux tarifs douaniers s'atténue au cours du reste de l'année 2026.

Les perspectives économiques précitées reposent sur bon nombre d'hypothèses quant au conflit au Moyen-Orient et aux politiques commerciales, notamment en ce qui concerne la prolongation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, ainsi qu'aux risques économiques découlant d'autres événements géopolitiques. Par conséquent, les résultats réels pourraient être très différents des résultats attendus. L'incidence de l'incertitude concernant la politique commerciale et des événements géopolitiques sur notre environnement de risque est décrite dans la section Principaux risques et nouveaux risques. Les variations du niveau d'incertitude économique continuent d'influer sur nos estimations et hypothèses comptables importantes, surtout en ce qui concerne l'estimation des pertes de crédit attendues. Se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions.

Événements importants

Vente de CIBC Caribbean

Le 27 mai 2026, la CIBC a conclu une entente définitive pour vendre sa participation de 91,67 % dans CIBC Caribbean Bank Limited (CIBC Caribbean) à The Bank of N.T. Butterfield & Son (Butterfield) pour une contrepartie totale d'environ 1,645 G\$ US. La contrepartie est composée d'un montant en espèces de 1 G\$ US et d'un nombre déterminé d'actions ordinaires qui étaient évaluées à 645 M\$ US à la date de l'annonce, ce qui représentera une participation minoritaire d'environ 22 % au moment de la clôture. La CIBC obtiendra également deux sièges au conseil d'administration de Butterfield. À la clôture de la transaction, la participation de la CIBC dans Butterfield sera comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Dans le cadre de la transaction, la CIBC accordera certaines indemnisations et prendra certains engagements, dont celui d'acheter certains placements détenus par CIBC Caribbean.

Nous avons comptabilisé une charge de 269 M\$ (232 M\$ après impôt) au trimestre considéré en lien avec la transaction, dont la différence entre la valeur actuelle de la contrepartie à recevoir en 2027 et la valeur comptable de CIBC Caribbean, ainsi que les montants liés à ces engagements.

La clôture de la transaction devrait avoir lieu au cours du premier semestre de 2027, sous réserve de l'approbation des actionnaires de Butterfield et des autorités de réglementation ainsi que des conditions de clôture.

Partenariat stratégique avec &Partners et acquisition d'une participation dans la société

Le 4 mai 2026, la CIBC a conclu une entente définitive pour établir une relation stratégique avec la société américaine de gestion privée de patrimoine Ampersand Partners, LLC (&Partners), entente qui comprend l'acquisition d'une participation minoritaire. En instaurant cette relation, la CIBC accroît son exposition au segment en pleine effervescence du marché de la gestion privée de patrimoine aux États-Unis tout en officialisant son rôle à titre de partenaire bancaire stratégique de &Partners. La transaction a été conclue le 6 juillet 2026, ce qui s'est traduit par l'acquisition d'une participation de 19,15 % (4,99 % des droits de vote) en contrepartie d'un montant initial en espèces et d'un montant supplémentaire à payer en 2029 sous réserve de l'atteinte par &Partners de certaines cibles de performance. Nous avons également obtenu un siège au conseil d'administration de &Partners. Notre investissement dans &Partners a été comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et notre quote-part des résultats de &Partners a été incluse dans les résultats de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis.

Revue des résultats financiers

Le résultat net comme présenté pour le trimestre considéré s'est établi à 2 409 M\$, en regard de 2 096 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2 465 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat net ajusté¹ pour le trimestre considéré s'est établi à 2 648 M\$, comparativement à 2 104 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 2 471 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action comme présenté pour le trimestre considéré s'est établi à 2,47 \$, en regard de 2,15 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,53 \$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action ajusté¹ pour le trimestre considéré s'est établi à 2,73 \$, en regard de 2,16 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,54 \$ au trimestre précédent.

Au cours du trimestre considéré, les éléments d'importance suivants ont entraîné un recul des produits de 2 M\$, une hausse des charges autres que d'intérêts de 277 M\$, ainsi qu'une diminution de l'impôt sur le résultat de 40 M\$ et une baisse du résultat net de 239 M\$:

- un montant de 269 M\$ (232 M\$ après impôt) au titre des charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean (Siège social et autres);
- un montant de 10 M\$ (7 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (5 M\$ après impôt dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et 2 M\$ après impôt dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis).

1) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, s'il y a lieu.

Résultats

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Résultats financiers					
Produits nets d'intérêts	4 507 \$	4 345 \$	4 048 \$	13 160 \$	11 637 \$
Produits autres que d'intérêts	3 861	3 661	3 206	11 612	9 920
Total des produits	8 368	8 006	7 254	24 772	21 557
Dotation à la provision pour pertes sur créances	564	605	559	1 737	1 737
Charges autres que d'intérêts	4 685	4 199	3 976	13 213	11 673
Résultat avant impôt sur le résultat	3 119	3 202	2 719	9 822	8 147
Impôt sur le résultat	710	737	623	1 848	1 873
Résultat net	2 409 \$	2 465 \$	2 096 \$	7 974 \$	6 274 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10 \$	8 \$	2 \$	25 \$	19 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	128	114	82	348	248
Porteurs d'actions ordinaires	2 271	2 343	2 012	7 601	6 007
Résultat net applicable aux actionnaires	2 399 \$	2 457 \$	2 094 \$	7 949 \$	6 255 \$
Produits nets d'intérêts et marge d'intérêts nette					
Produits nets d'intérêts issus des activités autres que de négociation	4 886 \$	4 583 \$	4 297 \$	14 140 \$	12 425 \$
Produits nets d'intérêts issus des activités de négociation ¹	(379)	(238)	(249)	(980)	(788)
Total des produits nets d'intérêts	4 507 \$	4 345 \$	4 048 \$	13 160 \$	11 637 \$
Actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation	159 518	149 319	137 797	155 716	139 507
Actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins autres que des activités de négociation	934 971	917 166	877 310	917 959	870 633
Total de l'actif productif d'intérêts moyen	1 094 489 \$	1 066 485 \$	1 015 107 \$	1 073 675 \$	1 010 140 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,63 %	1,67 %	1,58 %	1,64 %	1,54 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation) ¹	2,07 %	2,05 %	1,94 %	2,06 %	1,91 %
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances					
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	394 \$	397 \$	361 \$	1 117 \$	1 025 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	132	97	25	328	72
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	37	40	57	155	228
Marchés des capitaux	53	10	37	73	46
Siège social et autres	(4)	4	1	7	19
Dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	612	548	481	1 680	1 390
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	33	77	83	230	236
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	13	24	(4)	22	42
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	(69)	(19)	(40)	(145)	(20)
Marchés des capitaux	(25)	(25)	39	(53)	85
Siège social et autres	-	-	-	3	4
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances – prêts productifs	(48)	57	78	57	347
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	564 \$	605 \$	559 \$	1 737 \$	1 737 \$

1) Se reporter aux sections Glossaire – Activités de négociation et produits nets d'intérêts issus des activités de négociation et Glossaire – Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation) pour plus de précisions.

T3/26 vs T3/25

Le résultat net du trimestre s'est établi à 2 409 M\$, en hausse de 313 M\$, en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des produits, neutralisée en partie par un accroissement des charges autres que d'intérêts, dont les charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance.

Les produits ont progressé de 1 114 M\$, ou 15 %.

Les produits nets d'intérêts ont augmenté de 459 M\$, ou 11 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse de la marge d'intérêts nette liée aux activités autres que de négociation, à la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités et à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 5 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à l'accroissement des marges sur les dépôts et sur les prêts, contrebalancé en partie par la baisse de la marge d'intérêts nette liée aux activités de négociation.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 655 M\$, ou 20 %, sous l'effet surtout de l'augmentation des produits autres que d'intérêts tirés des activités de négociation, des produits tirés des honoraires et des commissions sur crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 564 M\$, en hausse de 5 M\$. Le trimestre considéré rend compte d'une reprise de provision pour pertes sur prêts productifs liée à une évolution favorable de nos perspectives économiques et d'une élimination de provision en lien avec la vente de certains prêts immobiliers commerciaux aux États-Unis, neutralisées en partie par une augmentation de la dotation à la provision découlant d'une migration du crédit désavantageuse, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à une évolution défavorable de nos perspectives économiques, contrebalancée en partie par une élimination de provision liée à une migration du crédit avantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, ce qui découle surtout d'une hausse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et Marchés des capitaux, contrebalancée en partie par une baisse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 709 M\$, ou 18 %, fait attribuable surtout à la progression de la rémunération liée au rendement et d'autres formes de rémunération des employés, aux charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, à l'augmentation des charges liées au matériel informatique, aux logiciels et au matériel de bureau, et à la progression des honoraires professionnels.

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 87 M\$, ou 14 %. Le taux d'impôt effectif a été de 22,8 % par rapport à 22,9 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

T3/26 vs T2/26

Le résultat net a diminué de 56 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent du fait essentiellement de l'augmentation des charges autres que d'intérêts, dont celles en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, le tout contrebalancé en partie par la progression des produits et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les produits ont progressé de 362 M\$, ou 5 %.

Les produits nets d'intérêts ont augmenté de 162 M\$, ou 4 %, du fait surtout de l'incidence des jours supplémentaires que comptait le trimestre considéré, de la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités, de la hausse de la marge d'intérêts nette liée aux activités autres que de négociation et de l'accroissement des produits de trésorerie, contrebalancés en partie par la diminution des produits nets d'intérêts issus des activités de négociation. La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a diminué de 4 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la diminution de la marge d'intérêts nette liée aux activités de négociation.

Les produits autres que d'intérêts se sont accrues de 200 M\$, ou 5 %, ce qui s'explique principalement par la hausse des produits tirés des honoraires, l'augmentation des produits autres que d'intérêts issus des activités de négociation et les commissions sur crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 41 M\$. Le trimestre considéré rend compte d'une reprise de provision pour pertes sur prêts productifs, comme il a été mentionné précédemment, alors que le trimestre précédent reflète une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à une évolution défavorable de nos perspectives économiques, contrebalancée en partie par une élimination de provision liée à une migration du crédit avantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, ce qui découle surtout d'une hausse de la dotation à la provision dans Marchés des capitaux et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 486 M\$, ou 12 %, fait attribuable surtout aux charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, à la hausse de la rémunération liée au rendement ainsi qu'à d'autres formes de rémunération des employés, à la hausse des charges liées au matériel informatique, aux logiciels et au matériel de bureau, et à la progression des honoraires professionnels.

La charge d'impôt sur le résultat a diminué de 27 M\$, ou 4 %. Le taux d'impôt effectif a été de 22,8 % par rapport à 23,0 % au trimestre précédent.

T3/26 vs T3/25 (depuis le début de l'exercice)

Le résultat net pour la période de neuf mois considérée s'est élevé à 7 974 M\$, en hausse de 1 700 M\$ en regard de celui de la période correspondante en 2025, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des produits et aux recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui avaient été présentés à titre d'élément d'importance, le tout neutralisé en partie par un accroissement des charges autres que d'intérêts, dont les charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, également présentées à titre d'élément d'importance.

Les produits ont progressé de 3 215 M\$, ou 15 %.

Les produits nets d'intérêts se sont accrues de 1 523 M\$, ou 13 %, ce qui est surtout attribuable à la hausse de la marge d'intérêts nette liée aux activités autres que de négociation et à la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités, neutralisées en partie par la baisse des produits nets d'intérêts issus des activités de négociation. La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 10 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à l'accroissement des marges sur les dépôts et sur les prêts, contrebalancé en partie par la baisse de la marge d'intérêts nette liée aux activités de négociation.

Les produits autres que d'intérêts ont progressé de 1 692 M\$, ou 17 %, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des produits autres que d'intérêts issus des activités de négociation, des produits tirés des honoraires, de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, des commissions sur crédit, des profits sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net, et des commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 1 737 M\$, ce qui est comparable à celle de la période précédente. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué, car la période considérée rend compte d'une évolution favorable de nos perspectives économiques alors que la période précédente reflète une évolution défavorable de celles-ci. De plus, le trimestre considéré tient compte d'une incidence moins négative de la mise à jour des paramètres des modèles et d'une élimination de provision en lien avec la vente de certains prêts immobiliers commerciaux.

aux États-Unis. L'incidence de ces dotations à la provision moins élevées a été en partie neutralisée par une migration du crédit désavantageuse pour la période considérée, par rapport à une migration du crédit avantageuse pour la période correspondante de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, ce qui découle surtout d'une hausse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et Marchés des capitaux, contrebalancée en partie par une baisse de la dotation à la provision dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 1 540 M\$, ou 13 %, fait attribuable surtout à la progression de la rémunération liée au rendement, en raison notamment de changements apportés à nos hypothèses relatives à la date d'acquisition des droits, et d'autres formes de rémunération des employés, aux charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, et à l'augmentation des charges liées au matériel informatique, aux logiciels et au matériel de bureau, ainsi qu'à la hausse des honoraires professionnels.

La charge d'impôt sur le résultat a diminué de 25 M\$, ou 1 %. Le taux d'impôt effectif a été de 18,8 % par rapport à 23,0 % à la période correspondante de 2025 en raison surtout des recouvrements d'impôt sur le résultat de 422 M\$ en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui avaient été présentés à titre d'élément d'importance.

Change

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion du dollar américain (\$ US) sur les principaux postes de notre compte de résultat consolidé intermédiaire qui découle de fluctuations de taux de change moyens.

En millions de dollars, sauf les montants par action	Pour les trois mois clos les		Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026 par rapport au 31 juill. 2025	31 juill. 2026 par rapport au 30 avr. 2026	31 juill. 2026 par rapport au 31 juill. 2025	
Augmentation (diminution) estimative des éléments suivants :				
Total des produits	30 \$	35 \$	(94) \$	
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	1	1	(3)	
Charges autres que d'intérêts	18	21	(49)	
Impôt sur le résultat	4	5	(14)	
Résultat net (perte nette)	7	8	(28)	
Incidence sur le résultat par action :				
De base	0,01 \$	0,01 \$	(0,03) \$	
Dilué	0,01	0,01	(0,03)	
Appréciation (dépréciation) moyenne du \$ US par rapport au \$ CA	1,6 %	1,8 %	(1,7) %	

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les montants par action,
pour les trois mois clos les

	2026				2025				2024
	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.	
Produits									
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	3 344 \$	3 174 \$	3 295 \$	3 188 \$	3 061 \$	2 859 \$	2 923 \$	2 842 \$	
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	2 037	1 918	1 923	1 836	1 723	1 640	1 703	1 602	
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	863	821	874	810	790	769	847	733	
Marchés des capitaux	1 834	1 868	2 017	1 523	1 506	1 545	1 574	1 155	
Siège social et autres	290	225	289	219	174	209	234	285	
Total des produits	8 368 \$	8 006 \$	8 398 \$	7 576 \$	7 254 \$	7 022 \$	7 281 \$	6 617 \$	
Produits nets d'intérêts	4 507 \$	4 345 \$	4 308 \$	4 132 \$	4 048 \$	3 788 \$	3 801 \$	3 633 \$	
Produits autres que d'intérêts	3 861	3 661	4 090	3 444	3 206	3 234	3 480	2 984	
Total des produits	8 368	8 006	8 398	7 576	7 254	7 022	7 281	6 617	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	564	605	568	605	559	605	573	419	
Charges autres que d'intérêts	4 685	4 199	4 329	4 179	3 976	3 819	3 878	3 791	
Résultat avant impôt sur le résultat	3 119	3 202	3 501	2 792	2 719	2 598	2 830	2 407	
Impôt sur le résultat	710	737	401	612	623	591	659	525	
Résultat net	2 409 \$	2 465 \$	3 100 \$	2 180 \$	2 096 \$	2 007 \$	2 171 \$	1 882 \$	
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10 \$	8 \$	7 \$	6 \$	2 \$	9 \$	8 \$	8 \$	
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	128	114	106	116	82	78	88	72	
Porteurs d'actions ordinaires	2 271	2 343	2 987	2 058	2 012	1 920	2 075	1 802	
Résultat net applicable aux actionnaires	2 399 \$	2 457 \$	3 093 \$	2 174 \$	2 094 \$	1 998 \$	2 163 \$	1 874 \$	
Résultat par action – de base	2,49 \$	2,55 \$	3,23 \$	2,21 \$	2,16 \$	2,05 \$	2,20 \$	1,91 \$	
– dilué	2,47	2,53	3,21	2,20	2,15	2,04	2,19	1,90	

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le deuxième trimestre compte moins de jours que les autres trimestres, ce qui engendre généralement une diminution des résultats. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et sur les marchés des capitaux.

Produits

Les produits tirés des activités de prêt et de dépôt dépendent habituellement de la croissance des volumes, des honoraires tirés des activités transactionnelles des clients et de l'environnement des taux d'intérêt. Nos activités de gestion des avoirs sont arrimées aux activités de ventes nettes, qui ont une incidence sur les biens sous gestion et les biens administrés, au niveau d'activité de placement de nos clients et à la conjoncture du marché. Les produits de Marchés des capitaux sont également tributaires, dans une mesure importante, de la conjoncture des marchés qui a une incidence sur l'activité de négociation des clients, sur les activités de prise ferme ainsi que sur les activités de services consultatifs.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada a profité de l'accroissement des prêts et d'une composition des actifs avantageuse au cours des périodes susmentionnées, grâce à la croissance interne liée aux clients ainsi qu'à l'élargissement et à l'approfondissement des liens avec la clientèle.

Les produits de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada ont profité de la croissance des volumes de Groupe Entreprises et de l'optimisme des investisseurs dans Gestion des avoirs. Pour Groupe Entreprises, la croissance des produits a été soutenue par la demande des clients. Pour Gestion des avoirs, la croissance des biens administrés et des biens sous gestion ainsi que des produits d'honoraires connexes a été portée par l'appréciation du marché et la vigueur des ventes dans l'ensemble de nos canaux de distribution.

Les produits de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis ont continué de profiter d'une croissance dans nos activités essentielles, appuyée par la mise en œuvre continue de notre stratégie d'approfondissement des relations avec les clients. Les volumes de prêts ont connu une période de croissance depuis le quatrième trimestre de 2024, à l'exception du quatrième trimestre de 2025, au cours duquel des remboursements élevés ont été effectués au titre des prêts. Les soldes de dépôts ont affiché une tendance à la hausse et sont en progression depuis le quatrième trimestre de 2024, mis à part le recul observé au cours des deuxième et troisième trimestres de 2025, ce qui découlait principalement du décaissement des placements à court terme. Pour Gestion des avoirs, la croissance des biens sous gestion a contribué à la hausse des produits d'honoraires. Cette tendance positive a été portée par l'appréciation du marché, malgré la volatilité observée au cours du premier semestre de 2025 et de 2026.

Les produits de négociation de Marchés des capitaux en 2025 ont été constamment plus élevés que ceux de 2024, portés par une conjoncture des marchés robuste et l'intensification des activités des clients. Au cours des trois premiers trimestres de 2026, la vigueur des produits de négociation et l'intensification des activités de prise ferme et de services consultatifs se sont maintenues.

Les produits de Siège social et autres tiennent compte de pertes sur investissements et de pertes de valeur sur les titres de créance dans Services bancaires internationaux jusqu'au troisième trimestre de 2025. La quote-part du résultat des placements détenus dans notre portefeuille d'investissements stratégiques a été comptabilisée au premier trimestre de 2026.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit, de la performance au chapitre du crédit dans les portefeuilles de prêts ainsi que de l'évolution de nos perspectives économiques. Nous menons nos activités dans un contexte macroéconomique incertain qui fait appel à une part de jugement considérable aux fins de l'estimation des pertes de crédit attendues.

L'incertitude sur le plan de la politique commerciale s'est répercutée sur notre dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs à l'exercice 2025 et tout au long de l'exercice 2026 jusqu'au trimestre considéré. Une migration du crédit désavantageuse dans le secteur de l'immobilier et de la construction aux États-Unis a également pesé sur notre dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs aux États-Unis au cours du quatrième trimestre de 2025 et du troisième trimestre de 2026, tandis qu'une migration du crédit avantageuse, notamment liée à la vente de prêts, s'est répercutée sur la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs aux États-Unis au troisième trimestre de 2026.

Pour Services bancaires personnels et PME, région du Canada, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté au cours de l'exercice 2025 et est demeurée élevée tout au long de l'exercice 2026 jusqu'au trimestre considéré, reflet du cadre macroéconomique défavorable pour les portefeuilles de détail.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus importante a été comptabilisée pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 2026.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus élevée inscrite au quatrième trimestre de 2024 a été attribuable au secteur de l'immobilier et de la construction. Des pertes de valeur plus élevées ont également été comptabilisées dans ce secteur et dans d'autres secteurs aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2025 et au premier trimestre de 2026.

Pour Marchés des capitaux, une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comptabilisée au quatrième trimestre de 2024, aux troisième et quatrième trimestres de 2025 et au troisième trimestre de 2026.

Pour Siège social et autres, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux dans Services bancaires internationaux est demeurée relativement stable.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté au cours de la période présentée en raison surtout des charges liées à la rémunération des employés et aux dépenses liées aux initiatives stratégiques et aux autres initiatives. Au troisième trimestre de 2026, des charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, ont été comptabilisées. Une provision pour procédures judiciaires plus élevée a été inscrite au premier trimestre de 2025 et de 2026.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat fluctue en fonction des variations du revenu imposable dans les territoires desquels le résultat provient. Au premier trimestre de 2026, des recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital avaient été présentés à titre d'élément d'importance.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous avons recours à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité, tel qu'il est décrit ci-après. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR (IFRS), tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR, qui comprennent des mesures financières non conformes aux PCGR et des ratios non conformes aux PCGR décrits dans le *Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières*, peuvent permettre aux investisseurs de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes.

Mesures ajustées

La direction évalue les résultats comme présentés et ajustés et juge que ces mesures de performance sont toutes deux utiles. Les mesures ajustées, qui comprennent le total des produits ajusté, la dotation à la provision pour pertes sur créances ajustée, les charges autres que d'intérêts ajustées, le résultat avant impôt sur le résultat ajusté, l'impôt sur le résultat ajusté et le résultat net ajusté, qui s'ajoutent aux mesures ajustées décrites ci-après, excluent les éléments d'importance des résultats comme présentés aux fins du calcul de nos résultats ajustés. Les éléments d'importance comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles et certains éléments d'importance qui surviennent de temps à autre et qui ne reflètent pas, selon la direction, le rendement des activités sous-jacentes. Nous sommes d'avis que les mesures ajustées permettent au lecteur de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes tout en facilitant une analyse plus éclairée des tendances. Bien que nous croyions que ces mesures ajustées permettent de faciliter les comparaisons entre nos résultats et ceux des autres banques canadiennes qui font des ajustements similaires dans leurs informations publiques, il faut préciser qu'il n'y a pas de signification normalisée des mesures ajustées selon les PCGR.

Se reporter à la section Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques et à la note 29 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions.

Résultat dilué par action ajusté

Nous ajustons le résultat dilué par action comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance, nette de l'impôt sur le résultat, aux fins du calcul du résultat dilué par action ajusté.

Coefficient d'efficacité ajusté

Nous ajustons les produits et les charges autres que d'intérêts comme présentés pour éliminer l'incidence des éléments d'importance.

Levier d'exploitation ajusté

Nous ajustons les produits et les charges autres que d'intérêts comme présentés pour éliminer l'incidence des éléments d'importance.

Ratio de versement de dividendes ajusté

Nous ajustons le résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance, nette de l'impôt sur le résultat, aux fins du calcul du ratio de versement des dividendes ajusté.

Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté

Nous ajustons le résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance, nette de l'impôt sur le résultat, aux fins du calcul du rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté.

Taux d'impôt effectif ajusté

Nous ajustons le résultat avant impôt sur le résultat comme présenté et l'impôt sur le résultat comme présenté pour éliminer l'incidence des éléments d'importance aux fins du calcul du taux d'impôt effectif ajusté.

Résultat avant impôt et provisions

Le résultat avant impôt et provisions correspond aux produits, nets des charges autres que d'intérêts, et fournit aux lecteurs une évaluation de notre capacité à dégager un résultat pour couvrir les pertes de crédit au cours du cycle de crédit, ainsi qu'une base supplémentaire aux fins de la comparaison du rendement des activités sous-jacentes entre les périodes, en excluant l'incidence de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ce qui nécessite que des jugements soient posés et que des estimations soient faites à l'égard de questions qui sont incertaines et qui peuvent varier de façon importante d'une période à l'autre. Nous ajustons le résultat avant impôt et provisions pour éliminer l'incidence des éléments d'importance aux fins du calcul du résultat avant impôt et provisions ajusté. Comme il a été énoncé précédemment, nous sommes d'avis que les mesures ajustées permettent au lecteur de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes tout en facilitant une analyse plus éclairée des tendances.

Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis

Les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires sont répartis entre les unités d'exploitation stratégiques en fonction du montant estimé des fonds propres réglementaires nécessaires pour soutenir leurs activités, comme il a été déterminé pour la banque au niveau consolidé selon les exigences en matière de fonds propres réglementaires et les cibles internes du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires non répartis sont présentés dans Siège social et autres. La répartition du capital sur cette base fournit un cadre cohérent pour évaluer le rendement de chaque unité d'exploitation stratégique, proportionnellement au risque pris. Se reporter à la section Risques découlant des activités commerciales pour plus de précisions.

Rendement des capitaux propres sectoriel

Nous utilisons le rendement des capitaux propres sectoriel comme l'une des mesures permettant d'évaluer le rendement et de prendre des décisions sur la répartition des ressources. Le rendement des capitaux propres pour l'ensemble de la CIBC fournit une mesure du rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires, alors que le rendement des capitaux propres sectoriel offre une mesure semblable fondée sur les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis entre les unités d'exploitation stratégiques. Par conséquent, le rendement des capitaux propres sectoriel est un ratio non conforme aux PCGR. Le rendement des capitaux propres sectoriel correspond au résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires pour chaque unité d'exploitation stratégique, exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis, soit la moyenne des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis mensuels au cours de la période. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, un changement apporté à notre méthode de répartition en tenant compte de l'APR et de l'exposition aux fins du ratio de levier de chaque unité d'exploitation stratégique a été appliqué, ce qui a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions ordinaires des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur le rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté et ajusté consolidé de la banque.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos le 31 juillet 2026							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	3 344 \$	2 037 \$	863 \$	1 834 \$	290 \$	8 368 \$	618 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	427	145	(32)	28	(4)	564	(23)
Charges autres que d'intérêts	1 643	1 037	478	857	670	4 685	343
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 274	855	417	949	(376)	3 119	298
Impôt sur le résultat	326	236	97	227	(176)	710	70
Résultat net (perte nette)	948	619	320	722	(200)	2 409	228
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	10	10	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	11	6	5	42	64	128	4
Porteurs d'actions ordinaires	937	613	315	680	(274)	2 271	224
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	948	619	320	722	(210)	2 399	228
Résultat dilué par action (\$)						2,47 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Produits							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²	- \$	- \$	2 \$	- \$	- \$	2 \$	1 \$
Incidence des éléments d'importance sur les produits	-	-	2	-	-	2	1
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(6)	-	(2)	-	-	(8)	(1)
Charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean	-	-	-	-	(269)	(269)	-
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(6)	-	(2)	-	(269)	(277)	(1)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	6	-	4	-	269	279	2
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²	1	-	2	-	-	3	1
Charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean	-	-	-	-	37	37	-
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	1	-	2	-	37	40	1
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	5 \$	- \$	2 \$	- \$	232 \$	239 \$	1 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)³						0,26 \$	
Résultats d'exploitation – ajustés⁴							
Total des produits – ajusté	3 344 \$	2 037 \$	865 \$	1 834 \$	290 \$	8 370 \$	619 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances – ajustée	427	145	(32)	28	(4)	564	(23)
Charges autres que d'intérêts – ajustées	1 637	1 037	476	857	401	4 408	342
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 280	855	421	949	(107)	3 398	300
Impôt sur le résultat – ajusté	327	236	99	227	(139)	750	71
Résultat net – ajusté	953	619	322	722	32	2 648	229
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	10	10	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	11	6	5	42	64	128	4
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	942	613	317	680	(42)	2 510	225
Résultat net applicable aux actionnaires – ajusté	953	619	322	722	22	2 638	229
Résultat dilué par action ajusté (\$)						2,73 \$	

1) Les éléments d'importance sont exclus des résultats comme présentés aux fins du calcul des résultats ajustés.

2) Tient compte de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui constituent une composante des entreprises associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

3) Tient compte de l'incidence des écarts découlant de l'arrondissement entre le résultat dilué par action et le résultat dilué par action ajusté.

4) Montant ajusté pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos le 30 avril 2026							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	3 174 \$	1 918 \$	821 \$	1 868 \$	225 \$	8 006 \$	599 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	474	121	21	(15)	4	605	16
Charges autres que d'intérêts	1 571	960	469	807	392	4 199	342
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 129	837	331	1 076	(171)	3 202	241
Impôt sur le résultat	283	223	71	284	(124)	737	51
Résultat net (perte nette)	846	614	260	792	(47)	2 465	190
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	8	8	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	10	6	4	39	55	114	3
Porteurs d'actions ordinaires	836	608	256	753	(110)	2 343	187
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	846	614	260	792	(55)	2 457	190
Résultat dilué par action (\$)						2,53 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(7) \$	- \$	(1) \$	- \$	- \$	(8) \$	(1) \$
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(7)	-	(1)	-	-	(8)	(1)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	7	-	1	-	-	8	1
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	-	-	-	-	2	-
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	2	-	-	-	-	2	-
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	5 \$	- \$	1 \$	- \$	- \$	6 \$	1 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)³						0,01 \$	
Résultats d'exploitation – ajustés⁴							
Total des produits – ajusté	3 174 \$	1 918 \$	821 \$	1 868 \$	225 \$	8 006 \$	599 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances – ajustée	474	121	21	(15)	4	605	16
Charges autres que d'intérêts – ajustées	1 564	960	468	807	392	4 191	341
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 136	837	332	1 076	(171)	3 210	242
Impôt sur le résultat – ajusté	285	223	71	284	(124)	739	51
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	851	614	261	792	(47)	2 471	191
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	8	8	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	10	6	4	39	55	114	3
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	841	608	257	753	(110)	2 349	188
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	851	614	261	792	(55)	2 463	191
Résultat dilué par action ajusté (\$)						2,54 \$	

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos le 31 juillet 2025							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	3 061 \$	1 723 \$	790 \$	1 506 \$	174 \$	7 254 \$	576 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	444	21	17	76	1	559	14
Charges autres que d'intérêts	1 517	879	450	721	409	3 976	327
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 100	823	323	709	(236)	2 719	235
Impôt sur le résultat	288	225	69	169	(128)	623	49
Résultat net (perte nette)	812	598	254	540	(108)	2 096	186
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	2	2	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	82	82	-
Porteurs d'actions ordinaires	812	598	254	540	(192)	2 012	186
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	812	598	254	540	(110)	2 094	186
Résultat dilué par action (\$)						2,15 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(7) \$	- \$	(4) \$	- \$	- \$	(11) \$	(3) \$
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(7)	-	(4)	-	-	(11)	(3)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	7	-	4	-	-	11	3
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	-	1	-	-	3	1
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	2	-	1	-	-	3	1
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	5 \$	- \$	3 \$	- \$	- \$	8 \$	2 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)³						0,01 \$	
Résultats d'exploitation – ajustés⁴							
Total des produits – ajusté	3 061 \$	1 723 \$	790 \$	1 506 \$	174 \$	7 254 \$	576 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances – ajustée	444	21	17	76	1	559	14
Charges autres que d'intérêts – ajustées	1 510	879	446	721	409	3 965	324
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	1 107	823	327	709	(236)	2 730	238
Impôt sur le résultat – ajusté	290	225	70	169	(128)	626	50
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	817	598	257	540	(108)	2 104	188
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	2	2	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	-	-	-	-	82	82	-
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	817	598	257	540	(192)	2 020	188
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	817	598	257	540	(110)	2 102	188
Résultat dilué par action ajusté (\$)						2,16 \$	

Se reporter aux notes de bas de page des pages précédentes.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	9 813 \$	5 878 \$	2 558 \$	5 719 \$	804 \$	24 772 \$	1 847 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 347	350	10	20	10	1 737	8
Charges autres que d'intérêts	4 772	2 938	1 430	2 500	1 573	13 213	1 033
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	3 694	2 590	1 118	3 199	(779)	9 822	806
Impôt sur le résultat	940	710	244	808	(854)	1 848	176
Résultat net	2 754	1 880	874	2 391	75	7 974	630
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	25	25	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	33	18	14	122	161	348	10
Porteurs d'actions ordinaires	2 721	1 862	860	2 269	(111)	7 601	620
Résultat net applicable aux actionnaires	2 754	1 880	874	2 391	50	7 949	630
Résultat dilué par action (\$)						8,22 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Produits							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²	- \$	- \$	2 \$	- \$	- \$	2 \$	1 \$
Incidence des éléments d'importance sur les produits	-	-	2	-	-	2	1
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(19)	-	(7)	-	-	(26)	(5)
Charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean	-	-	-	-	(269)	(269)	-
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(19)	-	(7)	-	(269)	(295)	(5)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	19	-	9	-	269	297	6
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²	5	-	3	-	-	8	2
Charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean	-	-	-	-	37	37	-
Recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital	-	-	-	-	422	422	-
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	5	-	3	-	459	467	2
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	14 \$	- \$	6 \$	- \$	(190) \$	(170) \$	4 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)³						(0,19) \$	
Résultats d'exploitation – ajustés⁴							
Total des produits – ajusté	9 813 \$	5 878 \$	2 560 \$	5 719 \$	804 \$	24 774 \$	1 848 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances – ajustée	1 347	350	10	20	10	1 737	8
Charges autres que d'intérêts – ajustées	4 753	2 938	1 423	2 500	1 304	12 918	1 028
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	3 713	2 590	1 127	3 199	(510)	10 119	812
Impôt sur le résultat – ajusté	945	710	247	808	(395)	2 315	178
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	2 768	1 880	880	2 391	(115)	7 804	634
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	25	25	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	33	18	14	122	161	348	10
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	2 735	1 862	866	2 269	(301)	7 431	624
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	2 768	1 880	880	2 391	(140)	7 779	634
Résultat dilué par action ajusté (\$)						8,03 \$	

Se reporter aux notes de bas de page des pages précédentes.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR par secteur.

	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025							
Résultats d'exploitation – comme présentés							
Total des produits	8 843 \$	5 066 \$	2 406 \$	4 625 \$	617 \$	21 557 \$	1 709 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 261	114	208	131	23	1 737	148
Charges autres que d'intérêts	4 455	2 565	1 361	2 145	1 147	11 673	966
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	3 127	2 387	837	2 349	(553)	8 147	595
Impôt sur le résultat	816	649	154	624	(370)	1 873	109
Résultat net (perte nette)	2 311	1 738	683	1 725	(183)	6 274	486
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	19	19	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	248	248	-
Porteurs d'actions ordinaires	2 311	1 738	683	1 725	(450)	6 007	486
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	2 311	1 738	683	1 725	(202)	6 255	486
Résultat dilué par action (\$)						6,37 \$	
Incidence des éléments d'importance¹							
Charges autres que d'intérêts							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(20) \$	- \$	(14) \$	- \$	- \$	(34) \$	(10) \$
Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts	(20)	-	(14)	-	-	(34)	(10)
Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net	20	-	14	-	-	34	10
Impôt sur le résultat							
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	5	-	4	-	-	9	3
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	5	-	4	-	-	9	3
Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net	15 \$	- \$	10 \$	- \$	- \$	25 \$	7 \$
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)³						0,03 \$	
Résultats d'exploitation – ajustés⁴							
Total des produits – ajusté	8 843 \$	5 066 \$	2 406 \$	4 625 \$	617 \$	21 557 \$	1 709 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances – ajustée	1 261	114	208	131	23	1 737	148
Charges autres que d'intérêts – ajustées	4 435	2 565	1 347	2 145	1 147	11 639	956
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat – ajusté(e)	3 147	2 387	851	2 349	(553)	8 181	605
Impôt sur le résultat – ajusté	821	649	158	624	(370)	1 882	112
Résultat net (perte nette) – ajusté(e)	2 326	1 738	693	1 725	(183)	6 299	493
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle – ajusté	-	-	-	-	19	19	-
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres – ajusté	-	-	-	-	248	248	-
Porteurs d'actions ordinaires – ajusté	2 326	1 738	693	1 725	(450)	6 032	493
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires – ajusté(e)	2 326	1 738	693	1 725	(202)	6 280	493
Résultat dilué par action ajusté (\$)						6,40 \$	

Se reporter aux notes de bas de page des pages précédentes.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre le résultat net (comme présenté) conforme aux PCGR et le résultat avant impôt et provisions (ajusté) non conforme aux PCGR par secteur.

		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (en millions de \$ US)
En millions de dollars, pour les trois mois clos les								
31 juill.	Résultat net (perte nette)	948 \$	619 \$	320 \$	722 \$	(200) \$	2 409 \$	228 \$
2026	Ajouter : dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	427	145	(32)	28	(4)	564	(23)
	Ajouter : impôt sur le résultat	326	236	97	227	(176)	710	70
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	1 701	1 000	385	977	(380)	3 683	275
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	6	-	4	-	269	279	2
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	1 707 \$	1 000 \$	389 \$	977 \$	(111) \$	3 962 \$	277 \$
30 avr.	Résultat net (perte nette)	846 \$	614 \$	260 \$	792 \$	(47) \$	2 465 \$	190 \$
2026	Ajouter : dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	474	121	21	(15)	4	605	16
	Ajouter : impôt sur le résultat	283	223	71	284	(124)	737	51
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	1 603	958	352	1 061	(167)	3 807	257
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	7	-	1	-	-	8	1
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	1 610 \$	958 \$	353 \$	1 061 \$	(167) \$	3 815 \$	258 \$
31 juill.	Résultat net (perte nette)	812 \$	598 \$	254 \$	540 \$	(108) \$	2 096 \$	186 \$
2025	Ajouter : dotation à la provision pour pertes sur créances	444	21	17	76	1	559	14
	Ajouter : impôt sur le résultat	288	225	69	169	(128)	623	49
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	1 544	844	340	785	(235)	3 278	249
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	7	-	4	-	-	11	3
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	1 551 \$	844 \$	344 \$	785 \$	(235) \$	3 289 \$	252 \$
En millions de dollars, pour les neuf mois clos les								
31 juill.	Résultat net	2 754 \$	1 880 \$	874 \$	2 391 \$	75 \$	7 974 \$	630 \$
2026	Ajouter : dotation à la provision pour pertes sur créances	1 347	350	10	20	10	1 737	8
	Ajouter : impôt sur le résultat	940	710	244	808	(854)	1 848	176
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	5 041	2 940	1 128	3 219	(769)	11 559	814
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	19	-	9	-	269	297	6
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	5 060 \$	2 940 \$	1 137 \$	3 219 \$	(500) \$	11 856 \$	820 \$
31 juill.	Résultat net (perte nette)	2 311 \$	1 738 \$	683 \$	1 725 \$	(183) \$	6 274 \$	486 \$
2025	Ajouter : dotation à la provision pour pertes sur créances	1 261	114	208	131	23	1 737	148
	Ajouter : impôt sur le résultat	816	649	154	624	(370)	1 873	109
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ¹	4 388	2 501	1 045	2 480	(530)	9 884	743
	Incidence avant impôt des éléments d'importance ²	20	-	14	-	-	34	10
	Résultat (perte) avant impôt et provisions (reprises de provisions) ajusté(e) ³	4 408 \$	2 501 \$	1 059 \$	2 480 \$	(530) \$	9 918 \$	753 \$

1) Mesure non conforme aux PCGR.

2) Les éléments d'importance sont exclus des résultats comme présentés aux fins du calcul des résultats ajustés.

3) Montant ajusté pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégiques : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégiques bénéficient du soutien des groupes fonctionnels suivants qui font tous partie de Siège social et autres : Bureau principal de l'administration, Technologie, Données et IA, réseau mondial, Gestion du risque, Personnel, culture et talent, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC Caribbean et d'autres placements de portefeuille, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les principales méthodes et hypothèses utilisées dans la présentation des résultats financiers des unités d'exploitation stratégiques sont présentées à la page 16 de notre Rapport annuel 2025.

Comme il a été annoncé le 28 mai 2026, une fois les changements nécessaires apportés aux processus d'information de gestion interne au quatrième trimestre de 2026, nous réorganiserons la présentation de l'information financière de nos activités de services bancaires commerciaux et de gestion des avoirs, actuellement regroupées au sein des unités d'exploitation stratégiques Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, pour former deux nouvelles unités d'exploitation stratégiques, soit Groupe Entreprises (qui comprendra les activités de Groupe Entreprise au Canada et aux États-Unis) et Gestion des avoirs (qui comprendra les activités de Gestion de patrimoine au Canada et aux États-Unis). Dans le cadre de cette réorganisation, certains coûts imputables au siège social qui étaient auparavant comptabilisés dans Siège social et autres seront répartis entre nos quatre unités d'exploitation stratégiques, dont Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et Marchés des capitaux.

Les montants des périodes précédentes seront retraités au quatrième trimestre pour refléter ces changements afin d'assurer une présentation uniforme pour toutes les périodes de présentation de l'information financière. Ces changements reflétant la nouvelle structure des unités d'exploitation stratégiques et la nouvelle méthode de répartition des coûts imputables au siège social auront une incidence sur les résultats des unités d'exploitation stratégiques et du groupe Siège social, mais n'en auront aucune sur nos résultats financiers consolidés.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada

Services bancaires personnels et PME, région du Canada offre aux clients au Canada des solutions, des services et des conseils financiers par l'entremise des membres spécialisés de son équipe qui œuvrent dans ses centres bancaires et ses centres de contact, ainsi qu'au moyen de ses plateformes de services bancaires mobiles et en direct de pointe qui les aident à faire de leurs idées une réalité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Produits	3 344 \$	3 174 \$	3 061 \$	9 813 \$	8 843 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	394	397	361	1 117	1 025
Prêts productifs	33	77	83	230	236
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	427	474	444	1 347	1 261
Charges autres que d'intérêts	1 643	1 571	1 517	4 772	4 455
Résultat avant impôt sur le résultat	1 274	1 129	1 100	3 694	3 127
Impôt sur le résultat	326	283	288	940	816
Résultat net	948 \$	846 \$	812 \$	2 754 \$	2 311 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	11 \$	10 \$	- \$	33 \$	- \$
Porteurs d'actions ordinaires ²	937	836	812	2 721	2 311
Résultat net applicable aux actionnaires	948 \$	846 \$	812 \$	2 754 \$	2 311 \$
Total des produits					
Produits nets d'intérêts	2 721 \$	2 581 \$	2 459 \$	7 954 \$	7 057 \$
Produits autres que d'intérêts ³	623	593	602	1 859	1 786
	3 344 \$	3 174 \$	3 061 \$	9 813 \$	8 843 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	3,16 %	3,12 %	2,91 %	3,13 %	2,83 %
Coefficient d'efficacité	49,1 %	49,5 %	49,6 %	48,6 %	50,4 %
Levier d'exploitation	0,9 %	4,7 %	7,3 %	3,9 %	4,2 %
Rendement des capitaux propres ⁴	28,2 %	26,2 %	25,9 %	27,9 %	24,9 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴	13 183 \$	13 040 \$	12 458 \$	13 025 \$	12 388 \$
Équivalents temps plein ⁵	17 413	17 624	13 800	17 413	13 800

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion de la répartition selon le responsable du produit segment de clientèle-canal de distribution.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

5) La variation du nombre d'équivalents temps plein au premier trimestre de 2026 comprenait l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein de Siège social et autres à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, pour mieux tenir compte du fait que certaines fonctions offrent un soutien direct aux secteurs d'activité, et l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, à Siège social et autres pour refléter la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes sont présentés dans les résultats de la période considérée de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts ou de la comptabilisation directe par le secteur d'activité.

T3/26 vs T3/25

Le résultat net du trimestre s'est établi à 948 M\$, en hausse de 136 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des produits, neutralisée en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 283 M\$, ou 9 %. Les produits nets d'intérêts se sont accrus de 262 M\$, ou 11 %, du fait surtout de la hausse de la marge d'intérêts nette et de la croissance des prêts. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 21 M\$, ou 3 %, ce qui s'explique essentiellement par la progression des honoraires tirés de la distribution des fonds communs de placement, neutralisée en partie par la baisse des frais sur les dépôts et des honoraires d'administration des cartes.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 25 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des marges sur les prêts et les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 17 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué, étant donné que l'évolution de nos perspectives économiques a été favorable au trimestre considéré, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète une évolution défavorable. L'incidence de cette dotation à la provision moins élevée a été en partie neutralisée par une migration du crédit désavantageuse pour le trimestre considéré, par rapport à une migration du crédit avantageuse pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été plus élevée du fait de l'accroissement des radiations dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts personnels, neutralisé en partie par une augmentation moins importante de la provision en lien avec les soldes des prêts douteux.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 126 M\$, ou 8 %, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques, ainsi que de la rémunération des employés.

T3/26 vs T2/26

Le résultat net s'est accru de 102 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à une hausse des produits et à une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée, neutralisées en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 170 M\$, ou 5 %. Les produits nets d'intérêts ont augmenté de 140 M\$, ou 5 %, du fait surtout de l'incidence des jours supplémentaires que comptait le trimestre considéré, de la progression de la marge d'intérêts nette et de la croissance des prêts. Les produits autres que d'intérêts se sont accrus de 30 M\$, ou 5 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des honoraires tirés de la distribution des fonds communs de placement et des honoraires d'administration des cartes.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 4 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des marges sur les prêts et les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 47 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué, étant donné que l'évolution de nos perspectives économiques a été favorable au trimestre considéré, alors que le trimestre précédent reflète une évolution défavorable. L'incidence de cette dotation à la provision moins élevée a été en partie neutralisée par une migration du crédit désavantageuse pour le trimestre considéré, par rapport à une migration du crédit avantageuse pour le trimestre précédent. Au trimestre considéré, une migration du crédit défavorable a contrebalancé en partie la baisse de la dotation à la provision, comparativement à une migration du crédit favorable au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a légèrement diminué par rapport à celle du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 72 M\$, ou 5 %, en raison essentiellement de la rémunération des employés et de la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

T3/26 vs T3/25 (depuis le début de l'exercice)

Le résultat net pour la période de neuf mois considérée s'est élevé à 2 754 M\$, en hausse de 443 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2025, du fait surtout d'une hausse des produits, contrebalancée en partie par un accroissement des charges autres que d'intérêts et une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les produits ont progressé de 970 M\$, ou 11 %. Les produits nets d'intérêts se sont accrus de 897 M\$, ou 13 %, du fait surtout de la hausse de la marge d'intérêts nette et de la croissance des prêts. Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 73 M\$, ou 4 %, ce qui s'explique essentiellement par la progression des honoraires tirés de la distribution des fonds communs de placement, neutralisée en partie par la baisse des honoraires d'administration de cartes.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 30 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la progression des marges sur les prêts et les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 86 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué légèrement du fait d'une évolution moins défavorable de nos perspectives économiques et de l'incidence moins négative de la mise à jour des paramètres de modèles au cours de la période considérée, contrebalancées en partie par une migration du crédit désavantageuse au cours de la période considérée par rapport à une migration du crédit avantageuse au cours de la période comparative. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été plus élevée, du fait principalement de l'accroissement des radiations dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts personnels et de la hausse des soldes des prêts douteux, neutralisés en partie par l'incidence positive de la mise à jour des paramètres des modèles au titre des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 317 M\$, ou 7 %, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques, ainsi que de la rémunération des employés.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada. Notre offre comprend également une plateforme de courtage en ligne à l'intention des clients des services bancaires de détail et des services de gestion d'actifs à l'intention des investisseurs institutionnels.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Produits					
Groupe Entreprises	752 \$	728 \$	679 \$	2 213 \$	2 016 \$
Gestion des avoirs	1 285	1 190	1 044	3 665	3 050
Total des produits	2 037	1 918	1 723	5 878	5 066
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	132	97	25	328	72
Prêts productifs	13	24	(4)	22	42
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	145	121	21	350	114
Charges autres que d'intérêts	1 037	960	879	2 938	2 565
Résultat avant impôt sur le résultat	855	837	823	2 590	2 387
Impôt sur le résultat	236	223	225	710	649
Résultat net	619 \$	614 \$	598 \$	1 880 \$	1 738 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	6 \$	6 \$	- \$	18 \$	- \$
Porteurs d'actions ordinaires ²	613	608	598	1 862	1 738
Résultat net applicable aux actionnaires	619 \$	614 \$	598 \$	1 880 \$	1 738 \$
Total des produits					
Produits nets d'intérêts	872 \$	829 \$	751 \$	2 531 \$	2 176 \$
Produits autres que d'intérêts ³	1 165	1 089	972	3 347	2 890
	2 037 \$	1 918 \$	1 723 \$	5 878 \$	5 066 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	3,11 %	3,12 %	2,89 %	3,11 %	2,89 %
Coefficient d'efficacité	50,9 %	50,1 %	51,0 %	50,0 %	50,6 %
Levier d'exploitation	0,3 %	1,7 %	2,2 %	1,5 %	0,3 %
Rendement des capitaux propres ⁴	23,1 %	23,7 %	23,8 %	23,8 %	23,6 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴	10 562 \$	10 513 \$	9 977 \$	10 466 \$	9 832 \$
Équivalents temps plein ⁵	6 253	6 031	6 155	6 253	6 155

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion de la répartition selon le responsable du produit segment de clientèle-canal de distribution.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

5) La variation du nombre d'équivalents temps plein au premier trimestre de 2026 comprenait la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes auparavant présentés directement dans l'unité d'exploitation stratégique sont désormais présentés dans les résultats de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts.

T3/26 vs T3/25

Le résultat net du trimestre s'est établi à 619 M\$, en hausse de 21 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une augmentation des produits, neutralisée en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts et une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les produits ont progressé de 314 M\$, ou 18 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 73 M\$, ce qui s'explique surtout par la hausse de la marge d'intérêts nette et l'accroissement des volumes.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 241 M\$ en raison principalement de la progression des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, de la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients, ainsi que de l'augmentation des produits d'intérêts nets découlant de la hausse de la marge d'intérêts nette et de l'accroissement des volumes.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 22 points de base, ce qui est surtout attribuable à la hausse des marges sur les dépôts et à la composition des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 124 M\$. Le trimestre considéré rend compte d'une dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs attribuable à une migration du crédit désavantageuse, en partie compensée par une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète une reprise de provision modeste. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux s'est accrue en raison d'une dotation à la provision plus importante dans les secteurs du commerce de détail et de gros, et de la fabrication des biens de consommation.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 158 M\$, ou 18 %, en raison essentiellement de la progression de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés, et de la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

T3/26 vs T2/26

Le résultat net s'est accru de 5 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des produits, neutralisée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts et une dotation à la provision pour pertes sur créances plus élevée.

Les produits ont progressé de 119 M\$, ou 6 %.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 24 M\$, reflet surtout de l'incidence des jours supplémentaires que comptait le trimestre considéré et de la croissance des volumes, neutralisées en partie par la baisse des produits d'honoraires.

Les produits de Gestion des avoirs se sont accrus de 95 M\$ en raison principalement de la progression des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, et de la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a diminué de 1 point de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 24 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué en raison d'une évolution favorable de nos perspectives économiques au trimestre considéré, par rapport à une évolution défavorable de celles-ci au trimestre précédent, compensée en partie par une migration du crédit plus désavantageuse au trimestre considéré. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté du fait d'une dotation à la provision plus importante dans les secteurs du commerce de détail et de gros, et de la fabrication des biens de consommation, contrebalancée en partie par une dotation à la provision moins élevée dans les secteurs du matériel informatique et des logiciels, et de l'immobilier et de la construction.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 77 M\$, ou 8 %, en raison surtout de la progression de la rémunération liée au rendement et d'autres formes de rémunération des employés, et de l'augmentation des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

T3/26 vs T3/25 (depuis le début de l'exercice)

Le résultat net pour la période de neuf mois considérée s'est élevé à 1 880 M\$, en hausse de 142 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2025, du fait surtout d'une hausse des produits, contrebalancée en partie par un accroissement des charges autres que d'intérêts et une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les produits ont progressé de 812 M\$, ou 16 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 197 M\$, ce qui s'explique surtout par la hausse de la marge d'intérêts nette et l'accroissement des volumes.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 615 M\$ en raison principalement de la progression des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, de la hausse des produits tirés des commissions liée à l'intensification des activités des clients, ainsi que de l'augmentation des produits d'intérêts nets découlant de la hausse de la marge d'intérêts nette et de l'accroissement des volumes.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 22 points de base, ce qui est surtout attribuable à la hausse des marges sur les dépôts et à la composition des activités.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 236 M\$. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a été moins élevée en raison d'une évolution favorable de nos perspectives économiques au cours de la période considérée, comparativement à une évolution défavorable de celles-ci au cours de la période précédente, contrebalancée en partie par une migration du crédit désavantageuse au cours de la période considérée. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux s'est accrue en raison essentiellement d'une dotation à la provision plus importante dans les secteurs du commerce de détail et de gros, de la fabrication des biens de consommation, du matériel informatique et des logiciels, et des services aux entreprises.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 373 M\$, ou 15 %, en raison essentiellement de la progression de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés, et de la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis offre des solutions de services bancaires et de gestion des avoirs personnalisées et axées sur les relations partout aux États-Unis, principalement aux sociétés du marché intermédiaire et aux sociétés de taille moyenne, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée, ainsi que des services bancaires privés et des services bancaires aux petites et moyennes entreprises dans les marchés stratégiques aux États-Unis.

Résultats en dollars canadiens¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Produits					
Groupe Entreprises	618 \$	587 \$	554 \$	1 818 \$	1 660 \$
Gestion des avoirs	245	234	236	740	746
Total des produits	863	821	790	2 558	2 406
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	37	40	57	155	228
Prêts productifs	(69)	(19)	(40)	(145)	(20)
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	(32)	21	17	10	208
Charges autres que d'intérêts	478	469	450	1 430	1 361
Résultat avant impôt sur le résultat	417	331	323	1 118	837
Impôt sur le résultat	97	71	69	244	154
Résultat net	320 \$	260 \$	254 \$	874 \$	683 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	5 \$	4 \$	- \$	14 \$	- \$
Porteurs d'actions ordinaires ²	315	256	254	860	683
Résultat net applicable aux actionnaires	320 \$	260 \$	254 \$	874 \$	683 \$
Total des produits					
Produits nets d'intérêts	608 \$	577 \$	548 \$	1 785 \$	1 646 \$
Produits autres que d'intérêts	255	244	242	773	760
	863 \$	821 \$	790 \$	2 558 \$	2 406 \$
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ³	11 580 \$	11 283 \$	11 200 \$	11 399 \$	11 441 \$
Équivalents temps plein ⁴	3 360	3 235	3 196	3 360	3 196

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

4) La variation du nombre d'équivalents temps plein au premier trimestre de 2026 comprenait l'incidence des transferts d'équivalents temps plein de Siège social et autres à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, pour mieux tenir compte du fait que certaines fonctions offrent un soutien direct aux secteurs d'activité. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes sont présentés dans les résultats de la période considérée de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts ou de la comptabilisation directe par le secteur d'activité.

Résultats en dollars américains¹

En millions de dollars US	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Produits					
Groupe Entreprises	442 \$	428 \$	404 \$	1 312 \$	1 179 \$
Gestion des avoirs	176	171	172	535	530
Total des produits	618	599	576	1 847	1 709
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	24	29	42	109	162
Prêts productifs	(47)	(13)	(28)	(101)	(14)
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	(23)	16	14	8	148
Charges autres que d'intérêts	343	342	327	1 033	966
Résultat avant impôt sur le résultat	298	241	235	806	595
Impôt sur le résultat	70	51	49	176	109
Résultat net	228 \$	190 \$	186 \$	630 \$	486 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	4 \$	3 \$	- \$	10 \$	- \$
Porteurs d'actions ordinaires ²	224	187	186	620	486
Résultat net applicable aux actionnaires	228 \$	190 \$	186 \$	630 \$	486 \$
Total des produits					
Produits nets d'intérêts	435 \$	421 \$	399 \$	1 289 \$	1 169 \$
Produits autres que d'intérêts	183	178	177	558	540
	618 \$	599 \$	576 \$	1 847 \$	1 709 \$
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	3,76 %	3,90 %	3,78 %	3,89 %	3,77 %
Coefficient d'efficacité	55,5 %	57,1 %	57,0 %	55,9 %	56,6 %
Levier d'exploitation	2,9 %	0,4 %	0,9 %	1,2 %	10,4 %
Rendement des capitaux propres ³	10,8 %	9,3 %	9,0 %	10,1 %	8,0 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ³	8 296 \$	8 232 \$	8 150 \$	8 231 \$	8 124 \$

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

T3/26 vs T3/25

Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 320 M\$ (228 M\$ US), en hausse de 66 M\$ (42 M\$ US) par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à une hausse des produits et à une reprise de provision au trimestre considéré, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances au trimestre correspondant de l'exercice précédent, neutralisée en partie par une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 42 M\$ US, ou 7 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 38 M\$ US, ce qui s'explique surtout par l'accroissement des volumes et l'augmentation de la marge d'intérêts nette.

Les produits de Gestion des avoirs ont été comparables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion sous l'effet de l'appréciation des marchés a été neutralisée en grande partie par la baisse de la marge d'intérêts nette.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a diminué de 2 points de base.

La reprise de provision pour pertes sur créances a été de 23 M\$ US par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 14 M\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté, car le trimestre considéré tient compte d'une élimination de provision en lien avec la vente de certains prêts immobiliers commerciaux et d'une évolution de nos perspectives économiques. L'incidence de ces dotations à la provision moins élevées a été en partie neutralisée par une migration du crédit désavantageuse au trimestre considéré, comparativement à une migration du crédit avantageuse au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué en raison de la dotation à la provision moins élevée dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, des services publics et de la fabrication des biens d'équipement, neutralisée en partie par la dotation à la provision plus importante dans les secteurs de la fabrication des biens de consommation et de l'agriculture.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 16 M\$ US, ou 5 %, en raison essentiellement d'une hausse de la rémunération des employés.

T3/26 vs T2/26

Le résultat net s'est accru de 60 M\$ (38 M\$ US) par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à une hausse des produits et à une reprise de provision au trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances au trimestre précédent.

Les produits ont progressé de 19 M\$ US, ou 3 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 14 M\$ US en raison surtout de l'incidence des jours supplémentaires que comptait le trimestre considéré et de la croissance des volumes, neutralisées en partie par la baisse de la marge d'intérêts nette.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 5 M\$ US en raison notamment de la progression des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion sous l'effet de l'appréciation des marchés.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a diminué de 14 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la croissance des prêts en excédent de la croissance des dépôts et à la diminution des marges sur les prêts et les dépôts.

La reprise de provision pour pertes sur créances a été de 23 M\$ US par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 16 M\$ US au trimestre précédent. La reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté, car le trimestre considéré rend compte d'une élimination de provision en lien avec la vente de certains prêts immobiliers commerciaux et d'une évolution de nos perspectives économiques. L'incidence de ces dotations à la provision moins élevées a été en partie neutralisée par une migration du crédit désavantageuse au trimestre considéré, par rapport à une migration du crédit avantageuse au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a légèrement diminué par rapport à celle du trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont été comparables à celles du trimestre précédent.

T3/26 vs T3/25 (depuis le début de l'exercice)

Le résultat net pour la période de neuf mois considérée s'est établi à 874 M\$ (630 M\$ US), en hausse de 191 M\$ (144 M\$ US) par rapport à celui de la période correspondante de 2025, du fait surtout d'une reprise de provision au cours de la période considérée, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances au cours de la période correspondante de 2025, et d'une hausse des produits, contrebalancées en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 138 M\$ US, ou 8 %.

Les produits de Groupe Entreprises se sont accrus de 133 M\$ US, ce qui s'explique surtout par l'accroissement des volumes, l'augmentation de la marge d'intérêts nette et la hausse des honoraires de consultation.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 5 M\$ US en raison principalement de la hausse des produits tirés des honoraires attribuable aux soldes moyens plus élevés des biens sous gestion sous l'effet de l'appréciation des marchés, contrebalancée en partie par la diminution des honoraires annuels liés au rendement des fonds communs de placement.

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen a augmenté de 12 points de base, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des marges sur les dépôts et à la composition des activités avantageuse, le tout neutralisé en partie par la baisse des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 140 M\$ US. La reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté, car la période considérée rend compte d'une élimination de provision en lien avec la vente de certains prêts immobiliers commerciaux et d'une évolution de nos perspectives économiques, alors que la période précédente reflète une évolution défavorable de nos perspectives économiques. L'incidence de ces dotations à la provision moins élevées a été en partie neutralisée par une migration du crédit moins avantageuse pour la période considérée. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué en raison de la dotation à la provision moins élevée dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, de la fabrication des biens d'équipement et des services publics, contrebalancée en partie par une dotation à la provision plus élevée dans les secteurs de la fabrication des biens de consommation, de l'agriculture, et des télécommunications et de la câblodistribution.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 67 M\$ US, ou 7 %, en raison essentiellement d'une hausse de la rémunération des employés, y compris l'augmentation des indemnités de départ, contrebalancée en partie par une reprise de provision.

Marchés des capitaux

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services de Banque d'investissement et des Services financiers aux entreprises, ainsi que des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Tirant parti des capacités de notre plateforme distinctive, Marchés des capitaux offre également des solutions de paiement multidevises novatrices aux clients de la Banque.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025 ²	31 juill. 2026	31 juill. 2025 ²
Produits					
Marchés CIBC, réseau mondial	1 118 \$	1 174 \$	840 \$	3 545 \$	2 817 \$
Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement	716	694	666	2 174	1 808
Total des produits	1 834	1 868	1 506	5 719	4 625
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	53	10	37	73	46
Prêts productifs	(25)	(25)	39	(53)	85
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	28	(15)	76	20	131
Charges autres que d'intérêts	857	807	721	2 500	2 145
Résultat avant impôt sur le résultat	949	1 076	709	3 199	2 349
Impôt sur le résultat	227	284	169	808	624
Résultat net	722 \$	792 \$	540 \$	2 391 \$	1 725 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ³	42 \$	39 \$	- \$	122 \$	- \$
Porteurs d'actions ordinaires ³	680	753	540	2 269	1 725
Résultat net applicable aux actionnaires	722 \$	792 \$	540 \$	2 391 \$	1 725 \$
Coefficient d'efficacité	46,8 %	43,2 %	47,9 %	43,7 %	46,4 %
Levier d'exploitation	2,9 %	8,7 %	27,3 %	7,1 %	9,6 %
Rendement des capitaux propres ⁴	23,0 %	26,4 %	20,7 %	26,2 %	22,8 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴	11 703 \$	11 680 \$	10 349 \$	11 578 \$	10 110 \$
Équivalents temps plein ⁵	1 832	1 636	2 034	1 832	2 034

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, les activités de paiements en devises, précédemment présentées dans Marchés CIBC, réseau mondial, ont été intégrées à Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement. Les montants des périodes précédentes ont été retraités.

3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

5) La variation du nombre d'équivalents temps plein au premier trimestre de 2026 comprenait la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes auparavant présentés directement dans l'unité d'exploitation stratégique sont désormais présentés dans les résultats de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts.

T3/26 vs T3/25

Le résultat net du trimestre a atteint 722 M\$, en hausse de 182 M\$ comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des produits et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, contrebalancées en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 328 M\$, ou 22 %.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial se sont accrus de 278 M\$, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des produits tirés des opérations sur titres et des produits tirés des activités de financement.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 50 M\$, ce qui reflète surtout l'augmentation des produits tirés des activités de prêts et de dépôts pour le compte d'entreprises clientes, neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services consultatifs et des activités de prise ferme de titres de participation au titre de nos services de Banque d'investissement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 48 M\$. Le trimestre considéré rend compte d'une reprise de provision pour pertes sur prêts productifs en lien surtout avec le transfert des prêts productifs dans le portefeuille de prêts douteux et l'incidence nette positive de la migration du crédit dans le portefeuille de prêts productifs, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète une dotation à la provision pour pertes sur créances essentiellement attribuable à une migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté sous l'effet de la dotation à la provision plus élevée dans le secteur du transport, contrebalancée en partie par une dotation à la provision moins élevée dans le secteur des télécommunications et de la câblodistribution.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 136 M\$, ou 19 %, en raison surtout de l'augmentation des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques et de la hausse de la rémunération des employés.

T3/26 vs T2/26

Le résultat net a reculé de 70 M\$ en regard de celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de la hausse des charges autres que d'intérêts et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances au trimestre considéré, par rapport à une reprise de provision au trimestre précédent, et de la baisse des produits.

Les produits ont reculé de 34 M\$, ou 2 %.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont diminué de 56 M\$, fait attribuable surtout aux produits tirés des opérations sur marchandises et sur titres à revenu fixe.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 22 M\$, ce qui reflète surtout la hausse des produits tirés des activités de prêts et de dépôts pour le compte d'entreprises clientes, notamment en raison de l'incidence des jours supplémentaires que comptait le trimestre considéré, neutralisée en partie par le recul des produits tirés des services consultatifs.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été de 28 M\$ par rapport à une reprise de provision pour pertes sur créances de 15 M\$ au trimestre précédent. La reprise de provision pour pertes sur prêts productifs a été comparable à celle du trimestre précédent, tandis que la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été plus élevée dans les secteurs du transport, et des télécommunications et de la câblodistribution.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 50 M\$, ou 6 %, en raison essentiellement de la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques et de la progression de la rémunération des employés, contrebalancées en partie par la baisse de la rémunération liée au rendement.

T3/26 vs T3/25 (depuis le début de l'exercice)

Le résultat net pour la période de neuf mois considérée s'est élevé à 2 391 M\$, en hausse de 666 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2025, du fait surtout d'une hausse des produits et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée, contrebalancées en partie par un accroissement des charges autres que d'intérêts.

Les produits ont progressé de 1 094 M\$, ou 24 %.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial se sont accrues de 728 M\$, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des produits tirés des opérations sur titres et des activités de financement, ainsi que des profits réalisés à la vente de titres de créance évalués à la JVAERG et des produits tirés des opérations sur titres à revenu fixe et sur marchandises, le tout contrebalancé en partie par la baisse des produits tirés des opérations de change.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 366 M\$, ce qui reflète surtout l'augmentation des produits tirés des activités de prêts et de dépôts pour le compte d'entreprises clientes, la hausse des produits tirés des services consultatifs au titre de nos services de Banque d'investissement, et l'accroissement des produits tirés des activités de prise ferme de titres de créance et de titres de participation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 111 M\$. La période considérée rend compte d'une reprise de provision pour pertes sur prêts productifs en lien avec le transfert de prêts productifs dans le portefeuille de prêts douteux et l'incidence positive nette de la migration du crédit dans le portefeuille de prêts productifs, alors que la période précédente reflète une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à une évolution défavorable de nos perspectives économiques et à une migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté sous l'effet d'une dotation à la provision plus élevée dans le secteur du transport.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 355 M\$, ou 17 %, en raison essentiellement de la hausse des dépenses liées à la technologie et aux autres initiatives stratégiques, et de la progression de la rémunération liée au rendement et des autres formes de rémunération des employés.

Siège social et autres

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Bureau principal de l'administration, Technologie, Données et IA, réseau mondial, Gestion du risque, Personnel, culture et talent, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC Caribbean et d'autres placements de portefeuille, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Produits					
Services bancaires internationaux	266 \$	256 \$	163 \$	786 \$	663 \$
Divers	24	(31)	11	18	(46)
Total des produits	290	225	174	804	617
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances					
Prêts douteux	(4)	4	1	7	19
Prêts productifs	-	-	-	3	4
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	(4)	4	1	10	23
Charges autres que d'intérêts	670	392	409	1 573	1 147
Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	(376)	(171)	(236)	(779)	(553)
Impôt sur le résultat	(176)	(124)	(128)	(854)	(370)
Résultat net (perte nette)	(200) \$	(47) \$	(108) \$	75 \$	(183) \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10 \$	8 \$	2 \$	25 \$	19 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres ²	64 \$	55 \$	82 \$	161 \$	248 \$
Porteurs d'actions ordinaires ²	(274)	(110)	(192)	(111)	(450)
Résultat net (perte nette) applicable aux actionnaires	(210) \$	(55) \$	(110) \$	50 \$	(202) \$
Équivalents temps plein ³	22 853	22 122	24 576	22 853	24 576

1) Se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires pour de l'information sectorielle supplémentaire.

2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2026, le changement apporté à notre méthode de répartition a été appliqué pour calculer le rendement des capitaux propres sectoriel et a entraîné le reclassement d'une partie du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres de Siège social et autres aux unités d'exploitation stratégiques et une diminution correspondante du résultat net (de la perte nette) applicable aux porteurs d'actions privilégiées des unités d'exploitation stratégiques. Le changement n'a eu aucune incidence sur les résultats consolidés de la banque. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

3) La variation du nombre d'équivalents temps plein au premier trimestre de 2026 comprenait l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein de Siège social et autres à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, pour mieux tenir compte du fait que certaines fonctions offrent un soutien direct aux secteurs d'activité, et l'incidence nette des transferts d'équivalents temps plein des unités d'exploitation stratégiques pour refléter la centralisation de certaines fonctions administratives au sein de Siège social et autres. La variation n'a aucune incidence sur les résultats financiers de l'unité d'exploitation stratégique étant donné que les coûts connexes sont présentés dans les résultats de la période considérée de l'unité d'exploitation stratégique au moyen de notre processus d'affectation des coûts ou de la comptabilisation directe par le secteur d'activité.

T3/26 vs T3/25

La perte nette pour le trimestre considéré a été de 200 M\$, comparativement à une perte nette de 108 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean présentées à titre d'élément d'importance, neutralisées en partie par la hausse des produits tirés de Services bancaires internationaux et des produits de trésorerie.

Les produits ont progressé de 116 M\$.

Les produits de Services bancaires internationaux se sont accrus de 103 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des produits autres que d'intérêts, en lien notamment avec les pertes sur investissements comptabilisées et la perte de valeur des titres de créance évalués au coût amorti au trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et la croissance des volumes.

Les produits Divers ont augmenté de 13 M\$, ce qui reflète principalement la hausse des produits de trésorerie, neutralisée en partie par le recul des produits tirés des investissements stratégiques.

La reprise de provision pour pertes sur créances dans Services bancaires internationaux a été de 4 M\$ par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au trimestre considéré et au trimestre correspondant de l'exercice précédent, aucune dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs n'a été comptabilisée. Le trimestre considéré rend compte d'une modeste reprise de provision pour pertes sur prêts douteux attribuable au secteur des services aux entreprises, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète une légère dotation à la provision.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 261 M\$, ou 64 %, du fait surtout des charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance.

T3/26 vs T2/26

La perte nette pour le trimestre considéré a été de 200 M\$, comparativement à une perte nette de 47 M\$ au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des charges autres que d'intérêts, dont les charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, neutralisée en partie par l'accroissement des produits tirés de Services bancaires internationaux et des produits de trésorerie, ainsi qu'une reprise de provision comptabilisée au trimestre considéré par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances au trimestre précédent.

Les produits ont progressé de 65 M\$.

Les produits de Services bancaires internationaux se sont accrus de 10 M\$, ce qui reflète principalement l'incidence de la conversion des monnaies étrangères et l'incidence des jours supplémentaires que comptait le trimestre considéré, neutralisées en partie par les pertes sur investissements au trimestre considéré.

Les produits Divers ont progressé de 55 M\$, ce qui reflète principalement la hausse des produits de trésorerie, contrebalancée en partie par la baisse des produits tirés des investissements stratégiques.

La reprise de provision pour pertes sur créances dans Services bancaires internationaux a été de 4 M\$, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 4 M\$ au trimestre précédent. Au trimestre considéré et au trimestre précédent, aucune dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs n'a été comptabilisée. Le trimestre considéré tient compte d'une modeste reprise de provision pour pertes sur prêts douteux attribuable au secteur des services aux entreprises, alors que le trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète une modeste dotation à la provision, également attribuable au secteur des services aux entreprises.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 278 M\$, ou 71 %, ce qui reflète surtout les charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance.

T3/26 vs T3/25 (depuis le début de l'exercice)

Le résultat net pour la période de neuf mois considérée a été de 75 M\$, comparativement à une perte nette de 183 M\$ à la période correspondante de 2025, en raison surtout des recouvrements d'impôt sur le résultat en lien avec une distribution de gains en capital et l'utilisation de pertes en capital, qui avaient été présentées à titre d'élément d'importance, de la hausse des produits tirés de Services bancaires internationaux, des investissements stratégiques et des produits de trésorerie, ainsi que d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le tout neutralisé en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts, dont les charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance.

Les produits ont progressé de 187 M\$.

Les produits de Services bancaires internationaux se sont accrus de 123 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des produits autres que d'intérêts, en lien notamment avec les pertes sur investissements et la perte de valeur des titres de créance évalués au coût amorti comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent, à la croissance des volumes et à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères, le tout contrebalancé en partie par la diminution des marges.

Les produits Divers ont augmenté de 64 M\$, ce qui reflète principalement la hausse des produits tirés des investissements stratégiques et des produits de trésorerie.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans Services bancaires internationaux a diminué de 13 M\$ en raison essentiellement d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux attribuable au secteur des services aux entreprises.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 426 M\$, ou 37 %, du fait surtout des charges en lien avec la vente annoncée de CIBC Caribbean, présentées à titre d'élément d'importance, d'une augmentation des coûts imputables au siège social, y compris la hausse de la rémunération liée au rendement, en raison de changements apportés à nos hypothèses relatives à la date d'acquisition des droits, et de provisions pour procédures judiciaires plus élevées au cours de la période considérée.

Situation financière

Revue du bilan consolidé résumé

En millions de dollars aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
Actif		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	57 488 \$	44 003 \$
Valeurs mobilières	303 670	283 235
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	113 198	108 392
Prêts et acceptations, nets de la provision pour pertes sur créances	611 415	589 504
Dérivés	36 383	38 352
Autres actifs	55 628	53 452
Total de l'actif	1 177 782 \$	1 116 938 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	852 175 \$	808 124 \$
Engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	173 347	160 317
Dérivés	41 145	41 411
Autres passifs	36 864	34 854
Titres secondaires	6 762	7 819
Capitaux propres	67 489	64 413
Total du passif et des capitaux propres	1 177 782 \$	1 116 938 \$

Actif

Au 31 juillet 2026, le total de l'actif avait augmenté de 60,8 G\$, ou 5 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2025.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres banques ont augmenté de 13,5 G\$, ou 31 %, essentiellement en raison de la hausse des placements à court terme de l'unité Trésorerie.

Les valeurs mobilières se sont accrues de 20,4 G\$, ou 7 %, du fait principalement de hausses touchant les titres de participation détenus à des fins de transaction, les portefeuilles de titres de créance liés aux activités de négociation et les produits de trésorerie.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres ont augmenté de 4,8 G\$, ou 4 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les prêts et acceptations, nets de la provision pour pertes sur créances, se sont accrues de 21,9 G\$, ou 4 %, du fait essentiellement de l'augmentation des prêts aux entreprises et aux gouvernements, et de l'accroissement du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada.

Les dérivés ont reculé de 2,0 G\$, ou 5 %, sous l'effet principalement de la baisse des évaluations des dérivés de change, neutralisée en partie par la hausse des évaluations des dérivés sur actions.

Les autres actifs ont progressé de 2,2 G\$, ou 4 %, en raison surtout de hausses touchant les montants à recevoir des courtiers, les métaux précieux et autres métaux, les placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et d'autres créances, contrebalancées en partie par une baisse touchant les biens donnés en garantie sur dérivés.

Passif

Au 31 juillet 2026, le total du passif avait augmenté de 57,8 G\$, ou 5 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2025.

Les dépôts se sont accrues de 44,1 G\$, ou 5 %, en raison surtout de l'accroissement des dépôts d'entreprises et de gouvernements, neutralisé en partie par une diminution du financement de gros. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur la composition des dépôts.

Les engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert et vendues en vertu de mises en pension de titres ont augmenté de 13,0 G\$, ou 8 %, en raison essentiellement de la croissance des activités de financement de clients.

Les dérivés ont diminué de 0,3 G\$, ou 1 %, sous l'effet principalement de la diminution des évaluations des dérivés de change, neutralisée en partie par la hausse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt et des dérivés sur actions.

Les autres passifs ont augmenté de 2,0 G\$, ou 6 %, en raison surtout de hausses touchant les montants à payer aux courtiers, la rémunération des employés à payer et les montants à payer en lien avec les métaux précieux.

Les titres secondaires ont diminué de 1,1 G\$, ou 14 %, principalement en raison du remboursement de titres secondaires au cours du deuxième trimestre. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

Capitaux propres

Au 31 juillet 2026, les capitaux propres s'étaient accrues de 3,1 G\$, ou 5 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2025, ce qui s'explique surtout par une augmentation nette des résultats non distribués, attribuable au résultat net qui était en excédent des dividendes et des distributions, et par l'émission de billets avec remboursement de capital à recours limité (BRCRL). Le tout a été neutralisé en partie par l'incidence du rachat et de l'annulation d'actions aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA) et d'une baisse nette du cumul des autres éléments du résultat global, qui était surtout le fait de pertes nettes sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des profits au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

Gestion des fonds propres

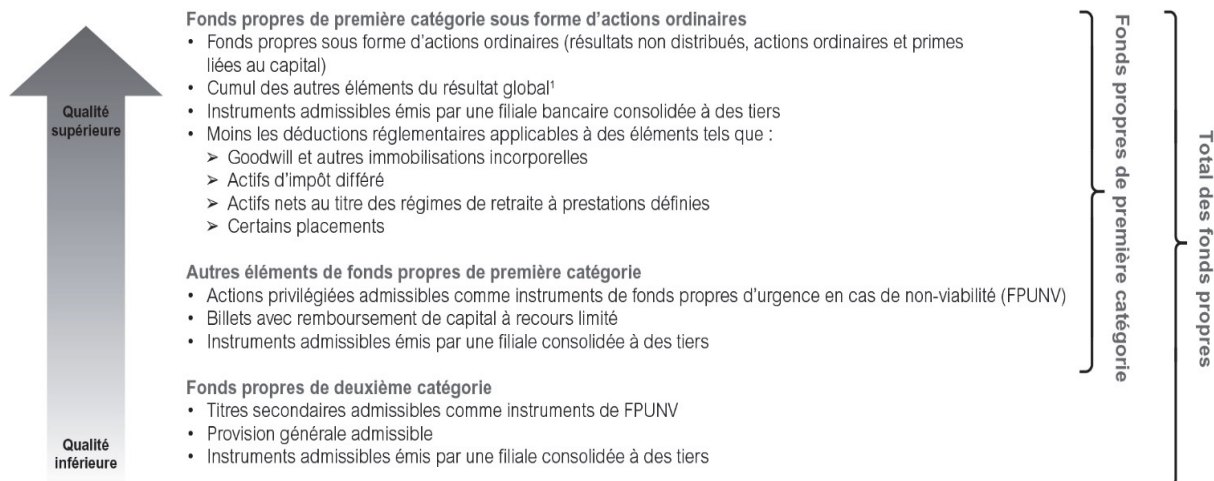
Notre objectif général en matière de gestion des fonds propres est de maintenir des sources de capitaux solides et efficaces. Se reporter aux pages 31 à 40 de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur la gestion des fonds propres.

Exigences de fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF, lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Les fonds propres réglementaires sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière.

Les catégories de fonds propres réglementaires démontrent une augmentation de la qualité et de la permanence ainsi qu'une meilleure capacité d'absorber les pertes. Les principales composantes de nos fonds propres réglementaires se résument comme suit :



1) Excluant le cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie et les variations de la juste valeur des passifs désignés à la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit propre.

Le BSIF exige que toutes les institutions atteignent des ratios cibles de fonds propres qui comprennent des réserves. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. La CIBC a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada. Les BISN sont assujetties à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR. En outre, le BSIF s'attend à ce que les BISN détiennent une réserve pour stabilité intérieure (RSI), laquelle vise à répondre aux risques associés au deuxième pilier qui ne sont pas adéquatement pris en compte dans les exigences du premier pilier. La RSI s'établit actuellement à 3,0 % (se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires et de CTAP pour plus de précisions). De plus, les banques doivent conserver une réserve anticyclique de fonds propres supplémentaire équivalente à leur réserve moyenne pondérée au Canada et dans certains autres États où elles sont exposées au risque de crédit du secteur privé.

En outre, les normes de fonds propres réglementaires du BSIF comprennent une mesure des fonds propres non fondée sur le risque, soit le ratio de levier, qui vient compléter les exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier représente les fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition aux fins du ratio de levier. L'exposition aux fins du ratio de levier est décrite dans les normes comme étant la somme des éléments suivants :

- les actifs au bilan moins les ajustements réglementaires des fonds propres de première catégorie;
- les expositions sur dérivés;
- les expositions sur opérations de financement par titres;
- les expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, lettres de crédit et expositions de titrisation).

Aux termes de la ligne directrice sur la CTAP du BSIF, les BISN sont tenues de maintenir un ratio de CTAP cible prudentiel (qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur le risque) ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum (qui s'appuie sur le ratio de levier). La CTAP s'entend de la somme du total des fonds propres et des autres instruments de CTAP, soit essentiellement des instruments de recapitalisation interne admissibles dont l'échéance résiduelle est de plus de 365 jours. La CTAP vise à faire en sorte que les BISN non viables disposent d'une capacité d'absorption de pertes suffisante pour assurer leur recapitalisation, pour ainsi faciliter un règlement ordonné pour les BISN tout en réduisant au maximum les répercussions défavorables sur la stabilité du secteur des services financiers et pour les contribuables.

Les ratios cibles actuels des fonds propres réglementaires et de la CTAP du BSIF sont résumés ci-après. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. Nous nous conformons à toutes les exigences actuelles en matière de ratios de fonds propres, de levier et de CTAP du BSIF.

Au 31 juillet 2026	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Réserve applicable aux BISN	Cibles du premier pilier ¹	Réserve pour stabilité intérieure	Cibles, y compris toutes les réserves
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	3,0 %	11,0 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	1,0 %	9,5 %	3,0 %	12,5 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	1,0 %	11,5 %	3,0 %	14,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	0,5 %	3,5 %	s. o.	3,5 %
Ratio de CTAP	18,0 %	2,5 %	1,0 %	21,5 %	3,0 %	24,5 %
Ratio de levier CTAP	6,75 %	s. o.	0,5 %	7,25 %	s. o.	7,25 %

1) La réserve anticyclique de fonds propres applicable était négligeable pour la CIBC au 31 juillet 2026.
s. o. Sans objet.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée, comme c'est le cas pour nos états financiers, à l'exception de nos filiales d'assurance (CIBC Cayman Reinsurance Limited et Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée), lesquelles ont été exclues du périmètre réglementaire de consolidation. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers est décrite à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025. Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée est assujettie au test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie du BSIF.

Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires et de CTAP

Nous continuons de suivre les développements ayant une incidence sur les exigences de fonds propres réglementaires et de CTAP et les informations à fournir à cet égard et de nous y préparer. Les paragraphes ci-après présentent un résumé des modifications touchant les exigences en matière de suffisance des fonds propres et les exigences de communication financière au titre du troisième pilier, ainsi que des publications du CBCB et du BSIF depuis la publication de notre Rapport annuel 2025.

Ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2025, nous avons mis en œuvre la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) de 2026. La ligne directrice clarifie les composantes du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel.

Nous calculons un plancher de fonds propres fondé sur l'approche standard révisée dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III. Si les fonds propres exigés sont inférieurs au montant calculé selon l'approche standard compte tenu de l'application d'un facteur d'ajustement du plancher, un rajustement de l'APR serait requis. Le facteur d'ajustement du plancher est établi à 67,5 %. Le BSIF a confirmé que tout changement du facteur d'ajustement du plancher sera communiqué au moins deux ans avant la date de son entrée en vigueur.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2025, nous avons également mis en œuvre la ligne directrice Régime au regard des normes de fonds propres et de liquidité visant les expositions sur crypto-actifs (banques) (la ligne directrice sur les crypto-actifs), ainsi que les exigences de communication financière au titre du troisième pilier connexes. La ligne directrice sur les crypto-actifs définit les possibilités de traitement réglementaire et les critères de catégorisation applicables aux crypto-actifs. Elle établit également une limite à l'égard de l'exposition brute totale d'une institution sur certains crypto actifs, à savoir les crypto-actifs du groupe 2 comme ils sont définis dans la ligne directrice, ceux-ci ne devant pas dépasser 5 % des fonds propres nets de catégorie 1 de l'institution.

Réserve pour stabilité intérieure

En date du 19 juin 2026, le BSIF a réduit le niveau de la RSI pour les BISN, le faisant passer de 3,5 % à 3,0 % du total de l'APR. Par conséquent, les ratios cibles de fonds propres du BSIF, qui tiennent compte de toutes les réserves de conservation des fonds propres pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres, ont diminué et s'établissent respectivement à 11,0 %, 12,5 % et 14,5 % à partir du 19 juin 2026. En outre, le BSIF a réduit la fourchette de la RSI, qui peut désormais être de l'ordre de 0 % à 3 % du total de l'APR, plutôt que de 0 % à 4 % auparavant. La réduction de la RSI et de l'extrémité supérieure de sa fourchette vise à procurer plus de souplesse aux grandes banques canadiennes et à renforcer leur capacité à déployer des capitaux pour soutenir l'adaptation de l'économie du Canada à l'évolution de la dynamique technologique, commerciale et géopolitique.

Ratios de fonds propres réglementaires, de levier et de CTAP

Nos situations de fonds propres et de CTAP dépassent les exigences réglementaires du BSIF. Nos ratios de fonds propres, de levier et de CTAP sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions de dollars aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	49 478 \$	47 718 \$
Fonds propres de première catégorie	57 546	54 105
Total des fonds propres	64 620	62 287
L'APR se compose de ce qui suit :		
Risque de crédit	311 410 \$	294 848 \$
Risque de marché	11 795	12 243
Risque opérationnel	46 059	50 712
Total de l'APR	369 264 \$	357 803 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	13,4 %	13,3 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	15,6 %	15,1 %
Ratio du total des fonds propres	17,5 %	17,4 %
Exposition aux fins du ratio de levier	1 333 544 \$	1 261 098 \$
Ratio de levier	4,3 %	4,3 %
CTAP disponible	127 163 \$	114 102 \$
Ratio de CTAP	34,4 %	31,9 %
Ratio de levier CTAP	9,5 %	9,0 %

Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires

Au 31 juillet 2026, le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires avait augmenté de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, porté par l'incidence d'une augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, en partie contrebalancée par une hausse de l'APR.

L'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires est surtout le fait du capital autogénéré (résultat net moins les dividendes et les distributions), ce qui a été en partie neutralisé par le rachat et l'annulation d'actions aux termes des OPRCA.

La hausse de l'APR s'explique par une augmentation de l'APR reflétant le risque de crédit, neutralisée en partie par une diminution de l'APR reflétant le risque opérationnel et le risque de marché. L'augmentation de l'APR reflétant le risque de crédit découle surtout de la croissance interne, de la migration du crédit et de la mise à jour des méthodes, en partie contrebalancées par l'incidence de la mise à jour des paramètres des modèles. La diminution de l'APR reflétant le risque de marché est attribuable à la mise à jour des méthodes, ce qui a été en partie neutralisé par un accroissement des niveaux de risque. La diminution de l'APR reflétant le risque opérationnel s'explique surtout par l'exclusion d'un événement générateur de pertes opérationnelles, comptabilisé à l'exercice 2023, des calculs des fonds propres au titre du risque opérationnel pour le deuxième trimestre de 2026, ainsi qu'il a été approuvé par le BSIF au quatrième trimestre de 2025.

Ratio des fonds propres de première catégorie

Au 31 juillet 2026, le ratio des fonds propres de première catégorie avait augmenté de 0,5 % par rapport à celui au 31 octobre 2025 en raison surtout des facteurs susmentionnés ayant eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, ainsi que de l'émission de BRCRL de série 9 et de série 10 au cours des premier et troisième trimestres de 2026. Se reporter à la section Initiatives liées aux fonds propres pour plus de précisions.

Ratio du total des fonds propres

Au 31 juillet 2026, le ratio du total des fonds propres avait augmenté de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, fait surtout attribuable aux facteurs susmentionnés ayant eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie, en partie neutralisés par le rachat de débentures subordonnées d'un montant en capital de 1,0 G\$ au cours du deuxième trimestre de 2026. Se reporter à la section Initiatives liées aux fonds propres pour plus de précisions.

Ratio de levier

Au 31 juillet 2026, le ratio de levier était comparable à celui au 31 octobre 2025, la hausse des fonds propres de première catégorie susmentionnée ayant été neutralisée en partie par l'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier. L'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier a été principalement attribuable à la hausse des expositions liées aux éléments au bilan, aux éléments hors bilan et aux opérations de financement, le tout en partie neutralisé par une baisse des expositions sur dérivés.

Ratio de CTAP et ratio de levier CTAP

Au 31 juillet 2026, le ratio de CTAP avait augmenté de 2,5 % par rapport à celui au 31 octobre 2025 en raison surtout d'une augmentation du total des instruments de CTAP, neutralisée en partie par une hausse de l'APR. L'augmentation des instruments de CTAP découle essentiellement d'une hausse du total des fonds propres attribuable aux facteurs susmentionnés et d'un niveau plus important de passifs CTAP admissibles.

Au 31 juillet 2026, le ratio de levier CTAP avait augmenté de 0,5 % par rapport à celui au 31 octobre 2025, ce qui découle essentiellement de la hausse des instruments de CTAP, en partie neutralisée par l'augmentation de l'exposition aux fins du ratio de levier en raison des facteurs susmentionnés.

Initiatives liées aux fonds propres

Voici les principales initiatives liées aux fonds propres mises en œuvre en 2026 :

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA)

Le 4 juin 2026, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté notre avis d'intention de procéder à une OPRCA. L'offre prendra fin à la première des éventualités suivantes : i) la date à laquelle la CIBC aura racheté 30 millions d'actions ordinaires, ii) la date à laquelle la CIBC émettra un avis de résiliation, ou iii) le 7 juin 2027. Au cours du trimestre considéré, 5 500 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 162,18 \$, pour un total de 892 M\$.

La précédente OPRCA de la CIBC visant le rachat d'un maximum de 20 millions d'actions ordinaires a débuté le 10 septembre 2025 et a pris fin le 25 mai 2026. Au cours du trimestre considéré, 2 000 000 d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 153,73 \$, pour un total de 307 M\$. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, 16 500 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 133,31 \$, pour un total de 2 200 M\$. Depuis la création de cette OPRCA, 20 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 129,68 \$ par action, pour un total de 2 593 M\$.

Dividendes

Les dividendes sur actions ordinaires et actions privilégiées sont déclarés chaque trimestre au gré du conseil d'administration de la CIBC. La déclaration et le versement des dividendes sont régis par l'article 79 de la *Loi sur les banques* (Canada) et par les modalités des actions privilégiées, comme il est expliqué à la note 15 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025.

Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 9 (FPUNV) (titres secondaires) (BRCRL de série 9)

Le 13 janvier 2026, nous avons émis des BRCRL de série 9 à 6,500 % d'un montant en capital de 700 M\$ US. Les BRCRL de série 9 viennent à échéance le 28 juillet 2086 et portent intérêt à un taux annuel fixe de 6,500 % (payable trimestriellement) jusqu'au 28 juillet 2031. À compter du 28 juillet 2031 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 28 juillet 2081, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux correspondant au taux des titres de cinq ans du Trésor américain en vigueur à cette date, majoré d'un taux annuel de 2,727 %.

En parallèle avec l'émission des BRCRL de série 9, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif à taux fixe rajusté tous les cinq ans de série 64 (FPUNV) (actions privilégiées de série 64) qui sont détenues dans la fiducie à recours limité, laquelle est consolidée par la CIBC, ce qui fait en sorte que les actions privilégiées de série 64 sont éliminées des états financiers consolidés de la CIBC. En cas de défaut de paiement par la CIBC du montant en capital des BRCRL de série 9, de leur prix de rachat ou des intérêts courus sur ceux-ci lorsque ces sommes sont exigibles, le seul recours de chacun des porteurs de BRCRL de série 9 se limite à sa quote-part des actions privilégiées de série 64 détenues dans la fiducie à recours limité. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, nous pouvons racheter chaque 28 janvier, 28 avril, 28 juillet et 28 octobre, en totalité ou en partie, les BRCRL de série 9 à la valeur nominale, à compter du 28 juillet 2031.

Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 10 (FPUNV) (titres secondaires) (BRCRL de série 10)

Le 13 juillet 2026, nous avons émis des BRCRL de série 10 à 6,750 % d'un montant en capital de 500 M\$ US. Les BRCRL de série 10 viennent à échéance le 28 janvier 2087 et portent intérêt à un taux annuel fixe de 6,750 % (payable trimestriellement) jusqu'au 28 janvier 2032. À compter du 28 janvier 2032 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 28 janvier 2082, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux correspondant au taux des titres de cinq ans du Trésor américain en vigueur à cette date, majoré d'un taux annuel de 2,4997 %.

En parallèle avec l'émission des BRCRL de série 10, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif à taux fixe rajusté tous les cinq ans de série 65 (FPUNV) (actions privilégiées de série 65) qui sont détenues dans la fiducie à recours limité, laquelle est consolidée par la CIBC, ce qui fait en sorte que les actions privilégiées de série 65 sont éliminées des états financiers consolidés de la CIBC. En cas de défaut de paiement par la CIBC du montant en capital des BRCRL de série 10, de leur prix de rachat ou des intérêts courus sur ceux-ci lorsque ces sommes sont exigibles, le seul recours de chacun des porteurs de BRCRL de série 10 se limite à sa quote-part des actions privilégiées de série 65 détenues dans la fiducie à recours limité. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, nous pouvons racheter chaque 28 janvier, 28 avril, 28 juillet et 28 octobre, en totalité ou en partie, les BRCRL de série 10 à la valeur nominale, à compter du 28 janvier 2032.

Titres secondaires

Le 21 avril 2026, nous avons racheté la totalité de nos débentures à 1,96 % d'un montant en capital de 1,0 G\$ échéant le 21 avril 2031. Le prix de rachat des débentures était équivalent à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts courus et impayés, conformément à leurs modalités. Les débentures sont admissibles à titre de fonds propres de deuxième catégorie.

Instruments convertibles

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actions en circulation, de nos instruments de FPUNV en circulation et du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ou à l'exercice.

	Actions en circulation	
	Nombre d'actions	Valeur nominale
En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, au 31 juillet 2026		
Actions ordinaires	907 956 138	16 656 \$
Actions autodétenues – actions ordinaires¹	(20 701)	(1)
Actions privilégiées		
Série 47 (FPUNV)	18 000 000	450 \$
Série 56 (FPUNV)	600 000	600
Série 57 (FPUNV)	500 000	500
Série 61 (FPUNV)	150 000	150
Actions autodétenues – actions privilégiées¹	(162)	-
Billets avec remboursement de capital à recours limité		
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 2 à 4,000 % (FPUNV)	s. o.	750 \$
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 3 à 7,150 % (FPUNV)	s. o.	800
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 4 à 6,987 % (FPUNV)	s. o.	500
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 5 à 6,950 % (FPUNV) ²	s. o.	693
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 6 à 6,369 % (FPUNV)	s. o.	450
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 7 à 7,000 % (FPUNV) ²	s. o.	1 027
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 8 à 5,898 % (FPUNV)	s. o.	450
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 9 à 6,500 % (FPUNV) ²	s. o.	971
Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 10 à 6,750 % (FPUNV) ²	s. o.	707
Titres secondaires		
Déventures à 4,20 % échéant le 7 avril 2032 (FPUNV)	s. o.	1 000 \$
Déventures à 5,33 % échéant le 20 janvier 2033 (FPUNV)	s. o.	1 000
Déventures à 5,35 % échéant le 20 avril 2033 (FPUNV)	s. o.	750
Déventures à 5,30 % échéant le 16 janvier 2034 (FPUNV)	s. o.	1 250
Déventures à 4,90 % échéant le 12 juin 2034 (FPUNV)	s. o.	1 000
Déventures à 4,15 % échéant le 2 avril 2035 (FPUNV)	s. o.	1 250
Options sur actions en cours	13 843 118	

¹ Les positions acheteur dans nos propres actions sont des valeurs négatives et réduisent le nombre d'actions en circulation. Les positions vendeur sont des valeurs positives et accroissent le nombre d'actions en circulation. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur la méthode comptable applicable aux actions autodétenues.

² Le montant présenté pour les BRCRL de séries 5, 7, 9 et 10 représente l'équivalent en dollars canadiens du montant notionnel en dollars américains.

s. o. Sans objet.

La survenance d'un événement déclencheur entraînerait la conversion de la totalité des instruments de FPUNV en circulation dont il est fait mention ci-dessus, en un nombre maximal d'environ 7,0 milliards d'actions ordinaires au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 88 % selon le nombre d'actions ordinaires et d'instruments de FPUNV de la CIBC en circulation au 31 juillet 2026. Tel qu'il a été décrit dans la ligne directrice NFP, un événement déclencheur se produit lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de ne plus l'être et, si une fois tous les instruments de fonds propres d'urgence convertis et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents, il est raisonnablement probable que la viabilité de la banque sera rétablie ou maintenue ou, si la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la banque non viable.

À la survenance d'un événement déclencheur, les actions privilégiées de catégorie A de séries 47, 56, 57 et 61 seront converties en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale, majorée des intérêts courus et impayés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans les suppléments de prospectus pertinents), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire de 2,50 \$ (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans les suppléments de prospectus pertinents). Les actions privilégiées de séries 54, 55, 58, 59, 60, 62, 63, 64 et 65 détenues dans la fiducie à recours limité seront converties automatiquement et immédiatement, sans le consentement des porteurs de BRCRL en un nombre variable d'actions ordinaires qui seront émises aux porteurs de BRCRL en règlement du montant en capital de la totalité des BRCRL et des intérêts courus et impayés sur ceux-ci. Toute réclamation des porteurs de BRCRL contre la CIBC à l'égard des BRCRL sera éteinte à la réception des actions ordinaires. Les déventures sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant 150 % de la valeur nominale, majorée des intérêts courus et impayés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire de 2,50 \$ (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).

En plus des effets dilutifs éventuels liés aux instruments de FPUNV susmentionnés, au 31 juillet 2026, 76,2 G\$ (67,0 G\$ au 31 octobre 2025) de nos passifs en cours étaient assujettis à la conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Aux termes du régime de recapitalisation interne, il n'y a pas de ratio de conversion contractuel fixe et préétabli pour la conversion de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC qui sont assujettis à la conversion en actions ordinaires aux fins de la recapitalisation interne, et il n'y a pas d'exigence particulière quant à la conversion des passifs assujettis en actions ordinaires de la CIBC ou un membre de son groupe. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) décide du moment de la conversion aux fins de la recapitalisation interne et du montant des actions et des passifs admissibles devant être convertis ainsi que des modalités de la conversion, sous réserve des paramètres énoncés dans le régime de recapitalisation interne.

Se reporter à la section Exigences de fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes (CTAP) pour plus de précisions.

Droits et privilèges rattachés aux actions privilégiées et autres titres de participation

Se reporter à la note 15 des états financiers consolidés du Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les droits et privilèges rattachés aux actions privilégiées et aux autres titres de participation.

Arrangements hors bilan

Nous concluons des arrangements hors bilan dans le cours normal des affaires. D'autres précisions sur nos arrangements hors bilan figurent également aux pages 40 et 41 de notre Rapport annuel 2025 ainsi qu'aux notes 6 et 20 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 42 à 81 de notre Rapport annuel 2025.

Vue d'ensemble

La CIBC fait face à un grand nombre de risques dans tous ses secteurs d'activité. Le recensement et l'analyse des risques et de leurs répercussions permettent à la CIBC de déterminer son intérêt à l'égard du risque et ses pratiques en matière de gestion du risque. La définition des niveaux de risque acceptables et l'établissement de solides principes, politiques et pratiques en gestion du risque sont essentiels à l'atteinte d'un rendement constant et durable à long terme, tout en demeurant dans les limites de notre intérêt à l'égard du risque.

Notre intérêt à l'égard du risque définit les niveaux de tolérance envers divers risques. Il jette les assises sur lesquelles reposent notre culture et notre cadre de gestion du risque.

Notre cadre de gestion du risque comprend :

- les énoncés sur l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, des unités d'exploitation stratégiques, des groupes fonctionnels et des régions;
- des cadres, des politiques, des procédures et des limites de risque visant à harmoniser les activités avec notre intérêt à l'égard du risque;
- la production de rapports périodiques sur la gestion du risque pour établir et communiquer les niveaux de risque;
- un cadre de contrôle indépendant pour identifier et tester la conception et l'efficacité du fonctionnement de nos principaux contrôles;
- des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions possibles des changements dans l'environnement de l'entreprise sur le capital, la situation de trésorerie et les résultats;
- la prise en compte proactive des options d'atténuation des risques afin d'optimiser les résultats;
- une surveillance grâce à nos comités axés sur les risques et à notre structure de gouvernance.

La responsabilité de la gestion du risque incombe à tous les employés de la CIBC. Les professionnels des unités d'exploitation et de la gestion du risque travaillent ensemble pour veiller à ce que les stratégies et les activités d'entreprise correspondent à notre intérêt à l'égard du risque. L'approche de la CIBC à l'égard de la gestion du risque à l'échelle de l'entreprise correspond au modèle à trois lignes de défense :

- i) En tant que première ligne de défense, la direction de la CIBC est responsable du recensement et de l'appréciation des risques inhérents aux activités des unités d'exploitation stratégiques et des groupes fonctionnels en fonction de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, et d'en rendre compte. De plus, la direction doit établir et maintenir des contrôles pour atténuer ces risques et renforcer la résilience opérationnelle. La direction peut créer des groupes de gouvernance au sein de l'entreprise pour soutenir la direction dans l'exercice de ses responsabilités en matière de gouvernance, de risque et de contrôle. Le groupe de gouvernance fait partie de la première ligne de défense, tout comme la direction. Les groupes de contrôle, qui sont habituellement rattachés à des fonctions centralisées, fournissent une expertise à la direction et gèrent des programmes et des activités de contrôle à l'échelle organisationnelle en fonction de leur domaine d'expertise. Bien que les groupes de contrôle collaborent avec la direction pour recenser et gérer les risques, ils remettent également en question les décisions et les stratégies d'atténuation à l'égard des risques.
- ii) La deuxième ligne de défense est indépendante de la première et fournit une vue d'ensemble des types de risques précis à l'échelle de la banque, établit des lignes directrices et remet en question de façon efficace les activités liées aux risques et aux contrôles. La fonction Gestion du risque constitue la principale deuxième ligne de défense. Elle peut avoir recours à l'expertise technique d'autres groupes (p. ex. des tiers ou des groupes de contrôle) à l'appui de ses évaluations indépendantes, s'il y a lieu.
- iii) En tant que troisième ligne de défense, la fonction Vérification interne de la CIBC est responsable de fournir une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance, des processus de gestion du risque et du contrôle interne de la CIBC, dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Une culture de risque éprouvée et une communication fluide entre les trois lignes de défense constituent des éléments essentiels d'une gestion du risque efficace.

Nous exerçons une surveillance constante de notre profil de risque en le comparant avec l'intérêt à l'égard du risque que nous avons établi et les limites connexes, et en prenant les mesures qui s'imposent pour maintenir un équilibre entre les risques courus et le rendement obtenu. Pour surveiller notre profil de risque, nous effectuons une analyse prospective de la sensibilité par rapport à des facteurs locaux et mondiaux du marché, à la conjoncture économique et au contexte géopolitique et réglementaire ayant une incidence sur notre profil de risque global.

La tenue de discussions et la production de rapports périodiques et clairs sur les risques par les comités de la haute direction facilitent la communication des risques et l'analyse des stratégies en gestion du risque à l'échelle de l'entreprise.

Principaux risques et nouveaux risques

Nous faisons le suivi des principaux risques et des nouveaux risques qui peuvent avoir une incidence sur nos résultats futurs, nous les examinons et nous prenons les mesures qui s'imposent pour réduire les risques éventuels. Nous procédons à des analyses approfondies, notamment par des simulations de crise de nos expositions aux risques, et nous informons le conseil sur une base régulière des nouveautés et des changements connexes. Les principaux risques et les nouveaux risques sont ceux qui pourraient avoir, à notre avis, une incidence négative qui est importante pour la CIBC. Se reporter aux pages 50 à 52 de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les principaux risques et nouveaux risques suivants :

- Risque lié aux changements climatiques
- Réglementation bancaire aux États-Unis
- Réforme fiscale

Le reste de la présente section décrit les principaux risques et les nouveaux risques qui ont été mis à jour pour tenir compte des faits nouveaux survenus depuis la publication de notre Rapport annuel 2025, ainsi que des faits nouveaux en matière de réglementation et de comptabilité qui sont importants pour la CIBC.

Risque géopolitique

Le risque géopolitique s'intensifie à certains moments. Bien que l'incidence précise sur l'économie mondiale et sur les marchés du crédit et des capitaux mondiaux dépende de la nature de l'événement, en règle générale, tout événement majeur pourrait être une source d'instabilité et de volatilité, ce qui pourrait entraîner un élargissement des écarts de taux, une diminution de la valeur des actions, une ruée vers les devises refuges et une augmentation des achats d'or. À court terme, la perturbation des marchés peut nuire au résultat net tiré de nos positions de risque de marché dans les activités de négociation et les activités autres que de négociation. L'escalade du conflit en Iran, qui s'est déclenché à la fin de février, est devenue le principal facteur de la variation des prix des marchandises et de la volatilité élevée sur les marchés financiers. Les conditions ont été volatiles tout au long du trimestre dans le contexte des négociations et du cessez-le-feu en cours entre les États-Unis et l'Iran, tandis que les risques posés par une reprise des tensions géopolitiques et un mauvais dosage des politiques des banques centrales sont demeurés élevés.

Le risque géopolitique pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique et, de pair avec les répercussions possibles sur les prix des marchandises et le protectionnisme (se reporter à la section Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques pour plus de précisions), avoir des conséquences très graves sur l'ensemble des activités économiques et bancaires.

D'autres facteurs demeurent préoccupants :

- la guerre en Ukraine;
- l'intensification des tensions politiques, des troubles civils et de l'activisme à l'échelle mondiale.

Bien qu'il soit difficile de prédire quels pays connaîtront des conflits géopolitiques, nous surveillons étroitement les marchés et les régions actuellement ou récemment instables afin d'évaluer l'incidence de ces situations sur les marchés et les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités.

Incertitude concernant la politique commerciale

Les tarifs douaniers nouvellement instaurés par les États-Unis, ainsi que tous les tarifs de rétorsion imposés par le Canada, devraient se répercuter négativement sur les chaînes d'approvisionnement, l'inflation et l'activité économique, aggravant davantage les enjeux commerciaux persistants entre les États-Unis, le Canada et le Mexique qui existaient déjà avant l'évolution des tarifs douaniers, ce qui engendre des craintes de récession et une volatilité des marchés accrue. Les États-Unis ayant refusé de renouveler l'Accord Canada–États-Unis–Mexique en juillet, ce dernier devra maintenant faire l'objet d'un examen sur une base annuelle jusqu'en 2036, ce qui pourrait représenter un risque important dans l'éventualité où la fin des négociations entraînerait une restructuration en profondeur ou la résiliation de l'accord. Des pourparlers commerciaux distincts sont en cours entre le Canada et d'autres pays afin de diversifier les échanges commerciaux internationaux. L'incertitude persistante entourant l'ampleur et la portée véritables des tarifs douaniers pourrait éroder la confiance des consommateurs et des entreprises au Canada et partout dans le monde en faisant augmenter les risques de crédit, de marché et de liquidité et le risque opérationnel (y compris le risque lié aux tiers).

Les répercussions éventuelles des tarifs douaniers dépendront de la nature et de la durée de ceux-ci, ainsi que des politiques budgétaires qui pourraient être adoptées dans ce contexte, et un accroissement supplémentaire de ces répercussions pourrait intensifier le chômage et l'inflation, ce qui accentuera le risque de crédit. La hausse du chômage et de l'inflation pourrait réduire les dépenses discrétionnaires des consommateurs, ralentir le montage des prêts et avoir des retombées négatives sur le service de la dette pour les clients de détail et les clients commerciaux. Les clients commerciaux pourraient observer une diminution de l'ensemble de leurs revenus et une augmentation de leurs coûts, ce qui pourrait freiner leurs plans de croissance et d'expansion. Certains secteurs pourraient être davantage touchés par l'incidence de l'évolution des tarifs douaniers, dont ceux de la fabrication, du commerce de détail et de gros, et du transport. Nous surveillons également la viabilité financière des fournisseurs qui pourraient subir des contrecoups si la conjoncture économique se détériore en raison des répercussions des tarifs douaniers à l'échelle du globe.

L'incidence de l'incertitude macroéconomique sur le dollar américain et sur les rendements obligataires à long terme et les changements dans la confiance des clients entraînés par la volatilité macroéconomique, ainsi que le contexte propice à une récession et les risques liés aux banques, pourraient faire grimper les primes de liquidité et élargir les écarts de taux sur les marchés du financement.

Nous continuons de suivre de près les faits économiques nouveaux et de préparer des plans d'atténuation de façon proactive. Se reporter à la section Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques pour plus de précisions sur les tarifs douaniers et nos perspectives économiques.

Endettement des consommateurs canadiens et marché du logement canadien

Selon les données les plus récentes de Statistique Canada (pour le premier trimestre de l'année civile 2026), le ratio dette-revenu des ménages a connu de légères hausses au cours des derniers trimestres, mais il demeure en deçà du niveau de 2016. Le ratio du service de la dette a été relativement stable depuis le troisième trimestre de 2024, s'établissant en deçà des niveaux observés en 2023 et au début de 2024, ce qui s'explique en partie par les taux d'intérêt plus bas qui, jumelés à l'accroissement du revenu, ont compensé l'augmentation du service de la dette. Le niveau de la dette hypothécaire demeure historiquement élevé, mais a lentement diminué au cours des derniers trimestres et reste inférieur aux sommets observés au cours des récentes années. Le ratio de la dette autre qu'hypothécaire sur le revenu et le ratio du service de la dette autre qu'hypothécaire demeurent à des niveaux historiquement bas, alors que les clients maintiennent des taux d'utilisation plus faibles et des taux de remboursement plus élevés. Le ratio du service de la dette hypothécaire pourrait demeurer élevé alors que les prêts hypothécaires continuent d'être renouvelés à des taux plus élevés et que l'essoufflement du marché du travail freine la croissance des revenus. Les ventes immobilières ont continué de diminuer en 2026 et se situent à leur niveau le plus bas depuis 2020.

Les baisses de taux d'intérêt au cours du deuxième semestre de 2024 et en 2025 ont offert un certain répit, mais le fait que les taux directeurs affichent toujours une hausse respectivement de 200 points de base par rapport au niveau de 2020-2021 et de 50 points de base par rapport au niveau de 2019 limite l'accroissement de la valeur des propriétés et les ventes. Malgré la baisse des taux d'intérêt, les ventes de logements ont diminué et le taux de chômage demeure élevé en 2026 en raison du contexte macroéconomique incertain. Toutefois, les pertes sur les prêts garantis par un bien immobilier demeurent faibles compte tenu du niveau élevé des ratios prêt-valeur. Malgré une certaine baisse d'un exercice à l'autre, l'indice de prix de maison affiche une certaine amélioration d'un trimestre à l'autre et reste à un niveau plus élevé que celui atteint à la fin de 2022 et au début de 2023.

Le taux de chômage a diminué au cours des derniers mois, mais demeure toutefois élevé, s'établissant à 6,4 % en juillet 2026, et il devrait être élevé pour le reste de l'année. Un taux de chômage élevé pourrait exercer une pression sur l'endettement autre qu'hypothécaire et sur la capacité de paiement, ce qui représente une phase habituelle du cycle de crédit.

Les organismes de réglementation continuent de faire preuve d'une vigilance accrue quant à la conformité aux lignes directrices et à la surveillance exercée. Les exigences accrues des organismes de réglementation pourraient avoir une incidence sur les processus opérationnels, et accroître les coûts de conformité et les risques d'amendes en cas de non-conformité. En janvier 2026, le BSIF a lancé une consultation sectorielle de six mois en appui à une nouvelle ligne directrice sur la gestion du risque de crédit. La période de consultation a pris fin le 29 juillet 2026. La ligne directrice devrait

renforcer les attentes auxquelles les institutions financières fédérales doivent satisfaire sur le plan des politiques et de la gestion de la dette en consolidant les consignes et attentes actuelles à l'égard du risque de crédit, en lien notamment avec les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts immobiliers commerciaux, les prêts aux grandes entreprises et les prêts susceptibles de ne pas être garantis. Les versions à l'étude de la nouvelle ligne directrice sur la gestion du risque de crédit devraient être publiées au cours du quatrième trimestre de 2026. De plus, le BSIF continue d'accroître les attentes quant à la prise en compte des risques climatiques liés au portefeuille de prêts immobiliers pour assurer la rigueur des processus de prise de décisions en matière de crédit et des pratiques de surveillance des risques.

Risque lié aux données et à l'intelligence artificielle

Les données jouent un rôle essentiel pour ce qui est d'aider la CIBC à atteindre ses objectifs stratégiques et à maintenir son avantage concurrentiel. Nous continuons d'effectuer des investissements importants dans nos capacités de gestion et de gouvernance des données, établissant des assises solides pour la prise de décisions d'affaires et renforçant nos pratiques d'analyse et de communications des informations. Nous sommes ainsi à même de tirer véritablement parti des données à titre d'actif transformationnel de notre organisation.

Les avancées technologiques se succèdent à un rythme rapide, et nous assistons à une adoption encore plus généralisée des applications d'intelligence artificielle (IA) pour accroître la productivité et la compétitivité. Ces avancées procurent des avantages évidents, mais engendrent également de nouveaux risques. Les systèmes d'IA fondés sur des données et des modèles sont susceptibles d'hériter de biais, voire de les amplifier, ce qui soulève des préoccupations persistantes quant à leur impartialité et à leur utilisation éthique. Les modèles avancés, comme Claude Mythos et les modèles de pointe, pourraient avoir des répercussions accélérées sur les risques liés à la cybersécurité, aux données et à la technologie en l'absence d'une réponse adéquate. La transparence des modèles d'IA est donc essentielle pour qu'il soit possible de bien en comprendre le raisonnement et d'évaluer l'exactitude et la pertinence de leurs extraits.

Compte tenu de ces risques, nous avons déjà publié un cadre de gestion de l'IA et mis en œuvre des pratiques rigoureuses pour assurer la gouvernance de l'IA et la gestion des risques qui y sont associés. Dans cette optique, la version définitive de la ligne directrice E-23 sur la gestion du risque de modélisation du BSIF, qui entrera en vigueur le 1^{er} mai 2027, a permis d'élargir la définition de « modèle » afin qu'elle englobe les méthodes d'IA et d'apprentissage automatique et qu'elle reflète l'utilisation croissante de ces outils d'analyse. Tandis que nous continuons d'adopter davantage de solutions axées sur l'IA, notre priorité demeure de l'utiliser de façon responsable et d'assurer une atténuation proactive des risques opérationnels. Cette approche vise à protéger la valeur pour les actionnaires et à soutenir la stabilité à long terme.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Nous continuons d'optimiser notre façon d'utiliser la technologie et les processus opérationnels afin d'améliorer l'expérience client et de rationaliser les activités. Parallèlement, le contexte des cybermenaces continue d'évoluer, y compris l'utilisation de l'IA pour perturber les activités et compromettre la confidentialité ou l'intégrité des données de la CIBC ou de ses tiers. Les cybermenaces sont de plus en plus fréquentes et perfectionnées, ce qui accroît les possibilités de perte financière, d'atteinte à la réputation, de non-conformité à la réglementation et d'interruption des activités. Nous gérons ces risques de façon active au moyen d'examen du risque stratégique ainsi que de technologies déployées à l'échelle de l'entreprise et de programmes de sécurité de l'information pour prévenir les menaces, les détecter, y répondre et y remédier. Ces menaces comprennent notamment les fuites de données, les logiciels malveillants, les logiciels de rançon, les accès non autorisés, le piratage psychologique, la fraude et les attaques par déni de service qui peuvent porter atteinte aux systèmes et à l'information de la CIBC, donner lieu à des activités non autorisées ou frauduleuses et entraîner le vol, la perte ou la divulgation de renseignements confidentiels ainsi que des interruptions de service au sein de la CIBC ou chez ses fournisseurs, dont ceux de services infonuagiques. Les risques de perturbation importants liés à l'IA peuvent comprendre l'automatisation de campagnes d'hameçonnage très convaincantes, la découverte accélérée de vulnérabilités par des acteurs malveillants et le déploiement potentiel d'agents autonomes capables d'exécuter des chaînes d'attaques de bout en bout. Nous surveillons l'évolution du contexte des cybermenaces, y compris les nouveaux risques liés à l'utilisation ou à la disponibilité de modèles d'IA avancés de tiers qui, en raison d'un comportement opaque, d'une utilisation potentiellement inappropriée, d'une fuite de données ou d'un recours à des cadres de gouvernance externes, pourraient amplifier ou accélérer les cyberincidents, afin d'en évaluer les répercussions potentielles sur la CIBC.

Vu l'importance des systèmes financiers électroniques, y compris les services bancaires en ligne et mobiles sécurisés fournis à sa clientèle, la CIBC continue d'améliorer les contrôles et les processus qui protègent ses systèmes et les renseignements relatifs à ses clients en tenant compte de l'évolution des cybermenaces, des stratégies d'atténuation des risques et des nouvelles exigences réglementaires. Nous effectuons des exercices de cybersécurité portant sur la préparation, les tests et la reprise afin de valider nos défenses et de comparer nos pratiques en la matière avec les meilleures pratiques sectorielles, nous suivons l'évolution du contexte réglementaire, et nous présentons des comptes rendus réguliers au conseil. Nous tenons à jour des protocoles et des stratégies d'intervention bien définis en cas de cyberincident ou de brèche de sécurité et, pour contribuer à réduire certaines pertes potentielles, nous avons contracté une cyberassurance dont la couverture est assujettie à certaines conditions et limites. Nous examinons périodiquement la protection offerte par notre assurance en fonction de notre tolérance aux risques. Malgré notre engagement continu en matière de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité, et compte tenu de l'évolution rapide des menaces, du cadre réglementaire et de l'environnement d'affaires, nous ne sommes pas en mesure de recenser tous les cyberrisques ou de mettre en place des mesures permettant de prévenir tout cyberincident pouvant éventuellement survenir. Nous continuons d'améliorer nos capacités en matière de protection, de détection, de réponse et de résilience afin de réduire au minimum les répercussions potentielles de tout cyberincident qui pourrait survenir.

Risque lié à la technologie

Nous continuons d'optimiser nos services de technologie afin d'améliorer l'expérience client et de rationaliser les activités. Les nouvelles solutions technologiques permettent aux entreprises en croissance de tirer parti de capacités avancées, de la connectivité entre les systèmes et de gains d'efficacité, tout en augmentant la complexité des activités visant à assurer la gestion et la résilience continue des multiples parties intéressées internes et externes et des plateformes hébergées sur place, dans le nuage ou par des tiers. Nous surveillons attentivement l'arrivée de modèles d'IA avancés qui pourraient accélérer la découverte de vulnérabilités, ce qui pourrait accroître le nombre de correctifs émis par les fournisseurs des systèmes et des plateformes utilisés par la CIBC. Malgré les ressources supplémentaires et les défis relatifs à la stabilité des systèmes potentiellement associés au déploiement plus rapide de ces correctifs, les améliorations que nous apportons continuellement au chapitre de l'automatisation des correctifs, les tests des contrôles exhaustifs que nous avons mis en place et nos pratiques rigoureuses de surveillance des risques font en sorte que nous sommes bien outillés pour gérer efficacement ces nouveaux risques.

Les organismes de réglementation de partout dans le monde continuent de s'attendre à ce que les institutions financières mettent en place des processus de développement, de déploiement et de soutien, ainsi que des processus opérationnels, bien conçus et bien gérés pour permettre une gestion active des risques inhérents à l'environnement technologique d'une grande entreprise. Nous continuons de gérer ces risques au moyen de nos structures de gestion du risque et de gouvernance, qui comprennent des politiques, des normes et des outils d'évaluation, de mesure et de surveillance des risques. Nous avons mis en place un environnement de contrôle robuste, axé sur le développement, la mise en œuvre et le maintien de solutions technologiques fiables, stables et de grande qualité, qui répondent à nos besoins et nous permettent d'exercer nos activités conformément à notre intérêt à l'égard du risque.

Risque de désintermédiation

Les attentes des consommateurs en matière de services bancaires et de solutions de placement numériques à coût avantageux et intégrés pourraient évoluer plus rapidement que la stratégie et la capacité de prestation actuelles de la CIBC, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre de la CIBC ne réponde pas aux demandes des clients et avoir une incidence sur les relations avec la clientèle. Le risque va croissant en raison des progrès réalisés tant au chapitre des services bancaires axés sur les consommateurs (système bancaire ouvert) que par les sociétés concurrentes du secteur des technologies financières dont les offres et l'accessibilité se sont beaucoup améliorées au cours des cinq dernières années. Afin d'atténuer ce risque, la CIBC continuera d'investir dans l'IA pour approfondir sa connaissance des clients et l'analyse de leurs opinions, maintenir un état de préparation au système bancaire ouvert, demeurer agile dans le développement de produits et consolider les relations principales par des stratégies ciblées, tout en s'efforçant de simplifier les processus de mobilisation de la clientèle et de faire progresser sa stratégie omnicanale pour offrir des expériences personnalisées, des services fluides ainsi que des conseils pertinents et en temps opportun dans l'ensemble des canaux.

Risque lié aux tiers

Nous reconnaissons que les relations avec les tiers font partie intégrante du modèle d'affaires de la CIBC et qu'elles jouent un rôle essentiel dans l'atteinte des objectifs stratégiques de la CIBC. L'écosystème des tiers évolue rapidement étant donné que la CIBC adopte de nouvelles technologies, y compris des solutions fondées sur l'IA, et fait de plus en plus appel aux services de sous-traitants, ce qui crée de nouveaux niveaux de complexité et de risque. Bien qu'elles puissent réduire les coûts, stimuler l'innovation, améliorer le rendement et renforcer la compétitivité, les relations avec les tiers peuvent aussi présenter divers nouveaux risques, comme des interruptions de service et des défaillances opérationnelles, ou encore des vulnérabilités en lien avec les tiers et les sous-traitants de tiers qui peuvent découler de perturbations attribuables aux employés, aux processus ou aux systèmes, ou bien à des événements externes.

Afin de répondre à ces risques en pleine évolution et aux exigences réglementaires de plus en plus strictes, la CIBC a mis en place un programme de gestion du risque lié aux tiers rigoureux. Le programme s'appuie sur la culture de risque éprouvée de la CIBC et est soutenu par un éventail exhaustif de politiques, de procédures et de ressources spécialisées. Ce programme assure que les risques liés aux tiers sont recensés, y compris les risques liés à l'IA, évalués et gérés de façon proactive pendant toute la durée de chaque relation, depuis l'étape de la planification initiale jusqu'à celle de la surveillance continue. Ce faisant, la CIBC maintient des contrôles efficaces, favorise les partenariats de collaboration et soutient l'atteinte des objectifs stratégiques, tout en continuant d'exercer ses activités selon l'intérêt à l'égard du risque qu'elle a établi.

Sanctions et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes

Le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et les crimes connexes constituent une menace pour la stabilité du secteur financier. La CIBC s'engage à se conformer à toutes les exigences réglementaires en matière de sanctions économiques et de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et de financement des activités terroristes (LFAT) dans tous les territoires où elle exerce ses activités. Comme il a été mentionné dans l'Évaluation nationale des risques au Canada 2025, les banques sont aux prises avec des risques de crime financier importants, comme le trafic de drogues, la fraude et les activités liées à la cryptomonnaie. En réponse à ces risques, la CIBC investit dans des contrôles robustes, des technologies de détection de pointe et des programmes de conformité exhaustifs. La banque met en œuvre des procédures rigoureuses liées au processus de diligence raisonnable à l'égard des clients, à la tenue des dossiers et à la présentation de rapports, et offre des formations annuelles obligatoires en matière de sanctions et de LBA/LFAT à tous les membres de l'équipe. Compte tenu des changements à la réglementation qui entrent en vigueur en 2026, comme la hausse des sanctions administratives pécuniaires du Centre d'analyse des opérations et des déclarations financières du Canada allant de pair avec son nouveau cadre de surveillance et sa nouvelle approche d'application, la CIBC continue de surveiller et d'améliorer son programme de conformité pour répondre à l'évolution des risques et aux attentes réglementaires.

Transactions d'entreprise

La CIBC cherche à effectuer des acquisitions, des investissements et des dessaisissements qui s'harmonisent avec sa stratégie, son intérêt à l'égard du risque et ses objectifs financiers. La capacité de mener à bien de telles transactions d'entreprise dépend de divers facteurs, comme l'obtention des approbations nécessaires en temps opportun et à des conditions favorables, la capacité de fidéliser la clientèle et de maintenir en poste les membres clés du personnel, la réalisation de synergies et d'efficacités, le contrôle des coûts d'intégration et d'acquisition et les variations de la conjoncture économique et commerciale générale.

Bien que bon nombre des facteurs soient indépendants de notre volonté, leur incidence est en partie atténuée par un contrôle préalable approfondi avant la conclusion des transactions ainsi que par l'élaboration et la mise en œuvre de plans appropriés. Cependant, en raison des incertitudes inhérentes à ces transactions d'entreprise, nous ne sommes pas en mesure de prévoir tous les événements, les faits et les circonstances éventuels qui pourraient survenir et avoir une incidence négative sur nos activités et notre performance financière par suite de telles transactions d'entreprise.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Se reporter aux sections Gestion des fonds propres, Risque de crédit et Questions relatives à la comptabilité et au contrôle pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de réglementation.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions.

Risques découlant des activités commerciales

Le graphique ci-dessous présente nos activités commerciales et les mesures de risque correspondantes fondées sur l'APR, ainsi que les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis au 31 juillet 2026 :

Banque CIBC					
					Siège social et autres
Unités d'exploitation stratégiques	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	
Activités commerciales	- Dépôts - Prêts hypothécaires à l'habitation - Prêts personnels - Cartes de crédit - Prêts aux entreprises - Assurance	- Groupe Entreprises - Courtage de plein exercice - Gestion d'actifs - Gestion privée de patrimoine	- Groupe Entreprises - Gestion d'actifs - Gestion privée de patrimoine - Services bancaires personnels et PME	- Services financiers aux entreprises - Marchés CIBC, réseau mondial - Services de Banque d'investissement	- Services bancaires internationaux - Portefeuilles de placement - Coentreprises - Groupes fonctionnels et de soutien (voir page 25)
Bilan ¹	(en millions de dollars) Actif moyen 346 745 Dépôts moyens 246 141	(en millions de dollars) Actif moyen 113 052 Dépôts moyens 125 744	(en millions de dollars) Actif moyen 69 779 Dépôts moyens 63 011	(en millions de dollars) Actif moyen 437 011 Dépôts moyens 137 023	(en millions de dollars) Actif moyen 223 214 Dépôts moyens 281 813
APR	(en millions de dollars) Risque de crédit 83 987 Risque de marché - Risque opérationnel 22 693	(en millions de dollars) Risque de crédit 70 855 Risque de marché - Risque opérationnel 8 487	(en millions de dollars) Risque de crédit ² 58 267 Risque de marché 1 Risque opérationnel 3 239	(en millions de dollars) Risque de crédit ³ 77 580 Risque de marché 10 947 Risque opérationnel 6 969	(en millions de dollars) Risque de crédit ⁴ 20 721 Risque de marché 847 Risque opérationnel 4 671
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁵	(%) Proportion du total de la CIBC 22 Comprend : Risque de crédit 76 Risque de marché - Risque opérationnel 19 Autres risques ⁶ 5	(%) Proportion du total de la CIBC 18 Comprend : Risque de crédit 79 Risque de marché - Risque opérationnel 10 Autres risques ⁶ 11	(%) Proportion du total de la CIBC 20 Comprend : Risque de crédit 59 Risque de marché - Risque opérationnel 3 Autres risques ⁶ 38	(%) Proportion du total de la CIBC 20 Comprend : Risque de crédit 77 Risque de marché 13 Risque opérationnel 7 Autres risques ⁶ 3	(%) Proportion du total de la CIBC 20 Comprend : Risque de crédit 63 Risque de marché 3 Risque opérationnel 12 Autres risques ⁶ 22
Profil de risque	Nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité, au risque opérationnel et au risque de réputation, ainsi qu'à d'autres risques. Les risques opérationnels comprennent le risque lié à la LBA/LFAT, les risques liés à l'interruption des activités, le risque lié au comportement, le risque lié aux données, le risque lié à l'information financière, le risque de fraude, le risque lié à la sécurité de l'information (y compris le risque lié à la cybersécurité), les risques juridiques, ainsi que les risques liés au modèle, au personnel, à la sécurité physique, à la protection des renseignements personnels, au traitement et à la réalisation, aux projets, à la conformité réglementaire, à la technologie et aux tiers.				

1) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

2) Comprend le risque de crédit de contrepartie (RCC) de 7 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

3) Comprend le RCC de 15 644 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

4) Comprend le RCC de 634 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

5) Les capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis constituent une mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR pour plus de précisions sur la composition de cette mesure non conforme aux PCGR.

6) Correspondent aux capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis liés aux déductions en capital, comme le goodwill et les immobilisations incorporelles, conformément à la ligne directrice NFP du BSIF.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Le risque de crédit découle de nos activités de prêt dans chacune de nos unités d'exploitation stratégiques et dans Services bancaires internationaux, qui est inclus dans Siège social et autres. Le risque de crédit provient également d'autres sources, notamment de nos activités de négociation, ce qui comprend nos dérivés de gré à gré, nos titres de créance et nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. En plus des pertes en cas de défaut d'un emprunteur ou d'une contrepartie, des profits latents ou des pertes latentes peuvent survenir en raison des variations des écarts de taux de la contrepartie qui pourraient influencer sur la valeur comptable ou la juste valeur de nos actifs.

Expositions au risque de crédit¹

Le tableau ci-après présente nos expositions au risque de crédit par portefeuille, selon la façon dont nous gérons nos activités et les risques qui s'y rattachent. Les montants des expositions brutes au risque de crédit présentées dans le tableau ci-dessous représentent notre estimation de l'exposition en cas de défaut (ECD) nette des accords généraux de compensation de dérivés et du rajustement de l'évaluation du crédit (REC), mais avant la provision pour pertes sur créances et de l'atténuation du risque de crédit selon les approches fondées sur la notation interne (NI). Les risques liés aux titres autres que de négociation ne sont pas compris dans le tableau ci-dessous, car ils sont considérés comme étant négligeables en vertu des lignes directrices du BSIF et sont, par conséquent, assujettis à une pondération en fonction du risque de 100 %.

En millions de dollars aux	31 juill. 2026			31 oct. 2025		
	Approche NI	Approche standard	Total	Approche NI	Approche standard	Total
Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements						
Engagements utilisés	442 449 \$	18 752 \$	461 201 \$	406 405 \$	17 012 \$	423 417 \$
Engagements non utilisés	75 241	1 366	76 607	67 929	1 266	69 195
Divers – hors bilan	21 639	534	22 173	20 094	524	20 618
Dérivés de gré à gré	23 437	80	23 517	22 814	136	22 950
Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut, compte non tenu des transactions assimilées à des mises en pension de titres	562 766	20 732	583 498	517 242	18 938	536 180
Transactions assimilées à des mises en pension de titres, montant net ²	29 925	-	29 925	25 582	-	25 582
Total des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	592 691	20 732	613 423	542 824	18 938	561 762
Portefeuilles de détail						
Engagements utilisés	343 581	7 050	350 631	338 427	6 830	345 257
Engagements non utilisés	117 493	4 289	121 782	113 488	4 226	117 714
Divers – hors bilan	510	120	630	483	120	603
Portefeuilles de détail, montant brut	461 584	11 459	473 043	452 398	11 176	463 574
Expositions de titrisation³	45 893	28 395	74 288	40 180	30 105	70 285
Expositions nettes au risque de crédit⁴	1 100 168 \$	60 586 \$	1 160 754 \$	1 035 402 \$	60 219 \$	1 095 621 \$

1) Certaines informations de la période précédente ont été retraitées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au trimestre considéré.

2) Reflète l'ECD après compensation des garanties conformément aux lignes directrices du BSIF.

3) Les lignes directrices du BSIF définissent une hiérarchie des approches du traitement des expositions de titrisation dans notre portefeuille bancaire. Selon leurs caractéristiques sous-jacentes, les expositions sont admissibles à l'approche standard ou à l'approche NI. L'approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA), qui comprend l'approche fondée sur les évaluations internes (SEC-IAA), inclut les expositions admissibles à l'approche NI, ainsi que les expositions assujetties à l'approche standard.

4) Excluent les expositions découlant de dérivés et de transactions assimilées à des mises en pension de titres qui sont réglés par l'entremise de contreparties centrales admissibles (CCA), ainsi que les expositions au risque de crédit découlant d'autres actifs qui sont soumises au cadre de gestion du risque de crédit, notamment les autres actifs figurant au bilan qui ont une pondération en fonction du risque de 100 %, les participations significatives dans les fonds propres d'institutions autres que financières qui ont une pondération en fonction du risque de 1 250 %, le risque de non-règlement et les montants inférieurs aux seuils de déduction qui ont une pondération en fonction du risque de 250 %. Les expositions aux titres détenus à des fins autres que de négociation sont également exclues et sont assujetties à un ensemble de pondérations en fonction du risque qui s'applique selon la nature du titre.

Techniques d'allègement

Nous utilisons des techniques d'allègement pour gérer les relations avec nos clients et réduire les pertes sur créances en cas de défaut, de saisie ou de reprise de possession. Dans certains cas, nous devons peut-être modifier les modalités d'un emprunt pour des raisons découlant des difficultés financières d'un emprunteur, réduisant ainsi la possibilité de défaut. La restructuration de la dette totale est soumise à notre test courant de dépréciation trimestriel qui évalue, entre autres facteurs, les clauses restrictives ou les défauts de paiement. La dotation à la provision pour pertes sur créances est ajustée, le cas échéant.

En ce qui concerne les prêts de détail, les techniques d'allègement comprennent la capitalisation des intérêts, la révision de l'amortissement et la consolidation de dettes. Nous avons instauré des conditions d'admissibilité qui permettent à l'équipe de la Gestion des comptes de clients de formuler des mesures correctives qui conviennent et de proposer des solutions adaptées à la situation de chaque emprunteur.

Les solutions qui existent pour les entreprises clientes et les clients commerciaux dépendent de la situation de chaque client et sont offertes de façon circonspecte dans les cas où il a été établi que le client a ou risque d'avoir de la difficulté à s'acquitter de ses obligations. Les clauses restrictives permettent souvent de déceler des changements dans la situation financière du client avant que ne se concrétise un changement sur le plan de ses habitudes de remboursement, et prévoient généralement un droit pour la banque de rajuster le taux d'intérêt ou d'accélérer le remboursement du prêt. Les solutions peuvent être temporaires ou peuvent faire intervenir d'autres options spéciales de gestion.

Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Le portefeuille de prêts personnels garantis par des biens immobiliers comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels et des marges garantis par des biens immobiliers résidentiels (marges de crédit hypothécaires). Ce portefeuille présente un risque plus faible par rapport à d'autres portefeuilles de détail, car nous détenons un privilège de premier rang sur la plupart des biens immobiliers et un privilège de deuxième rang sur une petite partie du portefeuille. Nous utilisons les mêmes critères de prêt pour approuver les prêts, qu'ils soient assortis d'un privilège de premier rang ou de deuxième rang.

Les informations suivantes sont exigées par le BSIF aux termes de la ligne directrice B-20, Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels (ligne directrice B-20).

Le tableau suivant présente le détail de nos portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de marges de crédit hypothécaires :

En milliards de dollars, au 31 juillet 2026	Prêts hypothécaires à l'habitation ^{1, 2}				Marges de crédit hypothécaires ³		Total			
	Assurés		Non assurés		Non assurées		Assurés		Non assurés	
Ontario ⁴	15,9 \$	10 %	139,4 \$	90 %	11,3 \$	100 %	15,9 \$	10 %	150,7 \$	90 %
Colombie-Britannique et territoires ⁵	4,7	9	46,1	91	4,1	100	4,7	9	50,2	91
Alberta	8,1	31	17,7	69	1,8	100	8,1	29	19,5	71
Québec	5,6	20	22,7	80	1,4	100	5,6	19	24,1	81
Provinces des Prairies / du Centre	2,2	34	4,3	66	0,5	100	2,2	31	4,8	69
Provinces de l'Atlantique	2,2	25	6,5	75	0,7	100	2,2	23	7,2	77
Portefeuille canadien ^{6, 7}	38,7	14	236,7	86	19,8	100	38,7	13	256,5	87
Portefeuille américain ⁶	-	-	3,0	100	-	-	-	-	3,0	100
Autre portefeuille international ⁶	-	-	3,4	100	-	-	-	-	3,4	100
Total des portefeuilles	38,7 \$	14 %	243,1 \$	86 %	19,8 \$	100 %	38,7 \$	13 %	262,9 \$	87 %
31 octobre 2025	39,3 \$	14 %	239,4 \$	86 %	19,8 \$	100 %	39,3 \$	13 %	259,2 \$	87 %

- 1) Les soldes reflètent la valeur du capital.
- 2) Nos prêts hypothécaires liés aux copropriétés au Canada s'élevaient à 45,5 G\$ (44,2 G\$ au 31 octobre 2025), et une tranche de 16 % de ces prêts (15 % au 31 octobre 2025) était assurée.
- 3) Nous n'avions aucune marge de crédit hypothécaire assurée au 31 juillet 2026 et au 31 octobre 2025.
- 4) Comprend un montant de 6,9 G\$ (7,0 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 86,3 G\$ (85,6 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 6,6 G\$ (6,7 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Toronto.
- 5) Comprend un montant de 2,1 G\$ (2,2 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 31,2 G\$ (31,3 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 2,7 G\$ (2,6 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Vancouver.
- 6) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.
- 7) Une tranche de 49 % (51 % au 31 octobre 2025) des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le solde, par deux assureurs canadiens du secteur privé, tous les deux notés au moins AA (faible) par DBRS Limited (Morningstar DBRS).

Le tableau suivant présente les ratios prêt-valeur (RPV)^{1, 2} moyens pour nos prêts hypothécaires à l'habitation et nos marges de crédit hypothécaires non assurés qui ont été montés et acquis au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026 :

	Pour les trois mois clos les						Pour les neuf mois clos les			
	31 juill. 2026		30 avr. 2026		31 juill. 2025		31 juill. 2026		31 juill. 2025	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires
Ontario ³	67 %	69 %	67 %	68 %	67 %	67 %	67 %	68 %	67 %	67 %
Colombie-Britannique et territoires ⁴	65	67	63	65	64	65	64	66	64	65
Alberta	70	71	71	71	71	72	70	71	71	72
Québec	68	70	67	69	68	71	68	70	68	70
Provinces des Prairies / du Centre	70	72	71	73	71	73	71	73	71	73
Provinces de l'Atlantique	67	68	67	68	68	69	67	68	67	68
Portefeuille canadien ⁵	67 %	69 %	66 %	68 %	67 %	68 %	67 %	69 %	67 %	68 %
Portefeuille américain ⁵	67 %	négl.	66 %	68 %	68 %	51 %	67 %	négl.	67 %	53 %
Autre portefeuille international ⁵	71 %	négl.	72 %	négl.	73 %	négl.	72 %	négl.	71 %	négl.

- 1) Les données des périodes précédentes ont été retraitées afin de refléter la mise à jour de la méthode appliquée aux prêts hypothécaires acquis.
- 2) Les RPV pour les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires montés et acquis depuis peu sont calculés en fonction des moyennes pondérées.
- 3) Les RPV moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 67 % (66 % au 30 avril 2026 et 67 % au 31 juillet 2025) et à 67 % au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2026 (67 % au 31 juillet 2025).
- 4) Les RPV moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 64 % (63 % au 30 avril 2026 et 63 % au 31 juillet 2025) et à 63 % au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2026 (64 % au 31 juillet 2025).
- 5) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.
- négl. Négligeable.

Le tableau suivant présente les RPV moyens pour l'ensemble du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada :

	Assurés	Non assurés
31 juillet 2026 ^{1, 2}	64 %	58 %
31 octobre 2025 ^{1, 2}	59 %	55 %

- 1) Les RPV pour les prêts hypothécaires à l'habitation sont calculés en fonction de la moyenne pondérée. Les estimations du prix des maisons pour le 31 juillet 2026 et le 31 octobre 2025 sont fondées sur les indices liés aux régions de tri d'acheminement tirés de l'indice composé de Prix de Maison Teranet canadien – Banque Nationale (Teranet) respectivement au 30 juin 2026 et au 30 septembre 2025. L'indice Teranet constitue une estimation indépendante du taux de changement dans les prix des logements au Canada.
- 2) Le RPV moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto s'est élevé à 62 % (58 % au 31 octobre 2025). Le RPV moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver s'est élevé à 53 % (49 % au 31 octobre 2025).

Les tableaux ci-après résument le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux. Le premier tableau comprend les périodes d'amortissement restantes en fonction des paiements contractuels minimums, en supposant que les prêts hypothécaires à taux variable sont renouvelés à un taux correspondant à celui du tableau d'amortissement original. Le deuxième tableau résume le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux en fonction des paiements réels des clients.

En fonction des paiements contractuels

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	Plus de 35 ans
Portefeuille canadien								
31 juillet 2026	- %	1 %	2 %	16 %	39 %	42 %	- %	- %
31 octobre 2025	- %	1 %	2 %	13 %	41 %	43 %	- %	- %
Portefeuille américain								
31 juillet 2026	- %	- %	- %	4 %	38 %	58 %	- %	- %
31 octobre 2025	- %	- %	- %	3 %	29 %	68 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
31 juillet 2026	8 %	12 %	21 %	22 %	22 %	14 %	1 %	- %
31 octobre 2025	9 %	12 %	21 %	21 %	22 %	14 %	1 %	- %

En fonction des paiements réels des clients

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	Plus de 35 ans
Portefeuille canadien								
31 juillet 2026	1 %	4 %	10 %	20 %	32 %	29 %	1 %	3 %
31 octobre 2025	1 %	3 %	10 %	20 %	32 %	27 %	2 %	5 %
Portefeuille américain								
31 juillet 2026	2 %	3 %	8 %	9 %	33 %	45 %	- %	- %
31 octobre 2025	1 %	3 %	8 %	9 %	25 %	54 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
31 juillet 2026	9 %	12 %	21 %	21 %	22 %	14 %	1 %	- %
31 octobre 2025	9 %	13 %	20 %	21 %	22 %	14 %	1 %	- %

Nous soumettons nos portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit hypothécaires à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence possible d'événements économiques variés. Nos simulations de crise peuvent faire appel à différentes variables, telles que le taux de chômage, le ratio du service de la dette et les variations des prix des logements, afin d'établir des modèles de résultats possibles dans des circonstances précises. Ces simulations font intervenir des variables qui pourraient se comporter différemment selon les situations. Les variables économiques utilisées pour nos principales simulations se situent dans des fourchettes, soit semblables à celles liées à des événements historiques s'étant déroulés lorsque le Canada a connu une récession, soit plus prudentes que celles-ci. Nos résultats démontrent qu'en période de récession notre situation de fonds propres serait suffisante pour absorber les pertes liées aux prêts hypothécaires et aux marges de crédit hypothécaires.

Prêts douteux

Le tableau ci-après présente le détail des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances :

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les						Aux dates indiquées ou pour les neuf mois clos les					
	31 juill. 2026			30 avr. 2026			31 juill. 2025			31 juill. 2025		
	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouverne- ments	Prêts à la consom- mation	Total
Prêts douteux bruts												
Solde au début de la période	2 125 \$	1 842 \$	3 967 \$	2 042 \$	1 752 \$	3 794 \$	1 830 \$	1 465 \$	3 295 \$	2 031 \$	1 605 \$	3 636 \$
Classement dans les prêts douteux au cours de la période	483	977	1 460	347	929	1 276	474	846	1 320	1 333	2 793	4 126
Transfert dans les prêts productifs au cours de la période	(14)	(113)	(127)	(27)	(116)	(143)	(37)	(125)	(162)	(137)	(341)	(478)
Remboursements nets ¹	(448)	(347)	(795)	(162)	(285)	(447)	(427)	(275)	(702)	(805)	(855)	(1 660)
Montants radiés	(94)	(437)	(531)	(68)	(437)	(505)	(94)	(383)	(477)	(332)	(1 271)	(1 603)
Change et autres	42	8	50	(7)	(1)	(8)	6	1	7	4	(1)	3
Solde à la fin de la période	2 094 \$	1 930 \$	4 024 \$	2 125 \$	1 842 \$	3 967 \$	1 752 \$	1 529 \$	3 281 \$	2 094 \$	1 930 \$	4 024 \$
Provision pour pertes sur créances – prêts douteux	717 \$	478 \$	1 195 \$	581 \$	463 \$	1 044 \$	470 \$	482 \$	952 \$	717 \$	478 \$	1 195 \$
Prêts douteux nets²												
Solde au début de la période	1 544 \$	1 379 \$	2 923 \$	1 538 \$	1 290 \$	2 828 \$	1 390 \$	1 001 \$	2 391 \$	1 540 \$	1 114 \$	2 654 \$
Variation nette des prêts douteux bruts	(31)	88	57	83	90	173	(78)	64	(14)	63	325	388
Variation nette de la provision	(136)	(15)	(151)	(77)	(1)	(78)	(30)	(18)	(48)	(226)	13	(213)
Solde à la fin de la période	1 377 \$	1 452 \$	2 829 \$	1 544 \$	1 379 \$	2 923 \$	1 282 \$	1 047 \$	2 329 \$	1 377 \$	1 452 \$	2 829 \$
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts et des acceptations nets	0,46 %			0,49 %			0,40 %			0,46 %		

1) Comprennent les cessions de prêts.

2) Les prêts douteux nets correspondent aux prêts douteux bruts, nets de la provision pour pertes sur créances de troisième stade.

Prêts douteux bruts

Au 31 juillet 2026, les prêts douteux bruts s'élevaient à 4 024 M\$, soit une augmentation de 743 M\$ comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de hausses dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada et dans les secteurs des télécommunications et de la câblodistribution, de la fabrication des biens de consommation, du commerce de détail et de gros, du transport, ainsi que de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux, le tout contrebalancé en partie par des baisses touchant le secteur de l'immobilier et de la construction de même que CIBC Caribbean.

Les prêts douteux bruts ont augmenté de 57 M\$ comparativement à ceux du trimestre précédent en raison principalement de hausses dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada et dans les secteurs du commerce de détail et de gros et du transport, ainsi que de l'incidence de l'appréciation du dollar américain sur notre portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, le tout neutralisé en partie par des

baisses dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, des institutions financières de même que des télécommunications et de la câblodistribution.

Une tranche de 64 % des prêts douteux bruts se rapportait au Canada, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, ainsi qu'aux secteurs du commerce de détail et de gros, de l'immobilier et de la construction, de la fabrication des biens d'équipement, de la fabrication des biens de consommation et des services aux entreprises.

Une tranche de 20 % des prêts douteux bruts se rapportait aux États-Unis, dont la majorité était liée aux secteurs de la fabrication des biens d'équipement, de l'immobilier et de la construction, de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux, du transport, des institutions financières et de la fabrication des biens de consommation.

Les prêts douteux bruts restants se rapportaient principalement à CIBC Caribbean et à l'Europe, la majorité étant liée au secteur des télécommunications et de la câblodistribution, aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels et au secteur des services aux entreprises.

Provision pour pertes sur créances – prêts douteux

La provision pour pertes sur prêts douteux s'est élevée à 1 195 M\$, soit une hausse de 243 M\$ comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de hausses dans les secteurs du commerce de détail et de gros, de la fabrication des biens de consommation, des télécommunications et de la câblodistribution, du transport ainsi que du matériel informatique et des logiciels, compensées en partie par une baisse touchant CIBC Caribbean.

La provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté de 151 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent en raison surtout de hausses dans les secteurs du commerce de détail et de gros, de la fabrication des biens d'équipement et du transport ainsi que dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, neutralisées en partie par une baisse dans le secteur des télécommunications et de la câblodistribution.

Prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts non douteux, dont les remboursements de principal ou les versements d'intérêts sont en souffrance aux termes du contrat. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ces prêts ne sont en général pas représentatifs de la capacité des emprunteurs de s'acquitter de leurs obligations de paiement.

En millions de dollars aux			31 juill. 2026	31 oct. 2025
	De 31 jours à 90 jours	Plus de 90 jours	Total	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 312 \$	- \$	1 312 \$	1 239 \$
Prêts personnels	259	-	259	251
Cartes de crédit	280	196	476	440
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	318	-	318	327
Total	2 169 \$	196 \$	2 365 \$	2 257 \$

Expositions à certains pays et à certaines régions

Le tableau suivant présente nos expositions à certains pays et à certaines régions à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

Nos expositions directes présentées dans le tableau ci-après se composent : A) des expositions capitalisées – les prêts au bilan (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant), les dépôts auprès d'autres banques (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant) et les valeurs mobilières (présentées à leur valeur comptable); B) des expositions non capitalisées – les engagements de crédit inutilisés, les lettres de crédit et cautionnements (présentés au montant notionnel, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant); et C) des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés (présentées à leur juste valeur) et des transactions assimilées à des mises en pension de titres (présentées à leur juste valeur).

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos positions dans ces régions :

Expositions directes												Créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés et transactions assimilées à des mises en pension de titres ¹	
Capitalisées				Non capitalisées									
Total des expositions capitalisées (A)				Total des expositions non capitalisées (B)									
En millions de dollars, au 31 juillet 2026	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Total des expositions capitalisées (A)	Prêts aux entreprises	Prêts aux banques	Total des expositions non capitalisées (B)	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Expositions nettes (C)	Total de l'exposition directe (A)+(B)+(C)	
Royaume-Uni	13 346 \$	1 363 \$	4 876 \$	19 585 \$	9 382 \$	2 284 \$	11 666 \$	618 \$	77 \$	1 391 \$	2 086 \$	33 337 \$	
Europe, à l'exclusion du Royaume-Uni ²	11 786	2 906	16 160	30 852	9 094	2 900	11 994	516	209	2 128	2 853	45 699	
Caraïbes	5 892	2 242	5 776	13 910	2 467	3 832	6 299	50	-	190	240	20 449	
Amérique latine ³	230	38	8	276	935	18	953	-	44	-	44	1 273	
Asie	4 018	1 783	2 750	8 551	211	1 036	1 247	19	591	1 479	2 089	11 887	
Océanie ⁴	5 725	839	1 271	7 835	4 271	284	4 555	338	-	245	583	12 973	
Divers	31	-	4	35	336	-	336	-	-	-	-	371	
Total ⁵	41 028 \$	9 171 \$	30 845 \$	81 044 \$	26 696 \$	10 354 \$	37 050 \$	1 541 \$	921 \$	5 433 \$	7 895 \$	125 989 \$	
31 octobre 2025	37 188 \$	8 950 \$	20 041 \$	66 179 \$	26 006 \$	8 710 \$	34 716 \$	930 \$	651 \$	4 139 \$	5 720 \$	106 615 \$	

1) Les montants sont présentés nets des REC et des garanties. La garantie offerte à l'égard des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés s'établissait à 15,3 G\$ (8,7 G\$ au 31 octobre 2025) et la garantie offerte à l'égard des transactions assimilées à des mises en pension de titres s'élevait à 209,4 G\$ (160,3 G\$ au 31 octobre 2025), les deux garanties comprenant des liquidités et des titres de créance de qualité supérieure.

2) Les expositions à la Russie et à l'Ukraine sont plus que minimales.

3) Comprend le Mexique, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud.

4) Comprend l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

5) Compte non tenu d'expositions de 8 249 M\$ (6 588 M\$ au 31 octobre 2025) à des entités supranationales (organisation multinationale ou union politique dont les membres sont des États-nations).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail. Il découle des activités de négociation et de trésorerie de la CIBC et englobe toutes les activités de positionnement sur le marché et les activités de tenue de marché.

Le portefeuille de négociation s'entend des positions sur instruments financiers et marchandises détenues dans le but de répondre aux besoins à court terme de nos clients.

Les portefeuilles autres que de négociation comprennent des positions détenues dans diverses devises qui ont trait à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux activités de placement.

Mesure de risque

Le tableau suivant présente les soldes du bilan consolidé intermédiaire qui sont exposés au risque de marché. Certains écarts entre le classement comptable et le classement fondé sur les risques sont expliqués en détail dans les notes de bas de tableau ci-après :

En millions de dollars aux	31 juill. 2026						31 oct. 2025 ¹		
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Risque autre que de négociation – principale sensibilité aux risques
		Activités de négo- ciation	Activités autres que de négo- ciation			Activités de négo- ciation	Activités autres que de négo- ciation		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques ²	15 327	\$ -	\$ 15 327	\$ -	12 379	\$ -	\$ 12 379	\$ -	de taux d'intérêt, de change
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	42 161	-	42 161	-	31 624	-	31 624	-	de taux d'intérêt
Valeurs mobilières	303 670	134 425	169 245	-	283 235	123 157	160 078	-	de taux d'intérêt, lié aux actions
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 673	-	23 673	-	21 697	-	21 697	-	de taux d'intérêt
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	89 525	14 479	75 046	-	86 695	17 651	69 044	-	de taux d'intérêt
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	290 513	-	290 513	-	287 033	-	287 033	-	de taux d'intérêt
Prêts personnels	48 578	-	48 578	-	47 866	-	47 866	-	de taux d'intérêt
Cartes de crédit	22 547	-	22 547	-	21 581	-	21 581	-	de taux d'intérêt
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	254 423	424	253 999	-	237 416	443	236 973	-	de taux d'intérêt
Provision pour pertes sur créances	(4 646)	-	(4 646)	-	(4 392)	-	(4 392)	-	de taux d'intérêt
Dérivés	36 383	33 473	2 910	-	38 352	34 030	4 322	-	de taux d'intérêt, de change
Autres actifs	55 628	9 128	35 732	10 768	53 452	7 684	35 242	10 526	de taux d'intérêt, lié aux actions, de change
Total de l'actif	1 177 782	\$ 191 929	\$ 975 085	\$ 10 768	1 116 938	\$ 182 965	\$ 923 447	\$ 10 526	
Dépôts	852 175	\$ 33 794 ³	\$ 818 381	\$ -	808 124	\$ 30 543 ³	\$ 777 581	\$ -	de taux d'intérêt
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	23 633	22 658	975	-	24 244	24 101	143	-	de taux d'intérêt
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	11 007	-	11 007	-	6 031	-	6 031	-	de taux d'intérêt
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	138 707	-	138 707	-	130 042	-	130 042	-	de taux d'intérêt
Dérivés	41 145	38 658	2 487	-	41 411	40 236	1 175	-	de taux d'intérêt, de change
Autres passifs	36 864	4 541	24 704	7 619	34 854	4 032	23 100	7 722	de taux d'intérêt
Titres secondaires	6 762	-	6 762	-	7 819	-	7 819	-	de taux d'intérêt
Total du passif	1 110 293	\$ 99 651	\$ 1 003 023	\$ 7 619	1 052 525	\$ 98 912	\$ 945 891	\$ 7 722	

1) Certaines informations de la période précédente ont été retraitées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour le premier trimestre de 2026.

2) La trésorerie comprend les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada.

3) Comprend des dépôts désignés à la juste valeur qui sont considérés comme des activités de négociation aux fins du risque de marché, y compris certains billets de dépôt exposés au risque lié aux actions et couverts sur le plan économique par les portefeuilles de négociation.

Activités de négociation

Nous détenons des positions dans des contrats financiers négociés en vue de répondre aux besoins de nos clients en matière de gestion du risque et de placement. Les produits de négociation (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts) proviennent de ces transactions. Les instruments de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur et comprennent des titres de créance, des titres de participation et des dérivés de taux d'intérêt, de change, sur actions, sur marchandises et de crédit.

Valeur à risque

Notre méthode de la valeur à risque (VAR) est une technique statistique qui permet de mesurer la perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. Nous utilisons une méthode de réévaluation totale au moyen d'une simulation historique pour calculer la VAR et d'autres mesures de risque.

Le tableau ci-après présente la VAR selon la catégorie de risque pour nos activités de négociation.

En millions de dollars	31 juill. 2026				30 avr. 2026		31 juill. 2025		31 juill. 2026		31 juill. 2025	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	12,4 \$	3,6 \$	4,3 \$	6,4 \$	5,3 \$	6,5 \$	9,0 \$	7,4 \$	7,1 \$	7,8 \$	7,1 \$	7,8 \$
Risque d'écart de taux	1,5	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,3	1,6	1,0	1,8	1,0	1,8
Risque lié aux actions	13,4	8,4	10,6	10,7	11,3	8,4	9,5	9,5	8,4	9,8	8,4	9,8
Risque de change	1,5	0,3	1,0	0,6	0,9	0,8	0,8	1,0	0,7	1,2	0,7	1,2
Risque lié aux marchandises	5,9	2,6	5,9	3,7	4,0	3,7	2,5	2,3	3,9	3,4	3,9	3,4
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(11,9)	(11,3)	(11,3)	(10,3)	(13,3)	(10,6)	(10,7)	(12,1)	(10,7)	(12,1)
Total de la VAR (mesure de un jour)	14,3 \$	9,0 \$	10,9 \$	11,1 \$	11,2 \$	10,1 \$	9,8 \$	11,2 \$	10,4 \$	11,9 \$	10,4 \$	11,9 \$

1) Le total de la VAR est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

La VAR totale moyenne pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 a augmenté de 1,0 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, du fait d'une augmentation de l'exposition aux dérivés sur actions, contrebalancée en partie par une augmentation de l'effet de diversification.

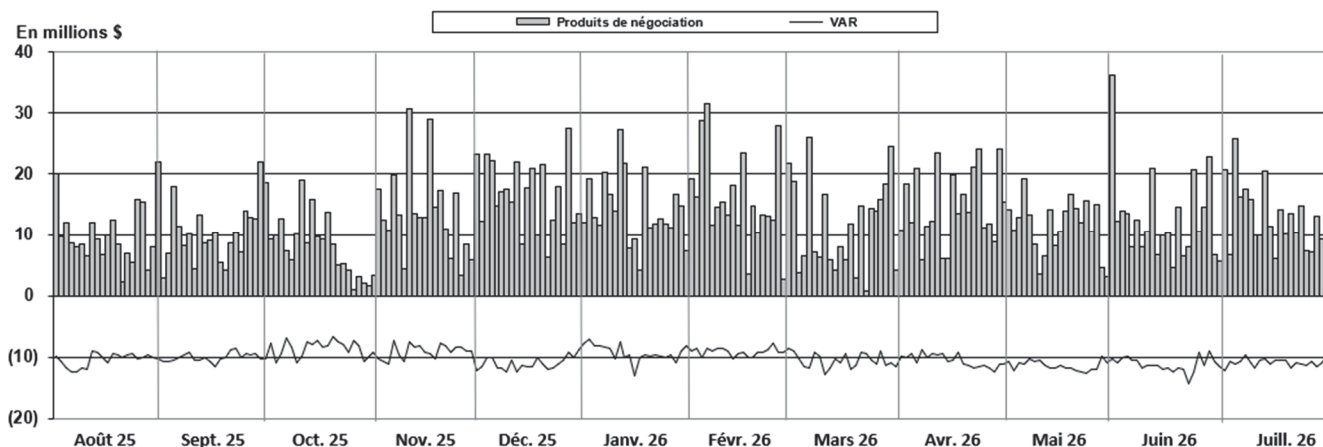
Produits de négociation

Les produits de négociation comprennent les produits nets d'intérêts issus des activités de négociation et les produits autres que d'intérêts et excluent la rémunération de prise ferme et les commissions.

Au cours du trimestre considéré, les produits de négociation ont été positifs 100 % des jours. Les produits quotidiens moyens de négociation se sont établis à 12,4 M\$ au cours du trimestre considéré. Les produits quotidiens moyens de négociation correspondent au total des produits de négociation, divisé par le nombre de jours ouvrables dans la période.

Produits de négociation par rapport à la VAR

Le graphique des produits de négociation par rapport à la VAR ci-après présente les produits quotidiens de négociation du trimestre considéré et des trois trimestres précédents par rapport aux mesures de la VAR à la fermeture des bureaux.



Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écarts entre les dates de révision des taux des actifs et des passifs, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation. La gestion du risque de taux d'intérêt structurel vise à pérenniser les marges des produits et à générer des produits nets d'intérêts stables et prévisibles au fil du temps, tout en gérant le risque pour la valeur économique de nos actifs découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt structurel résulte des différences entre les échéances ou les dates de révision des taux des actifs et passifs figurant au bilan et hors bilan, des options intégrées dans les produits de détail, ainsi que d'autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options relatives au remboursement anticipé des prêts ou au rachat des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Les modèles utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel se fondent sur un certain nombre d'hypothèses touchant les flux de trésorerie, la révision des prix des produits et l'administration des taux. Les hypothèses clés ont trait au profil de financement prévu des engagements hypothécaires, aux comportements en matière de remboursement anticipé des prêts à taux fixe et de rachat des dépôts à terme, ainsi qu'au traitement des dépôts sans échéance et des capitaux propres. Toutes les hypothèses sont fondées sur des données empiriques sur les comportements passés des clients, la composition du bilan et la tarification des produits en prenant en compte d'éventuels changements prospectifs. Tous les modèles et toutes les hypothèses utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel font l'objet d'une surveillance indépendante par le groupe Gestion du risque. Divers instruments de trésorerie et dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, sont employés pour gérer ces risques.

Le tableau ci-après présente l'incidence avant impôt potentielle d'une hausse ou d'une baisse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur les produits nets d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres prévus sur 12 mois pour notre bilan structurel, en présumant que la direction n'a réalisé aucune opération de couverture ultérieure et que la composition des activités et les marges sur les produits sont demeurées inchangées.

Sensibilité au risque de taux d'intérêt structurel – mesures

En millions de dollars (avant impôt), aux	31 juill. 2026			30 avr. 2026			31 juill. 2025		
	\$ CA ¹	\$ US	Total	\$ CA ¹	\$ US	Total	\$ CA ¹	\$ US	Total
Hausse de 100 points de base de taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	110 \$	67 \$	177 \$	72 \$	47 \$	119 \$	116 \$	31 \$	147 \$
Augmentation (diminution) de la valeur économique des capitaux propres	(1 068)	(487)	(1 555)	(1 088)	(454)	(1 542)	(1 072)	(441)	(1 513)
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	(161)	(69)	(230)	(114)	(50)	(164)	(191)	(34)	(225)
Augmentation (diminution) de la valeur économique des capitaux propres	993	484	1 477	962	444	1 406	922	437	1 359

1) Comprend l'exposition au dollar canadien et à d'autres devises.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de suffisamment de trésorerie et d'équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière rentable pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. Les sources courantes de risque de liquidité propres aux services bancaires comprennent les retraits non prévus de dépôts, l'incapacité de remplacer les dettes arrivant à échéance, les engagements au titre du crédit et des liquidités et les autres exigences en matière de mise en gage ou de garantie.

Notre approche en matière de gestion du risque de liquidité appuie notre stratégie d'entreprise, s'harmonise avec notre intérêt à l'égard du risque et respecte les attentes en matière de réglementation.

Nos stratégies, objectifs et pratiques en matière de gestion sont évalués régulièrement afin de refléter les changements du contexte de liquidité, dont les faits nouveaux sur le plan de la réglementation, des affaires et/ou des marchés. Le risque de liquidité demeure dans les limites de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC.

Gouvernance et gestion

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à une crise de liquidité sans mettre en péril la survie de nos activités. Les flux de trésorerie réels et prévus découlant des positions au bilan et hors bilan sont évalués et suivis régulièrement pour assurer leur conformité aux limites convenues. Nous incluons des simulations de crise à notre gestion et à notre évaluation du risque de liquidité. Les résultats des simulations de crise nous aident à élaborer les hypothèses concernant la liquidité et à relever les contraintes éventuelles en matière de planification du financement, et favorisent l'élaboration de notre plan de financement d'urgence.

Le risque de liquidité est géré au moyen du modèle des trois lignes de défense, et la gestion continue du risque de liquidité incombe au trésorier, avec l'appui du Comité mondial de gestion de l'actif et du passif (CMGAP).

Le trésorier est responsable de la gestion des activités et processus requis pour évaluer la position de risque de liquidité de la CIBC, en faire le suivi et en faire rapport, ce qui représente la première ligne de défense.

Le groupe Gestion du risque de marché lié à l'illiquidité et aux activités autres que de négociation procède à une surveillance indépendante de la mesure, du suivi et du contrôle du risque de liquidité, soit la deuxième ligne de défense.

La fonction Vérification interne est responsable de la troisième ligne de défense en fournissant une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance de la CIBC, des processus de gestion du risque et du contrôle interne de la CIBC dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Le CMGAP dirige la gestion du risque de liquidité de la CIBC en s'assurant que les méthodes, hypothèses et paramètres clés liés à la gestion du risque de liquidité sont évalués régulièrement et cadrent avec les exigences de la CIBC. Le Comité de gestion du risque de liquidité, un sous-comité du CMGAP, surveille le risque global de liquidité et a la responsabilité de s'assurer que le profil de risque de liquidité de la CIBC est évalué et géré de façon exhaustive conformément à l'orientation stratégique et à l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC ainsi qu'aux exigences réglementaires.

Le Comité de gestion du risque (CGR) assure la gouvernance au moyen d'un examen semestriel de la politique de gestion du risque de liquidité de la CIBC et recommande au conseil un seuil de tolérance au risque de liquidité dans l'énoncé sur l'intérêt à l'égard du risque, lequel est examiné chaque année.

Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles se composent de liquidités et de titres négociables non grevés au bilan et hors bilan pouvant être utilisés pour accéder à du financement en temps opportun. Les actifs liquides grevés, qui comprennent les actifs donnés en garantie et les actifs qui sont réputés être soumis à des restrictions juridiques, opérationnelles ou de tout autre ordre, ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles lorsque nous évaluons le risque de liquidité. La composition des actifs est appuyée par une surveillance de la concentration par émetteur, durée et type de produit pour faire en sorte que les portefeuilles d'actifs liquides à l'échelle de la banque contiennent une combinaison d'actifs qui respectent les exigences en matière de liquidité, y compris en situation de crise.

Le sommaire de nos actifs liquides grevés et non grevés au bilan et hors bilan est présenté ci-après :

		Actifs liquides détenus par la banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés ¹
En millions de dollars aux						
31 juill. 2026	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	57 488 \$	- \$	57 488 \$	285 \$	57 203 \$
	Valeurs mobilières émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement	194 458	127 005	321 463	179 635	141 828
	Autres titres de créance	8 655	21 215	29 870	16 124	13 746
	Titres de participation	86 594	48 932	135 526	89 197	46 329
	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> garantis par le gouvernement canadien	25 792	2 500	28 292	20 525	7 767
	Autres actifs liquides ²	19 921	6 112	26 033	12 489	13 544
	Total	392 908 \$	205 764 \$	598 672 \$	318 255 \$	280 417 \$
31 oct. 2025	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	44 003 \$	- \$	44 003 \$	285 \$	43 718 \$
	Valeurs mobilières émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement	188 603	119 484	308 087	167 774	140 313
	Autres titres de créance	7 273	14 675	21 948	11 065	10 883
	Titres de participation	72 778	44 189	116 967	76 927	40 040
	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> garantis par le gouvernement canadien	31 690	4 053	35 743	23 275	12 468
	Autres actifs liquides ²	20 834	4 616	25 450	10 708	14 742
	Total	365 181 \$	187 017 \$	552 198 \$	290 034 \$	262 164 \$

1) Les actifs liquides non grevés correspondent aux actifs au bilan, aux actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension de titres et aux autres garanties hors bilan reçues, moins les actifs liquides grevés.

2) Comprennent des liquidités données en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés, certains titres adossés à des créances mobilières et des métaux précieux.

Le tableau ci-après présente un sommaire des actifs liquides non grevés détenus par la CIBC (société mère) et ses filiales canadiennes et étrangères :

En millions de dollars aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
CIBC (société mère)	185 416 \$	171 850 \$
Filiales canadiennes	13 000	16 327
Filiales étrangères	82 001	73 987
Total	280 417 \$	262 164 \$

Dans un scénario de crise de liquidité, des décotes hypothétiques et des hypothèses liées à l'ampleur de la monétisation des actifs sont appliquées pour déterminer la valeur de la liquidité des actifs. Les décotes tiennent compte des marges applicables dans les banques centrales, comme la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine, d'observations historiques et de caractéristiques liées aux valeurs mobilières, y compris le type, l'émetteur, la note de crédit, la devise et la durée à courir jusqu'à l'échéance, ainsi que les lignes directrices réglementaires applicables.

Au 31 juillet 2026, nos actifs liquides non grevés affichaient une hausse de 28,2 G\$ depuis le 31 octobre 2025, du fait surtout de l'intensification des activités de financement de titres afin de financer la croissance des actifs. Nos actifs liquides non grevés affichaient une augmentation de 18,3 G\$, en lien principalement avec une hausse de la trésorerie et des titres de participation détenus.

En outre, nous conservons notre admissibilité au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada et au guichet d'escompte de la Réserve fédérale américaine.

Actifs assortis d'une charge

Dans le cours de nos activités quotidiennes, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage afin de garantir des obligations, de participer aux systèmes de compensation et de règlement et à d'autres fins de gestion des garanties.

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan :

En millions de dollars aux		Actifs grevés		Actifs non grevés		Total de l'actif
		Donnés en garantie	Divers ¹	Disponibles à titre de garantie	Divers ²	
31 juill. 2026	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	285 \$	57 203 \$	- \$	57 488 \$
	Valeurs mobilières ³	289 981	7 464	215 447	-	512 892
	Prêts, nets de la provision pour pertes sur créances ⁴	-	56 660	19 761	534 994	611 415
	Autres actifs	5 838	-	7 237	78 936	92 011
	Total	295 819 \$	64 409 \$	299 648 \$	613 930 \$	1 273 806 \$
31 oct. 2025	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	285 \$	43 718 \$	- \$	44 003 \$
	Valeurs mobilières ³	259 632	6 842	205 978	-	472 452
	Prêts, nets de la provision pour pertes sur créances ⁴	-	67 227	23 509	498 768	589 504
	Autres actifs	8 132	-	6 492	77 180	91 804
	Total	267 764 \$	74 354 \$	279 697 \$	575 948 \$	1 197 763 \$

1) Comprennent les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la CIBC et les actifs faisant l'objet de restrictions d'ordre juridique ou autre, dont celles visant les liquidités soumises à restrictions.

2) Les autres actifs non grevés ne font l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation pour obtenir du financement ou à titre de garantie, mais ils ne sont pas considérés comme disponibles immédiatement aux fins des programmes d'emprunts existants.

3) Le total des valeurs mobilières comprend certaines valeurs mobilières au bilan et celles hors bilan obtenues dans le cadre de prises en pension de titres, de transactions d'emprunts garantis et d'échanges de sûretés.

4) Les prêts figurant comme disponibles à titre de garantie correspondent aux prêts sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et aux prêts admissibles auprès des Federal Home Loan Banks.

Restrictions sur les mouvements de fonds

Nos filiales ne sont pas soumises à des restrictions importantes qui empêcheraient le transfert de fonds, le versement de dividendes ou les remboursements de capital. Cependant, certaines filiales sont soumises à des exigences distinctes en matière de fonds propres et de liquidité, qui sont fixées par les organismes de réglementation des banques et des valeurs mobilières compétents.

Nous suivons et gérons les exigences en matière de liquidité et de fonds propres dans ces entités afin d'assurer l'utilisation efficace des ressources et le respect, par les entités, des exigences réglementaires et politiques régionales.

Ratio de liquidité à court terme

L'objectif du LCR est de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment de ressources liquides de haute qualité non grevées pour répondre à ses besoins de liquidité dans un scénario de crise grave qui durerait 30 jours. Les banques canadiennes sont tenues par le BSIF d'atteindre un LCR minimal de 100 %. Nous respectons cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, nous présentons chaque mois des rapports sur le LCR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés sur le total des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours calendaires suivants.

Le numérateur du LCR est l'encours des HQLA non grevés, lequel respecte un ensemble de critères d'admissibilité définis par le BSIF qui tient compte des caractéristiques fondamentales et liées au marché, et de la capacité opérationnelle relative de monétiser les actifs en temps opportun en période de crise. Notre portefeuille d'actifs liquides, dont la gestion est centralisée, comprend les actifs liquides présentés dans les HQLA, tels que les bons du Trésor et les obligations du gouvernement central, les dépôts auprès de la banque centrale ainsi que les titres d'État, d'organismes, de provinces et de sociétés ayant une cote élevée. Les limites quant à l'admissibilité des actifs, inhérentes au LCR, ne reflètent pas nécessairement notre évaluation interne quant à notre capacité à monétiser nos actifs négociables en situation de crise.

Le dénominateur du ratio reflète les sorties nettes de trésorerie attendues dans un scénario de crise pour le LCR durant une période de 30 jours calendaires. Les sorties de trésorerie attendues représentent les taux de retrait et de décaissement définis pour le LCR appliqués respectivement aux soldes de passifs et aux engagements hors bilan. Les retraits sur dépôts des entreprises et des institutions financières, les retraits sur les marges de crédit non utilisées ainsi que les créances non garanties à l'échéance sont parmi nos principales sorties de trésorerie pour le LCR. Les sorties de trésorerie sont en partie contrebalancées par les entrées de trésorerie, qui sont calculées selon les taux d'entrées de trésorerie prescrits pour le LCR par le BSIF et qui comprennent les remboursements de prêts productifs et les actifs négociables qui ne sont pas des HQLA arrivant à échéance.

Lors d'une crise financière, les institutions peuvent utiliser leurs ressources de HQLA, les faisant passer sous le seuil des 100 %, puisque le fait de maintenir le LCR au seuil de 100 % en pareilles circonstances pourrait entraîner des répercussions négatives excessives pour les institutions et d'autres participants au marché.

Le LCR est calculé et présenté à l'aide d'un modèle standard prescrit par le BSIF.

En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 31 juillet 2026

	Valeur non pondérée totale ¹	Valeur pondérée totale ²
HQLA		
1 HQLA	s. o.	211 128 \$
Sorties de trésorerie		
2 Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	243 223 \$	21 849 \$
3 Dépôts stables	106 510	3 195
4 Dépôts moins stables	136 713	18 654
5 Financement de gros non garanti, dont :	276 498	114 528
6 Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	151 243	36 793
7 Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	109 773	62 530
8 Dettes non garanties	15 482	15 205
9 Financement de gros garanti	s. o.	43 304
10 Exigences supplémentaires, dont :	211 250	45 132
11 Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	27 581	9 072
12 Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	9 216	9 216
13 Facilités de crédit et de liquidité	174 453	26 844
14 Autres obligations de financement contractuelles	5 844	4 797
15 Autres obligations de financement conditionnelles	511 154	11 245
16 Total des sorties de trésorerie	s. o.	240 855 \$
Entrées de trésorerie		
17 Prêts garantis (p. ex. prises en pension de titres)	179 842 \$	34 463 \$
18 Entrées liées aux expositions parfaitement productives	18 301	9 334
19 Autres entrées de trésorerie	30 411	30 411
20 Total des entrées de trésorerie	228 554 \$	74 208 \$
		Valeur ajustée totale
21 Total des HQLA	s. o.	211 128 \$
22 Total des sorties nettes de trésorerie	s. o.	166 647 \$
23 LCR	s. o.	127 %

En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 30 avril 2026

	Valeur ajustée totale
24 Total des HQLA	s. o. 204 468 \$
25 Total des sorties nettes de trésorerie	s. o. 155 702 \$
26 LCR	s. o. 131 %

1) Les valeurs des entrées et sorties de trésorerie non pondérées sont calculées comme étant les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours des différents types ou catégories de passifs, d'éléments hors bilan ou de créances contractuelles.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après application des décotes (aux fins des HQLA) et des taux d'entrées et de sorties de trésorerie prescrits par le BSIF.

s. o. Sans objet, conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Au 31 juillet 2026, notre LCR moyen avait diminué, passant de 131 % au trimestre précédent à 127 %, ce qui découle d'une augmentation des sorties nettes de trésorerie, en lien principalement avec une augmentation du financement de gros garanti, des dépôts moins stables et des dépôts non opérationnels, neutralisée en partie par une hausse des HQLA.

Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan. Les banques canadiennes désignées BISN sont tenues de maintenir un NSFR minimal de 100 % sur une base consolidée bancaire. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, nous présentons chaque trimestre des rapports sur le NSFR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total du financement stable disponible (FSD) sur le total du financement stable exigé (RSF).

Le numérateur est la part des fonds propres et des passifs qui est considérée comme fiable sur une période d'un an. Le NSFR considère que les sources de financement à long terme sont plus stables que le financement à court terme et que les dépôts de clients de détail et d'entreprises sont plus stables dans les faits que le financement de gros d'une même durée. Conformément à notre stratégie en matière de financement, les principaux facteurs qui sous-tendent notre FSD comprennent les dépôts provenant des clients, ainsi que le financement de gros garanti et non garanti et les instruments de fonds propres.

Le dénominateur représente le montant du financement stable requis en fonction des caractéristiques de liquidité définies par le BSIF et de la durée résiduelle des actifs et des expositions hors bilan. Le NSFR attribue divers niveaux de RSF, de telle sorte que les HQLA et les expositions à court terme sont présumés avoir des exigences de financement moins élevées que les expositions moins liquides et à plus long terme. Notre RSF est en grande partie influencé par les prêts de détail, commerciaux et aux entreprises, les investissements dans des actifs liquides, les expositions sur dérivés, ainsi que les marges de crédit non utilisées et les liquidités.

Le FSD et le RSF peuvent être ajustés à 0 % pour certains passifs et actifs qui sont considérés comme interdépendants s'ils respectent les critères définis pour le NSFR, lesquels tiennent compte notamment de la fin servie par ces passifs et actifs interdépendants, de leur montant, des flux de trésorerie qui y sont associés, de leur durée et de leurs contreparties afin de s'assurer que l'institution agit exclusivement en tant qu'unité de transmission pour les transactions sous-jacentes. Le cas échéant, nous présentons les actifs et passifs interdépendants des opérations qui sont admissibles à un tel traitement selon la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF.

Le NSFR est calculé et présenté à l'aide d'un modèle de déclaration prescrit par le BSIF, lequel présente les principaux renseignements quantitatifs en fonction des caractéristiques de liquidité propres au NSFR, comme il est défini dans la ligne directrice Normes de liquidité. Par conséquent, les montants présentés dans le tableau ci-après pourraient ne pas permettre d'effectuer une comparaison directe entre eux et les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires.

	a	b	c	d	e
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	
En millions de dollars, au 31 juillet 2026					
Élément de FSD					
1 Fonds propres	67 974 \$	- \$	- \$	6 267 \$	74 241 \$
2 Fonds propres réglementaires	67 974	-	-	6 267	74 241
3 Autres instruments de fonds propres	-	-	-	-	-
4 Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises	213 220	46 287	20 752	17 195	272 294
5 Dépôts stables	96 799	18 612	11 038	9 178	129 305
6 Dépôts moins stables	116 421	27 675	9 714	8 017	142 989
7 Financement de gros	228 645	231 652	71 796	133 379	299 594
8 Dépôts opérationnels	151 683	5 862	-	-	78 773
9 Autres financements de gros	76 962	225 790	71 796	133 379	220 821
10 Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	-	1 016	1 037	13 340	-
11 Autres passifs	-	-	75 666 ¹	-	13 237
12 Passifs d'instruments dérivés du NSFR	-	-	15 019 ¹	-	-
13 Tous autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	-	47 345	130	13 172	13 237
14 FSD total					659 366 \$
Élément de RSF					
15 Total des HQLA du NSFR					28 829 \$
16 Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	3 065	-	287	1 819
17 Prêts et titres productifs	139 219	145 156	85 081	368 528	480 999
18 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	-	35 074	6 266	146	5 036
19 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis	3 130	55 133	13 280	13 738	29 565
20 Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	87 081	22 925	23 171	142 787	218 839
21 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
22 Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	19 142	30 004	42 278	196 469	188 041
23 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	19 142	29 928	42 202	190 542	182 927
24 Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	29 866	2 020	86	15 388	39 518
25 Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	-	1 016	1 037	13 340	-
26 Autres actifs	18 549	-	63 824 ¹	-	52 123
27 Produits de base physiques, y compris l'or	7 237	-	-	-	6 152
28 Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale	-	-	15 953 ¹	-	13 560
29 Actifs d'instruments dérivés du NSFR	-	-	9 719 ¹	-	-
30 Passifs d'instruments dérivés du NSFR avant déduction de la marge de variation versée	-	-	136 ¹	-	1 196
31 Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	11 312	26 648	103	11 265	31 215
32 Éléments hors bilan			539 179 ¹		18 712
33 RSF total					582 482 \$
34 NSFR					113 %
					Valeur pondérée
En millions de dollars, au 30 avril 2026					
35 FSD total					645 887 \$
36 RSF total					565 530 \$
37 NSFR					114 %

1) Aucune période définie pour la conception du modèle de présentation.

Au 31 juillet 2026, notre NSFR avait reculé, passant de 114 % au trimestre précédent à 113 %, en raison surtout d'une augmentation du RSF lié aux prêts et titres productifs, neutralisée en grande partie par une hausse du FSD lié au financement de gros.

La CIBC tient compte de l'incidence de ses décisions d'affaires sur le LCR, le NSFR et les autres mesures du risque de liquidité qu'elle surveille régulièrement grâce à une solide fonction de gestion du risque de liquidité. Les variables pouvant avoir un effet sur les mesures de mois en mois comprennent, sans s'y limiter, des éléments tels que les activités et les échéances du financement de gros, les initiatives stratégiques au chapitre du bilan ainsi que les opérations et les conditions de marché ayant une incidence sur les garanties.

La présentation du LCR et du NSFR est calibrée de façon centralisée par l'unité Trésorerie, en collaboration avec les unités d'exploitation stratégiques et d'autres groupes fonctionnels.

Financement

Nous finançons nos activités par l'entremise de dépôts provenant des clients, ainsi qu'au moyen d'une grande variété de financements de gros.

Notre approche principale vise à financer notre bilan consolidé au moyen de dépôts mobilisés principalement par l'entremise des services aux particuliers et des services aux entreprises. Nous conservons des dépôts de base fondés sur les relations clients, dont la stabilité fait régulièrement l'objet d'évaluations statistiques élaborées en interne.

Nous avons régulièrement accès à des sources de financement à court et à long terme, garanties et non garanties, et qui sont diversifiées en termes de pays, de type de déposant, d'instrument, de devise et d'échéance. Nous mobilisons du financement à long terme grâce à nos programmes actuels, y compris les obligations sécurisées, les titrisations d'actifs et les créances non garanties.

Nous évaluons constamment les occasions de diversification de nos produits de financement et des segments d'investisseurs afin d'optimiser la souplesse du financement et de réduire la concentration des sources de fonds et les coûts de financement. Nous surveillons régulièrement les niveaux de financement de gros et les concentrations par rapport aux limites internes permises, ce qui est conforme au profil de risque de liquidité que nous recherchons.

Le CMGAP et le CGR examinent et approuvent le plan de financement de la CIBC, qui englobe la croissance projetée des actifs et des passifs, les échéances du financement et les données découlant de nos prévisions sur la situation de liquidité.

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles de nos sources de financement de gros, à leur valeur comptable :

En millions de dollars, au 31 juillet 2026	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 12 mois	Moins de 1 an au total	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts provenant d'autres banques¹	7 373 \$	1 223 \$	2 208 \$	2 068 \$	12 872 \$	- \$	- \$	12 872 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	7 868	8 927	16 732	37 161	70 688	22	-	70 710
Billets de dépôt au porteur et acceptations bancaires	317	1 472	3 729	1 092	6 610	-	-	6 610
Billets à moyen terme non garantis de premier rang²	-	2 984	4 302	12 445	19 731	16 738	40 042	76 511
Billets structurés non garantis de premier rang	-	24	-	149	173	25	70	268
Obligations sécurisées/titres adossés à des créances mobilières								
Titrisation de créances hypothécaires ³	-	569	436	1 034	2 039	2 471	12 085	16 595
Obligations sécurisées	-	3 904	3 505	3 987	11 396	6 775	19 959	38 130
Titrisation de créances sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	2 298	196	2 494
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-	6 762	6 762
Divers⁴	-	-	3 505	-	3 505	-	8	3 513
Total	15 558 \$	19 103 \$	34 417 \$	57 936 \$	127 014 \$	28 329 \$	79 122 \$	234 465 \$
Dont :								
Garanti	- \$	4 473 \$	3 941 \$	5 021 \$	13 435 \$	11 544 \$	32 240 \$	57 219 \$
Non garanti	15 558	14 630	30 476	52 915	113 579	16 785	46 882	177 246
Total	15 558 \$	19 103 \$	34 417 \$	57 936 \$	127 014 \$	28 329 \$	79 122 \$	234 465 \$
31 octobre 2025	17 012 \$	17 944 \$	36 530 \$	58 123 \$	129 609 \$	31 361 \$	70 832 \$	231 802 \$

1) Comprennent des dépôts à terme non négociables provenant d'autres banques.

2) Comprennent des passifs liés au financement de gros qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.

3) Comprend un montant de 1 201 M\$ (500 M\$ au 31 octobre 2025) au titre de la titrisation de marges de crédit hypothécaires.

4) Comprennent les dépôts de la Federal Home Loan Bank (FHLB).

Le tableau ci-après présente la diversification du financement de gros de la CIBC par devise :

En milliards de dollars, aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
\$ CA	51,4 \$	49,8 \$
\$ US	127,5	124,2
Divers	55,6	57,8
	234,5 \$	231,8 \$
	100 %	100 %

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à des crises de liquidité graves. Le financement de gros peut présenter un risque de raréfaction plus élevé dans des situations de crise et, pour l'atténuer, nous maintenons des portefeuilles importants d'actifs liquides non grevés. Se reporter à la section Actifs liquides pour plus de précisions.

Notes de crédit

Notre accès à du financement de gros et les coûts s'y rattachant dépendent de plusieurs facteurs, notamment des notes de crédit fournies par les agences de notation. Les opinions des agences de notation sont fondées sur des méthodes internes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, dont la solidité financière, la position concurrentielle, le contexte macroéconomique et la situation de liquidité. Nos notes de crédit sont résumées dans le tableau ci-après :

	Morningstar DBRS	Fitch	Moody's	S&P
Au 31 juillet 2026				
Dépôt/contrepartie ¹	AA	AA	Aa2	A+
Note d'émetteur ²	AA	AA	Aa2	A+
Créances de premier rang requalifiables ³	AA (faible)	AA-	A2	A-
Titres secondaires	A (élevé)	A	Baa1	A-
Titres secondaires – instruments de FPUNV ⁴	A (faible)	A	Baa1	BBB+
Billets avec remboursement de capital à recours limité – instruments de FPUNV ^{4, 5}	BBB (élevé)	BBB+	Baa3	BBB-
Actions privilégiées – instruments de FPUNV ^{4, 5}	Pfd-2	BBB+	Baa3	P-2 (faible)
Créances à court terme	R-1 (élevé)	F1+	P-1	A-1
Perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

- 1) Note d'émetteur à long terme attribuée par DBRS, note de contrepartie à des dérivés et de dépôt de l'émetteur à long terme attribuée par Fitch Ratings Inc. (Fitch), note d'évaluation du risque de contrepartie et des dépôts à long terme attribuée par Moody's Investors Service Inc. (Moody's), et note de crédit de l'émetteur attribuée par Standard & Poor's (S&P).
- 2) Notes de crédit attribuées aux créances non garanties de premier rang qui sont exclues du régime de recapitalisation interne.
- 3) Comprennent des passifs qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Se reporter à la section Gestion des fonds propres pour plus de précisions.
- 4) Comprennent les instruments traités comme des instruments de FPUNV conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.
- 5) La note attribuée par Morningstar DBRS ne s'applique pas aux BRCRL et aux actions privilégiées connexes émises en dollars américains. La note attribuée par Fitch ne s'applique qu'aux BRCRL et aux actions privilégiées connexes émises en dollars américains.

Exigences supplémentaires en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés dans l'éventualité d'une baisse de notre note de crédit actuelle. Cette exigence de garantie est fondée sur les renseignements sur l'évaluation à la valeur de marché, l'évaluation des garanties et les seuils des ententes de garantie applicables. Le tableau suivant présente des exigences supplémentaires cumulatives en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit :

En milliards de dollars, aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
Baisse de un cran	- \$	- \$
Baisse de deux crans	0,1	0,1
Baisse de trois crans	0,3	0,4

Autres risques

Nous disposons de politiques et de processus en vue d'évaluer, de surveiller et d'atténuer les autres risques auxquels nous sommes exposés, dont le risque stratégique, le risque de réputation, le risque environnemental et social, le risque d'assurance et le risque opérationnel, dont le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité et le risque de réglementation. Ces risques ont été mis à jour dans la section Principaux risques et nouveaux risques. Les politiques et les processus s'y rattachant sont sensiblement les mêmes que ceux décrits aux pages 77 à 81 de notre Rapport annuel 2025.

Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Un sommaire des informations significatives sur les méthodes comptables est présenté à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date.

Certaines méthodes comptables exigent que nous posions des jugements et fassions des estimations, dont certains ont trait à des questions incertaines. Le contexte macroéconomique actuel, y compris l'incertitude concernant la politique commerciale, ainsi que les événements géopolitiques, ont pour effet d'accroître le degré d'incertitude à l'égard des estimations et des hypothèses comptables et d'augmenter la nécessité de faire appel au jugement. En particulier, tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), peut avoir une incidence importante sur le montant de la provision pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'une période à l'autre. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Se reporter à la note 30 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les modifications des méthodes comptables futures. Nous continuons d'évaluer les répercussions des normes qui s'appliqueront à la CIBC après l'exercice 2026.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Ligne directrice Normes de liquidité (NL)

La ligne directrice Normes de liquidité de 2026 du BSIF (ligne directrice NL) est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2026. La ligne directrice NL a simplifié la définition de « dépôt de détail sensible aux taux d'intérêt », clarifié quels types de dépôts peuvent être classés comme financement de détail et bénéficier d'un régime préférentiel au regard des normes de liquidité, apporté des précisions quant à l'échéance et aux obligations de financement conditionnelles des billets structurés et appliqué aux billets structurés de détail le même régime au regard des normes de liquidité que celui qui s'applique aux dépôts à terme gérés directement par un tiers non affilié. L'incidence de ces changements n'a pas été importante pour la CIBC.

Loi sur les services bancaires axés sur les consommateurs

Le 26 mars 2026, le projet de loi C-15, *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2025*, a été sanctionné, menant à l'adoption officielle de la *Loi sur les services bancaires axés sur la consommation*. La loi établit un cadre législatif pour le système bancaire ouvert au Canada, notamment en ce qui a trait à la protection des consommateurs, à la responsabilité et à la surveillance. Nous continuerons de suivre l'évolution de la situation et d'évaluer de manière exhaustive les répercussions sur la CIBC au cours des prochains mois à mesure que des informations plus détaillées deviennent disponibles.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le président et chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de la CIBC en date du 31 juillet 2026 (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Transactions entre parties liées

Les procédures et les politiques de la CIBC concernant les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important depuis le 31 octobre 2025. Se reporter aux pages 86 et 172 de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions.

Glossaire

Actif productif d'intérêts moyen

L'actif productif d'intérêts moyen comprend les dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques, les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada, les valeurs mobilières, les garanties au comptant au titre de valeurs empruntées ou de valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres, les prêts, nets de la provision pour pertes sur créances, et certains actifs associés à des contrats de sous-location.

Actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation

L'actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation correspond à l'actif productif d'intérêts moyen se rapportant aux activités de négociation.

Activités de négociation et produits nets d'intérêts issus des activités de négociation

Les activités de négociation comprennent les activités qui répondent à la définition du risque qui régit la négociation aux fins de gestion des fonds propres réglementaires et du risque de marché lié aux activités de négociation selon les règles de l'examen fondamental du portefeuille de négociation (Fundamental Review of the Trading Book – FRTB) aux termes des réformes de Bâle III pour tenir compte du risque de marché et conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF. Les produits nets d'intérêts issus des activités de négociation représentent les produits nets d'intérêts liés aux activités de négociation.

Biens administrés

Biens administrés par la CIBC qui sont la propriété réelle des clients et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Les services fournis par la CIBC sont de nature administrative et comprennent les services de garde des valeurs, la présentation de rapports aux clients et la tenue des dossiers, le recouvrement du produit du placement et le règlement des transactions d'achat et de vente. De plus, les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

Biens sous gestion

Biens gérés par la CIBC qui sont la propriété réelle des clients et qui, par conséquent, ne sont pas présentés au bilan consolidé. Le service fourni relativement à ces biens consiste en la gestion d'un portefeuille discrétionnaire pour le compte des clients.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF)

Le BSIF supervise et réglemente toutes les banques, de même que l'ensemble des sociétés de fiducie et de prêt, des sociétés d'assurance, des associations coopératives de crédit, des sociétés de secours mutuel et des régimes de pension fédéraux au Canada qui sont constitués ou enregistrés sous le régime des lois fédérales.

Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires

Les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comprennent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

Cautionnements et lettres de crédit de soutien

Représentent essentiellement l'obligation de la CIBC, sous réserve de certaines conditions, d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte de clients si ces derniers ne peuvent pas effectuer les paiements ou ne sont pas en mesure de satisfaire aux obligations contractuelles précisées.

Coefficient d'efficacité

Charges autres que d'intérêts exprimées en pourcentage du total des produits (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts).

Coefficient de pertes sur créances

Ratio obtenu en divisant la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux par les prêts et acceptations bancaires moyens, nets de la provision pour pertes sur créances.

Contrat à terme normalisé

Contrat normalisé visant l'achat ou la vente d'une marchandise, d'une devise ou d'un instrument financier donné, dont la quantité et la qualité sont normalisées, à une date ultérieure déterminée et à un prix stipulé d'avance. Ces contrats sont négociés en Bourse.

Contrat de dérivés négocié en Bourse

Contrat de dérivés normalisé (p. ex. des contrats à terme normalisés et des options) qui est négocié par l'intermédiaire de Bourses organisées et réglé par l'entremise d'une chambre de compensation centrale, et est généralement assujéti à des montants de garantie standards.

Contrat de garantie de taux d'intérêt

Contrat à terme de gré à gré fixant un taux d'intérêt à verser ou à recevoir à compter d'une date ultérieure donnée pour une période préétablie.

Contrats à terme de gré à gré

Contrat non normalisé visant l'achat ou la vente d'un actif précis à un prix stipulé et à une date ultérieure donnée.

Coût amorti

Montant qui permet de calculer la valeur d'un actif ou d'un passif financier, à sa comptabilisation initiale, moins les remboursements, plus ou moins toute prime ou tout rabais non amorti accordé à la date d'octroi, plus ou moins tout ajustement de base découlant d'une couverture de la juste valeur et moins toute réduction pour dépréciation (appliquée directement ou au moyen d'un compte de provision). La valeur d'un actif ou d'un passif financier, évaluée à sa comptabilisation initiale, correspond au coût de l'actif ou du passif financier, y compris les coûts de transaction incorporés et les honoraires différés.

Coût de remplacement courant

Coût estimé du remplacement d'un actif au moment présent selon sa valeur actuelle.

Couverture

Transaction visant à contrebalancer les pertes et profits potentiels qui peuvent survenir dans le cadre d'une transaction ou dans un portefeuille.

Dérivés

Contrat financier dont la valeur est dérivée du rendement d'un instrument sous-jacent, d'un indice ou d'un taux d'intérêt.

Dérivés de crédit

Catégorie d'instruments financiers qui permet à une partie (le bénéficiaire) de séparer et de transférer le risque de crédit d'un non-paiement ou d'un paiement partiel d'un instrument financier sous-jacent à une autre partie (le garant).

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

Montant imputé aux résultats permettant de rajuster la provision pour pertes sur créances au niveau approprié pour les actifs financiers productifs et dépréciés. La dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts et des acceptations et des engagements de prêts connexes hors bilan est comptabilisée au poste Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances dans le compte de résultat consolidé. La dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances à l'égard des titres de créance évalués à la JVAERG ou au coût amorti est comptabilisée au poste Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net.

Entités structurées

Entités conçues de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Équivalents temps plein

Mesure qui normalise le nombre d'employés à temps plein et à temps partiel, le nombre d'employés qui touchent un salaire de base et des commissions et le nombre d'employés entièrement rémunérés à la commission dans les unités d'équivalents temps plein selon le nombre réel d'heures de travail rémunéré au cours d'une période donnée, pour ce qui est des personnes dont la rémunération est incluse au poste Rémunération et avantages sociaux des employés dans le compte de résultat consolidé.

Évaluation à la valeur de marché

Juste valeur (comme il est défini ci-après) à laquelle un actif peut être vendu et un passif peut être transféré.

Garanties

Actifs donnés à titre de garantie du remboursement d'un prêt ou d'une autre obligation, qui sont confisqués si l'obligation n'est pas remboursée.

Instrument financier hors bilan

Contrat financier qui est fondé principalement sur un montant notionnel et qui représente un actif ou un passif éventuel d'une institution. Ces instruments comprennent les ententes relatives au crédit.

Juste valeur

Prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché principal à la date d'évaluation dans les conditions actuelles du marché.

Levier d'exploitation

Écart entre les variations en pourcentage des produits et celles des charges autres que d'intérêts d'un exercice à l'autre.

Marge d'intérêts nette

Produits nets d'intérêts exprimés en pourcentage de l'actif moyen.

Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen

Produits nets d'intérêts exprimés en pourcentage de l'actif productif d'intérêts moyen.

Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation)

La marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen (exclusion faite des activités de négociation) correspond au total des produits nets d'intérêts moins les produits nets d'intérêts tirés des activités de négociation, divisé par le total de l'actif productif d'intérêts moyen moins l'actif productif d'intérêts moyen détenu aux fins des activités de négociation.

Méthode du taux d'intérêt effectif

Méthode servant à calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et à répartir les produits d'intérêts et les charges d'intérêts entre les périodes pertinentes. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou les rentrées de trésorerie futures estimatives sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier ou du passif financier.

Montant notionnel

Valeur nominale d'un contrat financier servant à calculer les paiements effectués à l'égard de ce contrat.

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA)

Rachat, de temps à autre, par une société cotée, de ses propres actions aux fins d'annulation par l'entremise d'une Bourse ou d'un autre marché organisé, assujetti aux diverses règles des commissions des valeurs mobilières et des Bourses.

Option

Contrat financier en vertu duquel le vendeur donne le droit à l'acheteur, mais non l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un montant déterminé d'un actif ou d'un instrument sous-jacent, à un prix stipulé d'avance et au plus tard à une date donnée.

Point de base

Équivaut à un centième de point de pourcentage (0,01 %).

Produits nets d'intérêts

Écart entre l'intérêt gagné sur les actifs (comme les prêts et les valeurs) et l'intérêt engagé sur les passifs (comme les dépôts et les titres secondaires).

Provision pour pertes sur créances

Selon la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9, la provision pour pertes sur créances se rapporte aux pertes de crédit attendues sur 12 mois en ce qui concerne les instruments qui n'ont pas subi une hausse importante du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, alors qu'elle se rapporte aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie en ce qui concerne les instruments qui ont subi une hausse importante du risque de crédit, notamment pour ce qui est des instruments dépréciés. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des prêts et des acceptations est incluse dans la provision pour pertes sur créances du bilan consolidé. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) est inscrite à titre de composante de la valeur comptable des titres, évalués à leur juste valeur. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des autres actifs financiers est comprise dans la valeur comptable de l'instrument. La provision pour pertes de crédit attendues à l'égard des garanties et des engagements de prêts est inscrite dans les autres passifs.

La provision pour pertes sur créances est ajustée en fonction de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances et diminue en fonction des radiations, déduction faite des recouvrements.

Rajustement de l'évaluation du crédit (REC)

Rajustement de l'évaluation qui doit être pris en considération dans l'évaluation de la juste valeur des dérivés de gré à gré pour tenir compte du risque qu'une contrepartie donnée ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements. En évaluant notre exposition nette au risque de crédit de contrepartie (RCC), nous prenons également en compte les facteurs d'atténuation du risque, comme les accords de garantie, les accords généraux de compensation et les règlements par l'intermédiaire d'une chambre de compensation.

Ratio de versement de dividendes

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du résultat net déduction faite des dividendes versés sur actions privilégiées, des primes versées aux rachats d'actions privilégiées et des distributions associées aux autres titres de participation.

Rendement de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyens

Résultat net exprimé en pourcentage de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyen.

Rendement des actions

Dividendes par action ordinaire divisés par le cours de clôture des actions ordinaires.

Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires

Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires.

Rendement total pour les actionnaires

Rendement total tiré d'un placement dans les actions ordinaires de la CIBC. Le rendement mesure la variation de la valeur pour les actionnaires, compte tenu des dividendes versés qui sont réinvestis dans des actions supplémentaires.

Soldes moyens

Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

Swap

Contrat financier entre des contreparties portant sur l'échange d'une série de flux de trésorerie, en fonction d'un montant notionnel donné pendant une période déterminée.

Valeur comptable des actions ordinaires

Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires divisés par le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation à la fin de la période.

Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres

Valeurs achetées avec l'engagement par l'acheteur de les revendre au vendeur original à une date ultérieure déterminée et à un prix stipulé d'avance.

Valeurs empruntées

Valeurs généralement empruntées pour couvrir les positions à découvert. L'emprunt nécessite qu'un bien soit donné en garantie au prêteur par l'emprunteur, notamment sous forme de trésorerie ou de valeurs bien cotées.

Valeurs prêtées

Valeurs généralement prêtées pour couvrir les positions à découvert de l'emprunteur. L'emprunt nécessite qu'un bien soit donné en garantie au prêteur par l'emprunteur, notamment sous forme de trésorerie ou de valeurs bien cotées.

Valeurs vendues à découvert

Engagement du vendeur à vendre des valeurs dont il n'est pas le propriétaire. En règle générale, le vendeur emprunte d'abord les valeurs pour pouvoir les remettre à l'acheteur. À une date ultérieure, il achète des valeurs identiques sur le marché pour remplacer les valeurs empruntées.

Valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres

Valeurs vendues avec l'engagement par le vendeur de les racheter de l'acheteur original à une date ultérieure déterminée et à un prix stipulé d'avance.

Glossaire en matière de risque et de fonds propres

Accord général de compensation

Accord standard conçu pour réduire le risque de crédit d'opérations multiples avec une contrepartie par la création d'un droit juridiquement reconnu de compenser les obligations de la contrepartie en cas de défaut de cette dernière et par l'établissement d'une provision pour le règlement net de tous les contrats au moyen d'un seul paiement.

Actif pondéré en fonction du risque (APR)

L'APR est constitué de trois éléments : i) l'APR reflétant le risque de crédit, qui est calculé au moyen de l'approche NI et de l'approche standard, ii) l'APR reflétant le risque de marché, et iii) l'APR reflétant le risque opérationnel. Selon l'approche NI, l'APR est calculé au moyen des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut et des expositions en cas de défaut et, dans certains cas, des ajustements d'échéance. Selon l'approche standard, l'APR est calculé à l'aide de facteurs de pondération précisés dans les lignes directrices du BSIF pour les expositions au bilan et hors bilan. L'APR reflétant le risque de marché du portefeuille de négociation est fondé sur les exigences de fonds propres selon l'approche standard définies par le BSIF. L'APR reflétant le risque opérationnel lié au risque de pertes découlant de l'erreur humaine, du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, ou d'événements externes est calculé au moyen de l'approche standard.

Depuis l'adoption du dispositif de Bâle II en 2008, le BSIF a imposé une exigence relative au plancher de fonds propres pour les institutions qui appliquent l'approche NI visant le risque de crédit. On détermine le plancher de fonds propres en appliquant un facteur d'ajustement déterminé par le BSIF aux fonds propres selon les exigences de l'approche standard. Toute insuffisance relativement aux exigences de fonds propres selon l'approche NI est ajoutée à l'APR.

Approche complète visant les opérations de financement par titres

Cadre d'évaluation du RCC visant les opérations de financement par titres qui utilise la valeur du bien donné en garantie ajustée en fonction de la volatilité afin de réduire l'exposition.

Approche fondée sur les notations internes (NI) visant le risque de crédit

Approche visant à déterminer les exigences en matière de fonds propres au titre du risque de crédit en fonction des composantes du risque, soit la PD, la PCD, l'ECD et l'échéance effective.

Approche fondée sur les notations internes avancée (approche NI avancée) visant le risque de crédit

Version de l'approche fondée sur les notations internes (NI) visant le risque de crédit selon laquelle les institutions fournissent leurs propres estimations de la probabilité de défaut (PD), de la perte en cas de défaut (PCD) et de l'exposition en cas de défaut (ECD) ainsi que leur propre calcul de l'échéance effective, sous réserve du respect des exigences minimales. Il n'est pas permis d'appliquer l'approche NI avancée à certaines catégories d'expositions.

Approche fondée sur les notations internes fondation (NI fondation) visant le risque de crédit

Version de l'approche fondée sur les NI visant le risque de crédit selon laquelle les institutions fournissent leurs propres estimations de la PD, ainsi que leur propre calcul de l'échéance effective, et appliquent aux autres composantes, telles que la PCD et l'ECD, celles de l'autorité de contrôle.

L'approche NI fondation doit être appliquée à certaines catégories d'expositions.

Approche fondée sur les notations internes visant les expositions de titrisation

Cette approche comprend deux méthodes de calcul des fonds propres pour les expositions de titrisation qui doivent être approuvées par le BSIF : l'approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA) qui peut être utilisée par les banques ayant l'autorisation d'utiliser l'approche NI pour les expositions sous-jacentes titrisées et l'approche fondée sur les évaluations internes (SEC-IAA) qui peut être utilisée pour certaines expositions liées à la titrisation relevant de programmes de papier commercial adossé à des créances (PCAC).

Approche standard visant le risque de crédit

Approche appliquée lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'informations pour permettre l'application de l'approche NI visant le risque de crédit. Les exigences en matière de fonds propres au titre du risque de crédit sont calculées en fonction d'un ensemble normalisé de pondérations du risque, tel qu'il est recommandé dans la ligne directrice NFP. Les pondérations normalisées du risque sont fondées sur des évaluations de crédit effectuées par des organismes externes, lorsqu'elles sont disponibles, et sur d'autres facteurs de risque, notamment les agences de crédit à l'exportation, l'exposition au titre des catégories d'actif et les garanties.

Approche standard visant le risque opérationnel

Cette approche se fonde sur une formule visée par le règlement et composée de trois éléments : i) l'indicateur d'activité, qui est une mesure du risque opérationnel reposant sur les états financiers; ii) la composante indicateur d'activité (CIA), qui est calculée en multipliant l'indicateur d'activité par un ensemble de coefficients marginaux réglementaires; et iii) le multiplicateur des pertes internes (MPI), qui est un facteur scalaire fondé sur les pertes moyennes historiques et la CIA.

Approche standard visant les expositions de titrisation

Cette approche comprend des méthodes de calcul pour les expositions de titrisation qui n'ont pas à être approuvées par le BSIF, soit l'approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA) et l'approche standard (SEC-SA).

Autres expositions hors bilan

Montant lié au risque de crédit découlant de l'émission de cautionnements et de lettres de crédit.

Autres prêts de détail

Catégorie de prêts comprenant tous les prêts autres que les prêts de détail renouvelables admissibles et les prêts personnels garantis par des biens immobiliers accordés à des particuliers conformément au référentiel en matière de fonds propres réglementaires.

Capacité totale d'absorption des pertes (CTAP)

Somme du total des fonds propres et des passifs admissibles à la recapitalisation interne (comme ils sont définis ci-après) qui comportent une échéance résiduelle supérieure à un an.

Capital économique

Le capital économique est une mesure de risque non conforme aux PCGR fondée sur une estimation interne des capitaux propres requis par les secteurs d'activité pour absorber les pertes non prévues, en fonction de la cote de risque ciblée sur une période de un an. Le capital économique se compose principalement du capital de risque de crédit et de marché, ainsi que de risque opérationnel et stratégique.

Contrepartie centrale (CC)

Chambre de compensation qui s'interpose entre les contreparties qui ont négocié des contrats sur un ou plusieurs marchés financiers et qui devient l'acheteur auprès de chaque vendeur et le vendeur auprès de chaque acheteur, et qui garantit la performance des contrats ouverts.

Contrepartie centrale admissible (CC admissible)

Entité agréée pour agir en qualité de CC et autorisée par l'autorité de réglementation/surveillance compétente à exercer sa fonction pour les produits offerts par cette CC.

Engagements non utilisés

Montant lié au risque de crédit découlant de prêts non versés à un client donné, mais qu'il pourrait utiliser plus tard.

Engagements utilisés

Montant lié au risque de crédit découlant de prêts déjà consentis à des clients et d'autres créances.

Exposition aux fins du ratio de levier

L'exposition aux fins du ratio de levier est définie selon les règles du BSIF, comme la somme des actifs au bilan (non pondérés), diminuée des ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de première catégorie, et majorée des expositions sur dérivés, des expositions sur opérations de financement par titres avec la possibilité d'une forme restreinte de compensation sous réserve de certaines conditions, et d'autres expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, soldes inutilisés des expositions sur cartes de crédit, expositions de titrisation et opérations non réglées).

Exposition en cas de défaut (ECD)

Estimation du montant à risque associé à un client en cas de défaut, au moment du défaut.

Expositions à des transactions assimilées à des mises en pension

Montant lié au risque de crédit découlant de nos valeurs acquises ou vendues en vertu de prises en pension de titres, de même que nos activités d'emprunt de valeurs et de prêts de valeurs.

Expositions aux banques

Toutes les expositions au risque de crédit direct lié à des institutions acceptant des dépôts et à des sociétés réglementées en courtage de valeurs, ainsi que les expositions garanties par ces entités.

Expositions aux dérivés de gré à gré

Montant lié au risque de crédit découlant de produits dérivés se négociant directement entre deux parties plutôt que sur les marchés boursiers.

Expositions aux entités souveraines

Toutes les expositions au risque de crédit direct lié aux gouvernements, aux banques centrales et à certaines entités du secteur public, ainsi que les expositions garanties par ces entités.

Expositions aux entreprises

Expositions au risque de crédit direct lié à des sociétés, à des sociétés en nom collectif et à des entreprises individuelles, ainsi qu'aux prêts garantis par ces entités.

Flux de trésorerie nets cumulatifs

Les flux de trésorerie nets cumulatifs constituent un indicateur avec horizon de liquidité défini, dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, comme un outil de surveillance et de suivi du risque de liquidité qui mesure de façon détaillée les flux de trésorerie d'une institution afin de saisir le risque que posent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs.

Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)

Avec prise en effet le 1^{er} janvier 2013, afin d'être admissibles à titre de fonds propres réglementaires, tous les instruments de fonds propres réglementaires de première catégorie et de deuxième catégorie autres que sous forme d'actions ordinaires doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière. Les investisseurs dans de tels instruments seront en mesure d'assumer les pertes avant les contribuables si le gouvernement décide qu'il est dans l'intérêt public de renflouer une banque non viable.

Fonds propres réglementaires

Les fonds propres réglementaires, conformément à leur définition dans la ligne directrice NFP du BSIF, sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des autres éléments des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires comprennent les actions ordinaires, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global (à l'exception du cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie et des variations de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre), ainsi que les instruments admissibles émis par une filiale bancaire consolidée à des tiers, diminués des ajustements réglementaires apportés à des éléments comme le goodwill et les autres immobilisations incorporelles, certains actifs d'impôt différé, les actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies et certains placements. Les autres éléments des fonds propres de première catégorie comprennent principalement les actions privilégiées admissibles comme FPUNV, les billets avec remboursement de capital à recours limité et les instruments admissibles émis par une filiale consolidée à des tiers. Les fonds propres de première catégorie se composent des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires et des autres éléments de fonds propres de première catégorie. Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent les titres secondaires admissibles comme FPUNV, les provisions générales admissibles, ainsi que les instruments admissibles émis par une filiale consolidée à des tiers. Le total des fonds propres comprend les fonds propres de première catégorie et les fonds propres de deuxième catégorie. Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière.

Gestion de l'actif et du passif (GAP)

Gestion des risques qui découlent d'écarts entre les dates de révision des taux des actifs et des passifs, surtout dans les secteurs non liés à la négociation de la banque. Des techniques servent à gérer la durée relative des actifs (comme les prêts) et des passifs (comme les dépôts) de la CIBC, afin de réduire l'incidence défavorable des fluctuations des taux d'intérêt.

Méthode des modèles internes (MMI) visant le risque de crédit de contrepartie (RCC)

Modèles, conçus par la CIBC et approuvés par le BSIF, servant à mesurer le RCC lié aux dérivés de gré à gré.

Méthode des modèles internes (MMI) visant le risque de marché

Modèles, conçus par la CIBC et approuvés par le BSIF, servant à mesurer les risques et les fonds propres réglementaires dans le portefeuille de négociation pour le risque général de marché, le risque spécifique de la dette et le risque spécifique de crédit.

Passifs admissibles à la recapitalisation interne

Les passifs admissibles à la recapitalisation interne englobent des créances à long terme (soit une échéance initiale de plus de 400 jours) non garanties de premier rang émises à compter du 23 septembre 2018 qui sont échangeables et cessibles, ainsi que toutes les actions privilégiées et tous les titres secondaires qui ne sont pas des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Les dépôts des clients, les passifs garantis (y compris les obligations sécurisées), certains contrats financiers (y compris les dérivés) et certains billets structurés ne sont pas admissibles à la recapitalisation interne.

Perte en cas de défaut (PCD)

Estimation du montant d'un prêt à un client donné qui ne sera pas remboursé en cas de défaut par ce client, exprimée en pourcentage de l'ECD. La PCD est habituellement fondée sur les hypothèses d'un ralentissement de l'économie aux fins des fonds propres réglementaires et généralement fondée sur des hypothèses ponctuelles qui reflètent les informations prospectives aux fins des pertes de crédit attendues selon IFRS 9.

Portefeuilles de détail

Catégorie de prêts comprenant principalement les prêts consentis à des particuliers et à des PME pour lesquels l'acceptation et la gestion de compte s'appuient surtout sur les modèles d'évaluation du crédit.

Portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements

Catégorie de risque comprenant les prêts consentis à des entreprises et à des gouvernements, pour lesquels l'acceptation s'appuie principalement sur l'établissement et l'attribution de notations du risque, qui reflètent le risque de crédit lié aux prêts.

Prêts de détail aux petites et moyennes entreprises (PME)

Catégorie de prêts comprenant tous les prêts accordés aux PME notées conformément au référentiel en matière de fonds propres réglementaires.

Prêts de détail renouvelables admissibles

Catégorie de prêts comprenant les prêts sur cartes de crédit, les marges de crédit non garanties et les autorisations de découvert conclus avec des particuliers.

Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Catégorie de prêts comprenant les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts et marges de crédit garanties par un bien immobilier conclus avec des particuliers.

Prêts spécialisés

Sous-ensemble des expositions aux entreprises faisant partie de l'une des sous-catégories suivantes : financement de projets (FP), financement d'objets (FO), financement de produits de base (FPB), immobilier de rapport (IDR) et immobilier commercial à forte volatilité (ICFV). La principale source de remboursement de ces créances est le revenu généré par l'actif ou les actifs et non la capacité propre que pourrait avoir une entreprise commerciale dans un sens plus large.

Probabilité de défaut (PD)

Estimation de la probabilité de défaut d'un client donné, qui se produit lorsque ce client n'est pas en mesure de satisfaire à ses obligations lorsqu'elles deviennent exigibles en vertu du contrat. La PD est fondée sur les hypothèses pour tout le cycle en matière de fonds propres réglementaires et sur des hypothèses ponctuelles qui reflètent les informations prospectives aux fins des pertes de crédit attendues selon IFRS 9.

Processus d'évaluation interne de la suffisance des fonds propres (PEISFP)

Cadre et processus, qui, tels qu'ils sont définis dans le cadre du deuxième pilier de l'Accord de Bâle, sont conçus pour fournir une évaluation exhaustive et continue de l'adéquation des fonds propres. Le PEISFP permet à la CIBC de cerner, de mesurer et de gérer tous les risques importants afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds propres suffisants pour étayer son profil de risque et appuyer sa stratégie d'entreprise.

Ratio de capacité totale d'absorption des pertes

Mesure de la CTAP divisée par les APR déterminée par les lignes directrices du BSIF.

Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, ratio des fonds propres de première catégorie et ratio du total des fonds propres

Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, fonds propres de première catégorie et total des fonds propres réglementaires divisés par l'actif pondéré en fonction du risque (APR), conformément à leur définition dans la ligne directrice NFP du BSIF, laquelle découle du cadre normatif du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Ratio de levier

Fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition aux fins du ratio de levier déterminée par les lignes directrices du BSIF, lesquelles se fondent sur le cadre normatif du CBCB.

Ratio de levier de capacité totale d'absorption des pertes

Mesure de la CTAP divisée par l'exposition aux fins du ratio de levier déterminée par les lignes directrices du BSIF.

Ratio de liquidité à court terme (LCR)

Dérivé du dispositif de Bâle III du CBCB et intégré dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, le LCR est une norme de liquidité visant à s'assurer qu'une institution dispose de suffisamment d'actifs liquides de haute qualité (HQLA) non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en liquidités sur des marchés privés sans perdre (ou en perdant très peu) de leur valeur, pour répondre à ses besoins de liquidités dans un scénario de crise qui durerait 30 jours.

Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan.

Retitrisation

Exposition de titrisation en vertu de laquelle le risque lié à une réserve sous-jacente d'expositions est divisé en tranches et au moins une exposition sous-jacente est une exposition de titrisation.

Risque de change structurel

Risque principalement inhérent à l'investissement net dans des établissements à l'étranger découlant des variations des taux de change ainsi qu'à l'actif pondéré en fonction du risque libellé en devise et aux déductions des fonds propres libellées en devise.

Risque de crédit

Risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Risque de liquidité

Risque de ne pas disposer de la trésorerie ou des équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance.

Risque de marché

Risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail.

Risque de réputation

Risque qu'une publicité négative, qu'elle soit fondée ou non, portant sur la conduite des affaires et des pratiques de la CIBC, puisse nuire grandement à la réputation de la CIBC à titre d'institution financière de premier rang, ou alors puisse avoir des effets importants et néfastes sur les entreprises, les activités ou la situation financière de la CIBC.

Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écarts entre les dates de révision des taux des actifs et des passifs, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes découlant d'une erreur humaine, du caractère inadéquat ou de l'échec de processus ou de systèmes internes, ou encore d'événements externes.

Risque stratégique

Risque de mise en œuvre inefficace ou inadéquate des stratégies d'affaires axées sur la croissance interne ou externe. Il comprend les pertes financières potentielles et les effets sur la résilience engendrés par l'échec des initiatives de croissance ou par l'incapacité à réagir de façon appropriée aux changements dans les environnements de l'entreprise ou du secteur.

Titrisation

Opération consistant à vendre des actifs (habituellement des actifs financiers comme des prêts, des contrats de location, des comptes clients, des créances sur cartes de crédit ou des prêts hypothécaires) à des fiducies ou à des entités structurées. Les entités structurées émettent habituellement des valeurs ou d'autres formes de droit aux investisseurs ou au cédant, et utilisent le produit tiré de l'émission des valeurs ou d'autres formes de droit pour acheter les actifs cédés. Les entités structurées utilisent généralement les flux de trésorerie tirés des actifs pour satisfaire aux obligations liées aux valeurs ou aux autres droits émis par les entités structurées, ce qui peut comporter un certain nombre de profils de risque différents.

Titrisations simples, transparentes et comparables (STC)

Expositions de titrisation qui répondent aux critères STC aux fins des fonds propres réglementaires. Ces expositions sont admissibles à un traitement de fonds propres différent en vertu du cadre de titrisation.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques pour estimer la distribution de rendements possibles sur un portefeuille en particulier selon un degré de confiance et une période déterminés.

Valeur à risque en situation de crise

Calcul de la valeur à risque (VAR) qui utilise une période d'observation d'une durée d'un an pour laquelle des pertes importantes ont été subies par un portefeuille en particulier, selon un degré de confiance et une période déterminés.

États financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Table des matières

61	Bilan consolidé	
62	Compte de résultat consolidé	
63	État du résultat global consolidé	
64	État des variations des capitaux propres consolidé	
65	Tableau des flux de trésorerie consolidé	
66	Notes des états financiers consolidés intermédiaires	
66	Note 1	– Changements de méthodes comptables
66	Note 2	– Estimations et hypothèses importantes
67	Note 3	– Évaluation à la juste valeur
71	Note 4	– Valeurs mobilières
73	Note 5	– Prêts
79	Note 6	– Dépôts
79	Note 7	– Titres secondaires
80	Note 8	– Capital-actions
81	Note 9	– Avantages postérieurs à l'emploi
82	Note 10	– Impôt sur le résultat
82	Note 11	– Résultat par action
82	Note 12	– Passifs éventuels et provisions
84	Note 13	– Produits d'intérêts et charges d'intérêts
84	Note 14	– Informations sectorielles

Bilan consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
ACTIF		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	15 327 \$	12 379 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	42 161	31 624
Valeurs mobilières (note 4)	303 670	283 235
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 673	21 697
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	89 525	86 695
Prêts (note 5)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	290 513	287 033
Prêts personnels	48 578	47 866
Cartes de crédit	22 547	21 581
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	254 423	237 416
Provision pour pertes sur créances	(4 646)	(4 392)
	611 415	589 504
Divers		
Dérivés	36 383	38 352
Immobilisations corporelles	3 590	3 443
Goodwill	5 437	5 475
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	2 916	2 894
Placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 343	808
Actif d'impôt différé	1 231	1 027
Autres actifs	41 111	39 805
	92 011	91 804
Total de l'actif	1 177 782 \$	1 116 938 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	261 887 \$	258 139 \$
Entreprises et gouvernements	500 746	457 284
Banques	32 323	26 723
Emprunts garantis	57 219	65 978
	852 175	808 124
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	23 633	24 244
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	11 007	6 031
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	138 707	130 042
Divers		
Dérivés	41 145	41 411
Passif d'impôt différé	43	47
Autres passifs	36 821	34 807
	78 009	76 265
Titres secondaires (note 7)	6 762	7 819
Total du passif	1 110 293	1 052 525
Capitaux propres		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	8 048	6 369
Actions ordinaires (note 8)	16 655	16 845
Surplus d'apport	363	226
Résultats non distribués	38 376	36 471
Cumul des autres éléments du résultat global	3 752	4 218
Total des capitaux propres applicables aux actionnaires	67 194	64 129
Participations ne donnant pas le contrôle	295	284
Total des capitaux propres	67 489	64 413
Total du passif et des capitaux propres	1 177 782 \$	1 116 938 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Compte de résultat consolidé

	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Non audité, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire					
Produits d'intérêts (note 13)¹					
Prêts	8 170 \$	7 719 \$	7 976 \$	23 836 \$	23 957 \$
Valeurs mobilières	2 333	2 230	2 260	6 666	6 830
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	1 425	1 203	1 307	3 892	4 038
Dépôts auprès d'autres banques et autres dépôts	454	453	546	1 395	1 842
	12 382	11 605	12 089	35 789	36 667
Charges d'intérêts (note 13)					
Dépôts	5 723	5 337	6 090	16 629	19 106
Valeurs vendues à découvert	212	173	135	518	424
Valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	1 746	1 559	1 619	4 918	4 897
Titres secondaires	81	87	106	256	314
Divers	113	104	91	308	289
	7 875	7 260	8 041	22 629	25 030
Produits nets d'intérêts	4 507	4 345	4 048	13 160	11 637
Produits autres que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	244	273	291	814	670
Frais sur les dépôts et les paiements	235	232	257	716	744
Commissions sur crédit	315	264	253	864	746
Honoraires d'administration de cartes	97	83	105	292	307
Honoraires de gestion de placements et de garde	658	606	555	1 875	1 646
Honoraires tirés des fonds communs de placement	567	531	493	1 656	1 499
Produits des activités d'assurance, montant net	80	82	71	247	236
Commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières	176	163	132	499	394
Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), montant net	1 251	1 170	859	3 803	3 017
Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net	37	33	(25)	112	(3)
Produits tirés des opérations de change autres que de négociation	75	82	99	271	283
Produits (pertes) découlant des résultats des entreprises associées et des contreparties comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	38	39	29	154	91
Divers	88	103	87	309	290
	3 861	3 661	3 206	11 612	9 920
Total des produits	8 368	8 006	7 254	24 772	21 557
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 5)	564	605	559	1 737	1 737
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération et avantages sociaux des employés	2 680	2 551	2 377	7 868	6 909
Frais d'occupation	216	206	204	634	607
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	804	767	732	2 305	2 119
Communications	96	103	99	297	299
Publicité et expansion des affaires	107	107	97	308	277
Honoraires professionnels	100	80	68	268	196
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	29	27	30	88	93
Divers (note 12)	653	358	369	1 445	1 173
	4 685	4 199	3 976	13 213	11 673
Résultat avant impôt sur le résultat	3 119	3 202	2 719	9 822	8 147
Impôt sur le résultat	710	737	623	1 848	1 873
Résultat net	2 409 \$	2 465 \$	2 096 \$	7 974 \$	6 274 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10 \$	8 \$	2 \$	25 \$	19 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	128 \$	114 \$	82 \$	348 \$	248 \$
Porteurs d'actions ordinaires	2 271	2 343	2 012	7 601	6 007
Résultat net applicable aux actionnaires	2 399 \$	2 457 \$	2 094 \$	7 949 \$	6 255 \$
Résultat par action (en dollars) (note 11)					
De base	2,49 \$	2,55 \$	2,16 \$	8,28 \$	6,41 \$
Dilué	2,47	2,53	2,15	8,22	6,37
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,07	1,07	0,97	3,21	2,91

1) Comprendent des produits d'intérêts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de 11,3 G\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (10,5 G\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026 et 11,0 G\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2025) et de 32,6 G\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (33,3 G\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025).

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État du résultat global consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Résultat net	2 409 \$	2 465 \$	2 096 \$	7 974 \$	6 274 \$
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Écart de change, montant net					
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	1 788	(106)	295	49	(313)
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	(1 091)	35	(215)	(96)	111
	697	(71)	80	(47)	(202)
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG					
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG	49	(78)	159	147	252
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(21)	(23)	(4)	(75)	(19)
	28	(101)	155	72	233
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	225	60	(343)	279	455
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(480)	(325)	(202)	(1 132)	(431)
	(255)	(265)	(545)	(853)	24
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	143	133	53	307	25
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit	24	61	(167)	40	(12)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	7	4	4	15	19
	174	198	(110)	362	32
Total des autres éléments du résultat global¹	644	(239)	(420)	(466)	87
Résultat global	3 053 \$	2 226 \$	1 676 \$	7 508 \$	6 361 \$
Résultat global applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10 \$	8 \$	2 \$	25 \$	19 \$
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	128 \$	114 \$	82 \$	348 \$	248 \$
Porteurs d'actions ordinaires	2 915	2 104	1 592	7 135	6 094
Résultat global applicable aux actionnaires	3 043 \$	2 218 \$	1 674 \$	7 483 \$	6 342 \$

1) Comprend un montant de néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (pertes de 7 M\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2026 et profits de 10 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2025) et des pertes de 3 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (profits de 27 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025), ayant trait à nos placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
(Charge) économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global					
Éléments qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Écart de change, montant net					
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	(206) \$	24 \$	(5) \$	(125) \$	11 \$
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	285	(53)	(13)	73	(77)
	79	(29)	(18)	(52)	(66)
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG					
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG	(19)	20	(51)	(58)	(45)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	8	8	1	28	6
	(11)	28	(50)	(30)	(39)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(87)	(23)	132	(108)	(175)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	185	125	78	436	166
	98	102	210	328	(9)
Éléments qui ne peuvent faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net					
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	(54)	(51)	(22)	(117)	(11)
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit	(8)	(23)	64	(15)	4
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	(3)	(2)	(1)	(6)	(7)
	(65)	(76)	41	(138)	(14)
Total de (la charge) l'économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global	101 \$	25 \$	183 \$	108 \$	(128) \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État des variations des capitaux propres consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les		Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres				
Solde au début de la période	7 341 \$	5 942 \$	6 369 \$	4 946 \$
Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité (BRCRL)	707	1 027	1 678	2 320
Rachat d'actions privilégiées et de BRCRL	-	(300)	-	(600)
Actions autodétenues	-	-	1	3
Solde à la fin de la période	8 048 \$	6 669 \$	8 048 \$	6 669 \$
Actions ordinaires (note 8)				
Solde au début de la période	16 750 \$	16 929 \$	16 845 \$	17 011 \$
Émission d'actions ordinaires	43	46	216	132
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(137)	(100)	(402)	(272)
Actions autodétenues	(1)	(8)	(4)	(4)
Solde à la fin de la période	16 655 \$	16 867 \$	16 655 \$	16 867 \$
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	311 \$	156 \$	226 \$	159 \$
Charge de rémunération découlant des attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	11	3	30	11
Exercice d'options sur actions et règlement d'autres attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	(2)	(3)	(14)	(9)
Divers ¹	43	19	121	14
Solde à la fin de la période	363 \$	175 \$	363 \$	175 \$
Résultats non distribués				
Solde au début de la période	38 165 \$	34 984 \$	36 471 \$	33 471 \$
Résultat net applicable aux actionnaires	2 399	2 094	7 949	6 255
Dividendes et distributions				
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	(128)	(82)	(348)	(248)
Actions ordinaires	(974)	(904)	(2 945)	(2 728)
Prime à l'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulations	(1 062)	(428)	(2 690)	(1 066)
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés du cumul des autres éléments du résultat global	1	2	-	2
Divers	(25)	(11)	(61)	(31)
Solde à la fin de la période	38 376 \$	35 655 \$	38 376 \$	35 655 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat				
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net				
Écart de change, montant net				
Solde au début de la période	1 467 \$	1 894 \$	2 211 \$	2 176 \$
Variation nette de l'écart de change	697	80	(47)	(202)
Solde à la fin de la période	2 164 \$	1 974 \$	2 164 \$	1 974 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG				
Solde au début de la période	91 \$	(229) \$	47 \$	(307) \$
Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG	28	155	72	233
Solde à la fin de la période	119 \$	(74) \$	119 \$	(74) \$
Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	402 \$	1 078 \$	1 000 \$	509 \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	(255)	(545)	(853)	24
Solde à la fin de la période	147 \$	533 \$	147 \$	533 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net				
Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies				
Solde au début de la période	1 214 \$	814 \$	1 050 \$	842 \$
Variation nette des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	143	53	307	25
Solde à la fin de la période	1 357 \$	867 \$	1 357 \$	867 \$
Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit				
Solde au début de la période	(106) \$	67 \$	(122) \$	(88) \$
Variation nette attribuable aux variations du risque de crédit	24	(167)	40	(12)
Solde à la fin de la période	(82) \$	(100) \$	(82) \$	(100) \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG				
Solde au début de la période	41 \$	31 \$	32 \$	16 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	7	4	15	19
(Profits réalisés) pertes réalisées sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés en résultats non distribués	(1)	(2)	-	(2)
Solde à la fin de la période	47 \$	33 \$	47 \$	33 \$
Total du cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat	3 752 \$	3 233 \$	3 752 \$	3 233 \$
Participations ne donnant pas le contrôle				
Solde au début de la période	291 \$	280 \$	284 \$	272 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	10	2	25	19
Dividendes	(4)	(3)	(9)	(7)
Divers	(2)	(2)	(5)	(7)
Solde à la fin de la période	295 \$	277 \$	295 \$	277 \$
Capitaux propres à la fin de la période	67 489 \$	62 876 \$	67 489 \$	62 876 \$

1) Comprend la partie de l'économie d'impôt estimée liée aux options sur actions des employés qui s'ajoute au montant comptabilisé dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens	Pour les trois mois clos les		Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Flux de trésorerie d'exploitation				
Résultat net	2 409	\$ 2 096	\$ 7 974	\$ 6 274
Ajustements pour rapprocher le résultat net des flux de trésorerie d'exploitation :				
Dotation à la provision pour pertes sur créances	564	559	1 737	1 737
Amortissement et dépréciation ¹	444	287	1 047	854
Charge au titre des options sur actions et des actions subalternes	11	3	30	11
Impôt différé	(180)	(150)	(232)	(136)
Pertes (profits) sur titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	(37)	25	(112)	3
Pertes nettes (profits nets) à la cession d'immobilisations corporelles	-	-	(1)	(2)
Autres éléments hors caisse, montant net	3	457	544	246
Variations nettes des actifs et des passifs d'exploitation				
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(5 432)	(511)	(10 537)	3 413
Prêts, nets des remboursements	(11 054)	(10 756)	(23 905)	(24 905)
Dépôts, nets des retraits	18 328	5 718	40 338	24 038
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	1 992	734	(611)	(815)
Intérêts courus à recevoir	252	327	349	416
Intérêts courus à payer	74	(292)	(66)	(1 003)
Actifs dérivés	(1 440)	3 907	1 987	1 848
Passifs dérivés	(548)	(7 402)	(415)	(4 308)
Valeurs mobilières évaluées à la JVRN	3 165	(6 309)	(11 823)	(16 050)
Autres actifs et passifs évalués/désignés à la JVRN	1 704	2 703	5 422	3 197
Impôt exigible	188	(250)	(107)	(489)
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	775	(1 411)	4 976	(2 693)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	(5 298)	12 380	8 665	35 506
Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	1 404	(2 745)	(1 976)	(4 662)
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	1 384	5 051	(2 830)	(2 489)
Divers, montant net	(4 375)	1 440	(2 056)	(1 861)
Flux de trésorerie net d'exploitation	4 333	5 861	18 398	18 130
Flux de trésorerie de financement				
Émission de titres secondaires	-	-	-	1 250
Remboursement/rachat/échéance de titres secondaires	-	(1 000)	(1 000)	(1 069)
Émission d'actions privilégiées et de BRCRL, nette des frais liés à l'émission	703	1 024	1 669	2 311
Rachat d'actions privilégiées et de BRCRL	-	(300)	-	(600)
Émission d'actions ordinaires au comptant	41	43	202	123
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(1 199)	(528)	(3 092)	(1 338)
Vente (achat) d'actions autodétenues, montant net	(1)	(8)	(3)	(1)
Dividendes et distributions versés	(1 102)	(986)	(3 293)	(2 976)
Remboursement des obligations locatives	(83)	(77)	(228)	(235)
Divers, montant net	(21)	(8)	(52)	(22)
Flux de trésorerie net de financement	(1 662)	(1 840)	(5 797)	(2 557)
Flux de trésorerie d'investissement				
Achat de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti, et d'une participation dans une entreprise associée	(26 992)	(26 677)	(93 892)	(68 068)
Produit de la vente de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	8 518	13 745	37 247	34 024
Produit à l'échéance de titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	14 560	14 255	47 869	29 708
Vente (achat) d'immobilisations corporelles et de logiciels, montant net	(302)	(282)	(868)	(721)
Flux de trésorerie net d'investissement	(4 216)	1 041	(9 644)	(5 057)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	83	28	(9)	20
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(1 462)	5 090	2 948	10 536
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	16 789	14 011	12 379	8 565
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période²	15 327	\$ 19 101	\$ 15 327	\$ 19 101
Intérêts versés au comptant	7 801	\$ 8 333	\$ 22 695	\$ 26 033
Intérêts reçus au comptant	12 159	11 929	34 813	35 705
Dividendes reçus au comptant	475	487	1 325	1 378
Impôt sur le résultat payé au comptant	702	1 022	2 187	2 497

1) Comprend l'amortissement et la dépréciation des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et autres immobilisations incorporelles, ainsi que du goodwill.

2) Comprend des liquidités soumises à restrictions de 461 M\$ (550 M\$ au 31 juillet 2025) et des comptes de dépôt à vue productifs d'intérêts avec la Banque du Canada.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ont été préparés selon le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) les états financiers doivent être préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers consolidés annuels complets. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2025 et pour l'exercice clos à cette date.

À moins d'indication contraire, tous les montants contenus dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont libellés en millions de dollars canadiens. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été approuvée par le conseil d'administration le 26 août 2026.

Note 1. Changements de méthodes comptables

a) Modifications de méthodes comptables futures

Se reporter à la note 30 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les modifications des méthodes comptables futures. Nous continuons d'évaluer les répercussions des normes qui s'appliqueront à la CIBC après l'exercice 2026.

Note 2. Estimations et hypothèses importantes

Ainsi qu'il est mentionné dans notre Rapport annuel 2025, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses à l'égard des montants comptabilisés et évalués d'actifs et de passifs, du résultat net, du résultat global et des informations fournies connexes pour préparer les états financiers consolidés selon les IFRS. Des estimations importantes sont faites et des hypothèses significatives sont formulées afin d'évaluer les instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, les contrats de location, la dépréciation des actifs, l'impôt sur le résultat, les provisions et les passifs éventuels, les programmes de fidélisation autogérés et les hypothèses relatives aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi que pour évaluer si les entités structurées doivent être consolidées. Nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain, ce qui engendre une incertitude grandissante à l'égard des estimations et des hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et du marché et de ses incidences sur les estimations importantes.

Il est particulièrement nécessaire de faire appel au jugement pour formuler les estimations et les hypothèses qui concernent la provision pour pertes sur créances, pour lesquelles une part importante de jugement était toujours inhérente à l'établissement des prévisions des informations prospectives. Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'une période à l'autre. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues.

Note 3. Évaluation à la juste valeur

Juste valeur des instruments financiers

En millions de dollars, aux		Valeur comptable				Total	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable
		Coût amorti	Obligatoire-ment évalués à la JVRN	Désignés à la JVRN	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
31 juill. 2026	Actifs financiers							
	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	57 488 \$	- \$	- \$	- \$	57 488 \$	57 488 \$	- \$
	Valeurs mobilières	60 969	140 682	-	102 019	303 670	303 424	(246)
	Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	23 673	-	-	-	23 673	23 673	-
	Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	75 046	14 479	-	-	89 525	89 525	-
	Prêts							
	Prêts hypothécaires à l'habitation	289 838	100	-	-	289 938	289 395	(543)
	Prêts personnels	47 335	-	-	-	47 335	47 343	8
	Cartes de crédit	21 463	-	-	-	21 463	21 463	-
	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	252 086	534	59	-	252 679	252 686	7
	Dérivés	-	36 383	-	-	36 383	36 383	-
	Autres actifs	24 230	438	-	-	24 668	24 668	-
	Passifs financiers							
	Dépôts							
	Particuliers	238 295 \$	- \$	23 592 \$	- \$	261 887 \$	261 982 \$	95 \$
	Entreprises et gouvernements	476 051	-	24 695	-	500 746	501 533	787
	Banques	32 323	-	-	-	32 323	32 323	-
	Emprunts garantis	55 937	-	1 282	-	57 219	57 496	277
	Dérivés	-	41 145	-	-	41 145	41 145	-
	Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	23 633	-	-	23 633	23 633	-
	Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	11 007	-	-	-	11 007	11 007	-
	Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	128 263	-	10 444	-	138 707	138 707	-
	Autres passifs	22 904	225	15	-	23 144	23 144	-
	Titres secondaires	6 762	-	-	-	6 762	6 962	200
31 oct. 2025	Actifs financiers							
	Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	44 003 \$	- \$	- \$	- \$	44 003 \$	44 003 \$	- \$
	Valeurs mobilières	65 471	128 859	-	88 905	283 235	283 173	(62)
	Garanties au comptant au titre de valeurs empruntées	21 697	-	-	-	21 697	21 697	-
	Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	69 044	17 651	-	-	86 695	86 695	-
	Prêts							
	Prêts hypothécaires à l'habitation	286 456	3	-	-	286 459	287 328	869
	Prêts personnels	46 710	-	-	-	46 710	46 774	64
	Cartes de crédit	20 639	-	-	-	20 639	20 651	12
	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	235 136	485	75	-	235 696	235 802	106
	Dérivés	-	38 352	-	-	38 352	38 352	-
	Autres actifs	25 069	674	-	-	25 743	25 743	-
	Passifs financiers							
	Dépôts							
	Particuliers	238 211 \$	- \$	19 928 \$	- \$	258 139 \$	258 629 \$	490 \$
	Entreprises et gouvernements	434 003	-	23 281	-	457 284	458 321	1 037
	Banques	26 723	-	-	-	26 723	26 723	-
	Emprunts garantis	65 151	-	827	-	65 978	66 210	232
	Dérivés	-	41 411	-	-	41 411	41 411	-
	Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	24 244	-	-	24 244	24 244	-
	Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	6 031	-	-	-	6 031	6 031	-
	Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	121 907	-	8 135	-	130 042	130 042	-
	Autres passifs	22 357	220	8	-	22 585	22 585	-
	Titres secondaires	7 819	-	-	-	7 819	8 091	272

Le tableau ci-après présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lesquels sont classées les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur au bilan consolidé intermédiaire :

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3			
	Cours du marché		Technique d'évaluation – données observables sur le marché		Technique d'évaluation – données non observables sur le marché		Total	Total
	31 juill. 2026	31 oct. 2025	31 juill. 2026	31 oct. 2025	31 juill. 2026	31 oct. 2025	31 juill. 2026	31 oct. 2025
En millions de dollars, aux								
Actifs financiers								
Titres de créance évalués à la JVRN								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	4 491 \$	6 222 \$	35 179 \$	34 635 \$	- \$	- \$	39 670 \$	40 857 \$
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	-	-	4 986	4 537	139	103	5 125	4 640
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	6 700	7 193	405	392	7 105	7 585
	4 491	6 222	46 865	46 365	544	495	51 900	53 082
Prêts évalués à la JVRN								
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	-	534	485	59 ¹	75 ¹	593	560
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	-	100	3	-	-	100	3
	-	-	634	488	59	75	693	563
Titres de créance évalués à la JVAERG								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	7 016	9 206	76 797	63 917	-	-	83 813	73 123
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	-	-	12 132	10 106	-	-	12 132	10 106
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	4 735	4 656	-	-	4 735	4 656
	7 016	9 206	93 664	78 679	-	-	100 680	87 885
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG								
	87 565	74 686	1 141	1 048	1 415	1 063	90 121	76 797
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres et évaluées à la JVRN								
	-	-	14 479	17 651	-	-	14 479	17 651
Autres actifs								
	-	-	438	674	-	-	438	674
Dérivés								
De taux d'intérêt	2	2	5 624	6 027	16	79	5 642	6 108
De change	-	-	14 232	16 845	-	-	14 232	16 845
De crédit	-	-	1	41	34	36	35	77
Sur actions	5 073	5 761	7 283	5 729	3	51	12 359	11 541
Sur métaux précieux et sur autres marchandises	62	55	4 053	3 726	-	-	4 115	3 781
	5 137	5 818	31 193	32 368	53	166	36 383	38 352
Total des actifs financiers								
	104 209 \$	95 932 \$	188 414 \$	177 273 \$	2 071 \$	1 799 \$	294 694 \$	275 004 \$
Passifs financiers								
Dépôts et autres passifs ²	- \$	- \$	(49 160) \$	(43 788) \$	(649) \$	(476) \$	(49 809) \$	(44 264) \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert								
	(7 180)	(6 150)	(16 453)	(18 094)	-	-	(23 633)	(24 244)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres								
	-	-	(10 444)	(8 135)	-	-	(10 444)	(8 135)
Dérivés								
De taux d'intérêt	(1)	(3)	(7 607)	(6 215)	(1 450)	(1 055)	(9 058)	(7 273)
De change	-	-	(11 931)	(14 977)	-	(18)	(11 931)	(14 995)
De crédit	-	-	(3)	(45)	(40)	(41)	(43)	(86)
Sur actions	(6 088)	(5 212)	(9 247)	(9 213)	(1)	(29)	(15 336)	(14 454)
Sur métaux précieux et sur autres marchandises	(128)	(48)	(4 649)	(4 555)	-	-	(4 777)	(4 603)
	(6 217)	(5 263)	(33 437)	(35 005)	(1 491)	(1 143)	(41 145)	(41 411)
Total des passifs financiers								
	(13 397) \$	(11 413) \$	(109 494) \$	(105 022) \$	(2 140) \$	(1 619) \$	(125 031) \$	(118 054) \$

1) Comprennent des prêts désignés à la JVRN.

2) Comprennent les dépôts désignés à la JVRN de 49 086 M\$ (43 723 M\$ au 31 octobre 2025), les passifs dérivés incorporés séparés nets de 483 M\$ (313 M\$ au 31 octobre 2025), les autres passifs désignés à la JVRN de 15 M\$ (8 M\$ au 31 octobre 2025) et les autres passifs financiers évalués à leur juste valeur de 225 M\$ (220 M\$ au 31 octobre 2025).

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés avoir eu lieu au début du trimestre au cours duquel ils ont eu lieu. Les transferts entre les niveaux peuvent survenir en présence de renseignements additionnels ou nouveaux concernant les données d'évaluation et de changements concernant l'observabilité. Des transferts importants ont été effectués au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, notamment un montant de 1 278 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN ou à la JVAERG du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 309 M\$ du niveau 2 au niveau 1, ainsi qu'un montant de 342 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 180 M\$ du niveau 2 au niveau 1, en raison de changements quant à l'observabilité des données utilisées pour évaluer ces valeurs (pour le trimestre clos le 30 avril 2026, nous avons transféré un montant de 3 063 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN ou à la JVAERG du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 1 397 M\$ du niveau 2 au niveau 1, ainsi qu'un montant de 367 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et un montant de 196 M\$ du niveau 2 au niveau 1). De plus, des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 ont été effectués au cours des trimestres clos le 31 juillet 2026 et le 30 avril 2026, essentiellement en raison d'un changement concernant l'évaluation de l'observabilité de certaines données liées à la corrélation, à la volatilité du marché et à la probabilité utilisées pour évaluer la juste valeur des passifs et des dérivés désignés à leur juste valeur.

Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur d'après des données non observables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les profits et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-après ne reflètent pas l'incidence des profits et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹			Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ³	Transfert au niveau 3	Transfert du niveau 3	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s	Latent(e)s ²						
31 juill. 2026									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	100 \$	- \$	(53) \$	3 \$	- \$	- \$	89 \$	- \$	139 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	426	-	-	-	-	-	17	(38)	405
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	62	-	-	2	-	-	-	(5)	59
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	1 260	1	16	28	-	-	121	(11)	1 415
Dérivés									
De taux d'intérêt	18	-	1	-	-	(3)	-	-	16
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	33	-	1	-	-	-	-	-	34
Sur actions	3	-	-	-	-	-	-	-	3
Total de l'actif	1 902 \$	1 \$	(35) \$	33 \$	- \$	(3) \$	227 \$	(54) \$	2 071 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(631) \$	10 \$	(42) \$	- \$	(1) \$	2 \$	(40) \$	53 \$	(649) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 115)	-	(327)	-	-	7	(15)	-	(1 450)
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	(38)	-	(2)	-	-	-	-	-	(40)
Sur actions	(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)
Total du passif	(1 785) \$	10 \$	(371) \$	- \$	(1) \$	9 \$	(55) \$	53 \$	(2 140) \$
30 avr. 2026									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	100 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	100 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	319	-	-	-	-	-	139	(32)	426
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	67	-	-	-	-	-	-	(5)	62
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	1 090	(4)	20	5	-	-	221	(72)	1 260
Dérivés									
De taux d'intérêt	16	-	2	-	-	-	-	-	18
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	33	-	-	-	-	-	-	-	33
Sur actions	24	-	-	-	-	(21)	-	-	3
Total de l'actif	1 649 \$	(4) \$	22 \$	5 \$	- \$	(21) \$	360 \$	(109) \$	1 902 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(533) \$	3 \$	(35) \$	- \$	- \$	- \$	(123) \$	57 \$	(631) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 167)	-	(29)	-	-	70	-	11	(1 115)
De change	(12)	-	-	-	-	12	-	-	-
De crédit	(38)	-	-	-	-	-	-	-	(38)
Sur actions	(5)	-	-	-	-	4	-	-	(1)
Total du passif	(1 755) \$	3 \$	(64) \$	- \$	- \$	86 \$	(123) \$	68 \$	(1 785) \$
31 juill. 2025									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	77 \$	- \$	(62) \$	- \$	- \$	- \$	86 \$	- \$	101 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	454	-	-	-	-	-	84	(33)	505
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	261	-	2	-	-	-	-	(7)	256
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	978	3	31	8	-	-	32	(31)	1 021
Dérivés									
De taux d'intérêt	63	-	(8)	-	-	(8)	-	-	47
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	46	-	(12)	-	-	-	-	-	34
Sur actions	19	-	(4)	-	11	(7)	-	-	19
Total de l'actif	1 898 \$	3 \$	(53) \$	8 \$	11 \$	(15) \$	202 \$	(71) \$	1 983 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(330) \$	(6) \$	(42) \$	- \$	- \$	1 \$	(27) \$	27 \$	(377) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 016)	-	(131)	-	-	22	-	(10)	(1 135)
De change	(36)	-	1	-	-	35	-	-	-
De crédit	(51)	-	12	-	-	-	-	-	(39)
Sur actions	(17)	-	2	-	-	14	(6)	-	(7)
Total du passif	(1 450) \$	(6) \$	(158) \$	- \$	- \$	72 \$	(33) \$	17 \$	(1 558) \$

- 1) Le cumul des profits et pertes comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé du cumul des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.
- 2) Comprennent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.
- 3) L'écart de change lié aux titres de créance et aux prêts évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.
- 4) Comprennent les dépôts désignés à la JVRN de 268 M\$ (276 M\$ au 30 avril 2026 et 203 M\$ au 31 juillet 2025), des passifs dérivés incorporés séparés nets de 366 M\$ (323 M\$ au 30 avril 2026 et 153 M\$ au 31 juillet 2025) et d'autres passifs désignés à la JVRN de 15 M\$ (32 M\$ au 30 avril 2026 et 21 M\$ au 31 juillet 2025).

En millions de dollars, pour les neuf mois clos les	Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹			Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ³	Transfert au niveau 3	Transfert du niveau 3	Achats/ émissions	Ventes/ règlements	Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s	Latent(e)s ²						
31 juill. 2026									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	103 \$	- \$	(53) \$	- \$	- \$	- \$	89 \$	- \$	139 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	392	-	-	-	-	-	168	(155)	405
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	75	-	1	-	-	-	-	(17)	59
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	1 063	1	37	31	-	-	402	(119)	1 415
Dérivés									
De taux d'intérêt	79	-	(10)	-	-	(53)	-	-	16
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	36	-	(2)	-	-	-	-	-	34
Sur actions	51	-	2	-	8	(58)	-	-	3
Total de l'actif	1 799 \$	1 \$	(25) \$	31 \$	8 \$	(111) \$	659 \$	(291) \$	2 071 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(476) \$	3 \$	(110) \$	- \$	(1) \$	2 \$	(235) \$	168 \$	(649) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 055)	-	(503)	-	-	92	(15)	31	(1 450)
De change	(18)	-	(12)	-	-	30	-	-	-
De crédit	(41)	-	1	-	-	-	-	-	(40)
Sur actions	(29)	-	1	-	-	32	(5)	-	(1)
Total du passif	(1 619) \$	3 \$	(623) \$	- \$	(1) \$	156 \$	(255) \$	199 \$	(2 140) \$
31 juill. 2025									
Titres de créance évalués à la JVRN									
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	- \$	- \$	(78) \$	(4) \$	- \$	- \$	183 \$	- \$	101 \$
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	70	-	(1)	-	386	-	106	(56)	505
Prêts évalués à la JVRN									
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	105	-	-	(1)	-	-	178	(26)	256
Titres de participation de sociétés obligatoirement évalués à la JVRN et désignés à la JVAERG	640	1	57	11	-	-	366	(54)	1 021
Dérivés									
De taux d'intérêt	51	-	9	-	-	(13)	-	-	47
De change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De crédit	44	-	(10)	-	-	-	-	-	34
Sur actions	6	-	2	-	18	(7)	-	-	19
Total de l'actif	916 \$	1 \$	(21) \$	6 \$	404 \$	(20) \$	833 \$	(136) \$	1 983 \$
Dépôts et autres passifs⁴	(416) \$	(5) \$	(55) \$	- \$	(3) \$	5 \$	(57) \$	154 \$	(377) \$
Dérivés									
De taux d'intérêt	(1 028)	-	(286)	-	-	151	-	28	(1 135)
De change	(4)	-	(31)	-	-	35	-	-	-
De crédit	(50)	-	11	-	-	-	-	-	(39)
Sur actions	(1)	-	2	-	(5)	14	(17)	-	(7)
Total du passif	(1 499) \$	(5) \$	(359) \$	- \$	(8) \$	205 \$	(74) \$	182 \$	(1 558) \$

1) Le cumul des profits et pertes comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé du cumul des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.

2) Comprendrent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

3) L'écart de change lié aux titres de créance et aux prêts évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.

4) Comprendrent les dépôts désignés à la JVRN de 268 M\$ (203 M\$ au 31 juillet 2025), des passifs dérivés incorporés séparés nets de 366 M\$ (153 M\$ au 31 juillet 2025) et d'autres passifs désignés à la JVRN de 15 M\$ (21 M\$ au 31 juillet 2025).

Instruments financiers désignés à la JVRN (désignation à la juste valeur)

Un profit net de 26 M\$, net des couvertures, qui figure dans le compte de résultat consolidé intermédiaire au poste Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la JVRN, montant net, a été comptabilisé dans les actifs et les passifs désignés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (respectivement un profit net de 14 M\$ et un profit net de 17 M\$ pour les trimestres clos le 30 avril 2026 et le 31 juillet 2025). Un profit net de 80 M\$, net des couvertures, a été comptabilisé dans les actifs et les passifs désignés à la juste valeur pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (profit net de 69 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025).

La juste valeur d'un passif désigné à sa juste valeur tient compte du risque de crédit se rapportant à ce passif. Pour les passifs financiers désignés à leur juste valeur pour lesquels nous croyons que la juste valeur est tributaire des variations de notre risque de crédit du point de vue des porteurs d'effets, les variations de la juste valeur correspondantes ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Note 4. Valeurs mobilières

Valeurs mobilières

En millions de dollars, aux	31 juill. 2026	31 oct. 2025
	Valeur comptable	
Valeurs mobilières évaluées et désignées à la JVAERG	102 019 \$	88 905 \$
Valeurs mobilières évaluées au coût amorti ¹	60 969	65 471
Valeurs mobilières obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN	140 682	128 859
Total des valeurs mobilières	303 670 \$	283 235 \$

1) Aucune vente de valeurs mobilières évaluées au coût amorti n'a eu lieu au cours du trimestre (profit réalisé de néant au 31 octobre 2025).

Juste valeur des titres de créance évalués à la JVAERG et des titres de participation désignés à la JVAERG

En millions de dollars, aux	31 juill. 2026				31 oct. 2025			
	Coût/coût amorti ¹	Profits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur	Coût/coût amorti ¹	Profits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur
Valeurs mobilières émises ou garanties par :								
Gouvernement du Canada	18 688 \$	32 \$	(13) \$	18 707 \$	15 531 \$	9 \$	(17) \$	15 523 \$
Autres gouvernements canadiens	14 151	105	(47)	14 209	16 484	50	(41)	16 493
Trésor des États-Unis et autres organismes américains	37 487	56	(32)	37 511	33 345	64	(58)	33 351
Gouvernements d'autres pays	13 365	37	(16)	13 386	7 727	31	(2)	7 756
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 625	14	(10)	3 629	3 716	5	(12)	3 709
Titres adossés à des créances mobilières	1 105	1	-	1 106	947	-	-	947
Titres de créance de sociétés et autres titres de créance	12 117	23	(8)	12 132	10 092	17	(3)	10 106
	100 538	268	(126)	100 680	87 842	176	(133)	87 885
Titres de participation de sociétés ²	1 279	83	(23)	1 339	979	65	(24)	1 020
Total	101 817 \$	351 \$	(149) \$	102 019 \$	88 821 \$	241 \$	(157) \$	88 905 \$

1) Net de la provision pour pertes sur créances pour les titres de créance évalués à la JVAERG de 20 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2025).

2) Comprennent des actions temporairement inaccessibles.

La juste valeur des titres de participation désignés à la JVAERG qui ont été cédés au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026 était de néant (néant et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2026 et le 31 juillet 2025) et de néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025) au moment de la cession.

Des profits réalisés cumulatifs après impôt, montant net, de 1 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 (pertes de 3 M\$ et profits de 2 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2026 et le 31 juillet 2025) et de néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (profits de 2 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025) résultant du remboursement de capital provenant des sociétés en commandite désignées à la JVAERG ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués.

Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui étaient encore détenus au 31 juillet 2026 a été de néant (1 M\$ et 1 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2026 et le 31 juillet 2025) et de 1 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (3 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025). Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui avaient été cédés au 31 juillet 2026 a été de néant (néant et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2026 et le 31 juillet 2025) et de néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026 (néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025).

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues relativement aux titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti :

		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	
		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les actifs productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les actifs productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les actifs dépréciés ¹	Total
En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les					
31 juill. 2026	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	6 \$	20 \$	46 \$	72 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	17	(21)	(5)	(9)
	Radiations	-	-	(32)	(32)
	Change et autres	(1)	2	1	2
	Solde à la fin de la période	22 \$	1 \$	10 \$	33 \$
	Se compose de ce qui suit :				
	Titres de créance évalués à la JVAERG	19 \$	1 \$	- \$	20 \$
	Titres de créance évalués au coût amorti	3	-	10	13
30 avr. 2026	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	6 \$	19 \$	47 \$	72 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	-	1	(1)	-
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	-	-	-	-
	Solde à la fin de la période	6 \$	20 \$	46 \$	72 \$
	Se compose de ce qui suit :				
	Titres de créance évalués à la JVAERG	3 \$	20 \$	- \$	23 \$
	Titres de créance évalués au coût amorti	3	-	46	49
31 juill. 2025	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	6 \$	16 \$	11 \$	33 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	(1)	4	26	29
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	1	-	-	1
	Solde à la fin de la période	6 \$	20 \$	37 \$	63 \$
	Se compose de ce qui suit :				
	Titres de créance évalués à la JVAERG	3 \$	20 \$	- \$	23 \$
	Titres de créance évalués au coût amorti	3	-	37	40
En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les neuf mois clos les					
31 juill. 2026	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	6 \$	20 \$	49 \$	75 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	17	(20)	(7)	(10)
	Radiations	-	-	(32)	(32)
	Change et autres	(1)	1	-	-
	Solde à la fin de la période	22 \$	1 \$	10 \$	33 \$
31 juill. 2025	Titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti				
	Solde au début de la période	7 \$	17 \$	12 \$	36 \$
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ²	(2)	3	25	26
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	1	-	-	1
	Solde à la fin de la période	6 \$	20 \$	37 \$	63 \$

1) Comprend la provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti.

2) Comprisedans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

Note 5. Prêts

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues :

				31 juill. 2026
En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les				
	Premier stade Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Deuxième stade Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Troisième stade Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au début de la période	101 \$	167 \$	257 \$	525 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	4	(6)	(22)	(24)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(31)	53	66	88
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	39	(36)	(3)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(4)	9	(5)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(2)	2	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	8	18	38	64
Radiations	-	-	(8)	(8)
Recouvrements	-	-	2	2
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(12)	(12)
Change et autres	1	-	3	4
Solde à la fin de la période	110 \$	185 \$	280 \$	575 \$
Prêts personnels				
Solde au début de la période	251 \$	893 \$	206 \$	1 350 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	12	(13)	(3)	(4)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(143)	143	126	126
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	159	(157)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(19)	23	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(19)	20	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	8	(23)	137	122
Radiations	-	-	(161)	(161)
Recouvrements	-	-	21	21
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(2)	(2)
Change et autres	-	(2)	(3)	(5)
Solde à la fin de la période	259 \$	868 \$	198 \$	1 325 \$
Cartes de crédit				
Solde au début de la période	274 \$	875 \$	- \$	1 149 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	4	(8)	-	(4)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(155)	323	89	257
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	195	(195)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(25)	25	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(131)	132	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	18	14	221	253
Radiations	-	-	(268)	(268)
Recouvrements	-	-	47	47
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	292 \$	889 \$	- \$	1 181 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements				
Solde au début de la période	412 \$	847 \$	587 \$	1 846 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances				
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	14	(19)	(13)	(18)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(89)	20	212	143
Transferts ²				
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	81	(80)	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(7)	9	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(20)	20	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(1)	(90)	216	125
Radiations	-	-	(94)	(94)
Recouvrements	-	-	17	17
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(26)	(26)
Change et autres	8	-	26	34
Solde à la fin de la période	419 \$	757 \$	726 \$	1 902 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues⁴	1 080 \$	2 699 \$	1 204 \$	4 983 \$
Se compose de ce qui suit :				
Prêts	932 \$	2 519 \$	1 195 \$	4 646 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁵	148	180	9	337

1) Ne tiennent pas compte des cessions et des radiations de prêts douteux.

2) Les transferts représentent les transferts d'un stade à l'autre des provisions pour pertes de crédit attendues avant leur réévaluation nette. La réévaluation nette représente la variation pendant la période considérée des provisions pour pertes de crédit attendues se rapportant aux transferts effectués, aux radiations nettes, aux modifications des prévisions sur les informations prospectives, aux mises à jour des paramètres et aux remboursements partiels au cours de la période.

3) La dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur prêts et facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan est présentée à titre de dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances dans notre compte de résultat consolidé intermédiaire.

4) Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires pour la provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti. Les provisions pour pertes de crédit attendues sur les autres actifs financiers classés au coût amorti étaient négligeables au 31 juillet 2026, au 30 avril 2026 et au 31 juillet 2025 et ne sont pas présentées dans le tableau ci-dessus. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

5) Comprises dans les autres passifs de notre bilan consolidé intermédiaire.

	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	Total	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde au début de la période	96 \$	160 \$	269 \$	525 \$	92 \$	132 \$	258 \$	482 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	4	(5)	(23)	(24)	4	(4)	(19)	(19)
Changements apportés au modèle	-	-	(57)	(57)	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(36)	42	92	98	(24)	53	75	104
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	40	(37)	(3)	-	30	(28)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(3)	9	(6)	-	(3)	8	(5)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(2)	2	-	-	(2)	2	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	5	7	5	17	7	27	51	85
Radiations	-	-	(8)	(8)	-	-	(5)	(5)
Recouvrements	-	-	1	1	-	-	3	3
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(11)	(11)	-	-	(10)	(10)
Change et autres	-	-	1	1	-	(1)	1	-
Solde à la fin de la période	101 \$	167 \$	257 \$	525 \$	99 \$	158 \$	298 \$	555 \$
Prêts personnels								
Solde au début de la période	249 \$	833 \$	193 \$	1 275 \$	242 \$	647 \$	206 \$	1 095 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	8	(12)	(8)	(12)	14	(11)	(7)	(4)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(122)	200	144	222	(112)	200	107	195
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	133	(131)	(2)	-	134	(133)	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(21)	25	(4)	-	(29)	35	(6)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(1)	(20)	21	-	(1)	(17)	18	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(3)	62	151	210	6	74	111	191
Radiations	-	-	(159)	(159)	-	-	(146)	(146)
Recouvrements	-	-	21	21	-	-	19	19
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(2)	(2)	-	-	(2)	(2)
Change et autres	5	(2)	2	5	5	(1)	(4)	-
Solde à la fin de la période	251 \$	893 \$	206 \$	1 350 \$	253 \$	720 \$	184 \$	1 157 \$
Cartes de crédit								
Solde au début de la période	281 \$	861 \$	- \$	1 142 \$	291 \$	702 \$	- \$	993 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	3	(6)	-	(3)	9	(9)	-	-
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(168)	290	118	240	(145)	213	93	161
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	181	(181)	-	-	201	(201)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(21)	21	-	-	(18)	18	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(2)	(110)	112	-	(1)	(97)	98	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(7)	14	230	237	46	(76)	191	161
Radiations	-	-	(270)	(270)	-	-	(232)	(232)
Recouvrements	-	-	40	40	-	-	41	41
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	274 \$	875 \$	- \$	1 149 \$	337 \$	626 \$	- \$	963 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
Solde au début de la période	407 \$	877 \$	510 \$	1 794 \$	333 \$	1 103 \$	449 \$	1 885 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	8	(40)	(7)	(39)	14	(12)	(14)	(12)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	84	(84)	-	-
Réévaluation nette ²	(30)	61	149	180	(39)	84	89	134
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	43	(43)	-	-	39	(38)	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(12)	13	(1)	-	(9)	11	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(21)	21	-	-	(56)	56	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	9	(30)	162	141	89	(95)	128	122
Radiations	-	-	(68)	(68)	-	-	(94)	(94)
Recouvrements	-	-	9	9	-	-	13	13
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(27)	(27)	-	-	(22)	(22)
Change et autres	(4)	-	1	(3)	-	5	4	9
Solde à la fin de la période	412 \$	847 \$	587 \$	1 846 \$	422 \$	1 013 \$	478 \$	1 913 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues⁴	1 038 \$	2 782 \$	1 050 \$	4 870 \$	1 111 \$	2 517 \$	960 \$	4 588 \$
Se compose de ce qui suit :								
Prêts	896 \$	2 580 \$	1 044 \$	4 520 \$	992 \$	2 341 \$	952 \$	4 285 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁵	142	202	6	350	119	176	8	303

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les neuf mois clos les	31 juill. 2026				31 juill. 2025			
	Premier stage	Deuxième stage	Troisième stage	Total	Premier stage	Deuxième stage	Troisième stage	Total
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde au début de la période	100 \$	168 \$	306 \$	574 \$	89 \$	126 \$	234 \$	449 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	11	(20)	(68)	(77)	11	(15)	(55)	(59)
Changements apportés au modèle	-	-	(120)	(120)	-	-	-	-
Réévaluation nette ²	(106)	126	223	243	(97)	131	164	198
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	115	(106)	(9)	-	104	(98)	(6)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(10)	25	(15)	-	(7)	21	(14)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(8)	8	-	-	(7)	7	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	10	17	19	46	11	32	96	139
Radiations	-	-	(19)	(19)	-	-	(9)	(9)
Recouvrements	-	-	5	5	-	-	6	6
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(33)	(33)	-	-	(27)	(27)
Change et autre	-	-	2	2	(1)	-	(2)	(3)
Solde à la fin de la période	110 \$	185 \$	280 \$	575 \$	99 \$	158 \$	298 \$	555 \$
Prêts personnels								
Solde au début de la période	247 \$	803 \$	185 \$	1 235 \$	247 \$	546 \$	190 \$	983 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	29	(36)	(19)	(26)	30	(30)	(21)	(21)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	(15)	97	-	82
Réévaluation nette ²	(407)	540	400	533	(429)	558	367	496
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	446	(440)	(6)	-	473	(467)	(6)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(57)	68	(11)	-	(54)	72	(18)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(3)	(58)	61	-	(3)	(53)	56	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	8	74	425	507	2	177	378	557
Radiations	-	-	(467)	(467)	-	-	(433)	(433)
Recouvrements	-	-	62	62	-	-	60	60
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(6)	(6)	-	-	(6)	(6)
Change et autres	4	(9)	(1)	(6)	4	(3)	(5)	(4)
Solde à la fin de la période	259 \$	868 \$	198 \$	1 325 \$	253 \$	720 \$	184 \$	1 157 \$
Cartes de crédit								
Solde au début de la période	331 \$	717 \$	- \$	1 048 \$	295 \$	660 \$	- \$	955 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	12	(24)	-	(12)	28	(24)	-	4
Changements apportés au modèle	(45)	87	-	42	(26)	32	-	6
Réévaluation nette ²	(524)	974	310	760	(583)	828	297	542
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	593	(593)	-	-	683	(683)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(71)	71	-	-	(58)	58	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(4)	(343)	347	-	(2)	(245)	247	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(39)	172	657	790	42	(34)	544	552
Radiations	-	-	(785)	(785)	-	-	(657)	(657)
Recouvrements	-	-	128	128	-	-	113	113
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	292 \$	889 \$	- \$	1 181 \$	337 \$	626 \$	- \$	963 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
Solde au début de la période	452 \$	932 \$	498 \$	1 882 \$	265 \$	1 061 \$	401 \$	1 727 \$
Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances								
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations ¹	28	(82)	(28)	(82)	35	(57)	(47)	(69)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	85	(82)	-	3
Réévaluation nette ²	(171)	100	547	476	(44)	302	297	555
Transferts ²								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	154	(152)	(2)	-	116	(112)	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(36)	48	(12)	-	(31)	36	(5)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(3)	(71)	74	-	-	(131)	131	-
Total de la dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances ³	(28)	(157)	579	394	161	(44)	372	489
Radiations	-	-	(332)	(332)	-	-	(256)	(256)
Recouvrements	-	-	33	33	-	-	30	30
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(80)	(80)	-	-	(69)	(69)
Change et autres	(5)	(18)	28	5	(4)	(4)	-	(8)
Solde à la fin de la période	419 \$	757 \$	726 \$	1 902 \$	422 \$	1 013 \$	478 \$	1 913 \$
Total de la provision pour pertes de crédit attendues⁴	1 080 \$	2 699 \$	1 204 \$	4 983 \$	1 111 \$	2 517 \$	960 \$	4 588 \$
Se compose de ce qui suit :								
Prêts	932 \$	2 519 \$	1 195 \$	4 646 \$	992 \$	2 341 \$	952 \$	4 285 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁵	148	180	9	337	119	176	8	303

Se reporter aux notes de bas de page des pages précédentes

Données, hypothèses et techniques fondées sur des modèles

Nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain. Il existe une incertitude inhérente à l'établissement des prévisions des informations prospectives et à l'estimation de l'incidence potentielle du contexte macroéconomique, en lien notamment avec le conflit au Moyen-Orient et son incidence sur les prix de l'énergie et l'incertitude concernant la politique commerciale liée à la prolongation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, et des autres événements géopolitiques sur le montant de la provision pour pertes de crédit attendues et la variation de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'une période à l'autre. Par conséquent, nous avons continué de faire appel à une part plus importante de jugement à l'égard de ces éléments, comme il est décrit ci-après, afin d'estimer les pertes de crédit attendues. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur l'importance des estimations et du jugement en matière de crédit inhérents à l'estimation des pertes de crédit attendues.

Les tableaux suivants présentent les prévisions pour le scénario de référence et pour les scénarios optimiste et pessimiste à l'égard des variables d'informations prospectives sélectionnées utilisées dans notre estimation des pertes de crédit attendues.

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹
Au 31 juillet 2026						
Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel d'une année à l'autre						
Canada ²	1,5 %	1,9 %	2,3 %	2,3 %	- %	1,1 %
États-Unis	1,9 %	2,0 %	4,0 %	3,0 %	0,6 %	1,3 %
Taux de chômage						
Canada ²	6,5 %	6,0 %	6,2 %	5,5 %	6,8 %	6,7 %
États-Unis	4,3 %	4,1 %	3,9 %	3,6 %	5,1 %	4,8 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	(0,1) %	3,5 %	2,6 %	5,9 %	(2,7) %	1,8 %
Ratio du service de la dette des ménages au Canada	14,6 %	14,8 %	14,5 %	14,5 %	15,0 %	15,5 %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (\$ US)	76 \$	67 \$	96 \$	81 \$	59 \$	55 \$

Au 30 avril 2026						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada ²	1,4 %	1,9 %	2,1 %	2,3 %	0,4 %	1,1 %
États-Unis	1,8 %	2,0 %	2,9 %	2,9 %	0,7 %	1,2 %
Taux de chômage						
Canada ²	6,7 %	6,0 %	6,1 %	5,5 %	7,0 %	6,8 %
États-Unis	4,6 %	4,1 %	3,8 %	3,5 %	5,0 %	4,7 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	(0,6) %	3,2 %	3,7 %	5,2 %	(5,1) %	- %
Ratio du service de la dette des ménages au Canada	14,7 %	14,9 %	14,4 %	14,6 %	15,1 %	15,7 %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (\$ US)	78 \$	68 \$	89 \$	80 \$	52 \$	55 \$

Au 31 octobre 2025						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada ²	1,1 %	2,0 %	1,7 %	2,4 %	(0,4) %	1,1 %
États-Unis	2,0 %	1,8 %	2,8 %	2,8 %	0,7 %	1,0 %
Taux de chômage						
Canada ²	6,8 %	6,1 %	6,4 %	5,5 %	7,4 %	7,0 %
États-Unis	4,4 %	4,1 %	3,9 %	3,5 %	5,0 %	4,6 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ²	0,8 %	2,7 %	3,9 %	4,7 %	(3,7) %	(0,5) %
Ratio du service de la dette des ménages au Canada	14,6 %	14,7 %	14,3 %	14,4 %	15,2 %	15,6 %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (\$ US)	70 \$	67 \$	74 \$	83 \$	54 \$	58 \$

1) La période de prévision restante est généralement de quatre ans.

2) Aux fins du calcul des pertes de crédit attendues, la croissance du PIB réel canadien d'une année à l'autre et le taux de chômage au Canada font l'objet de prévisions au niveau provincial, tandis que le taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier fait l'objet de prévisions au niveau municipal. Par conséquent, les prévisions pour chacune des provinces ou des municipalités reflétées dans nos pertes de crédit attendues seront différentes des prévisions nationales présentées ci-dessus.

Conformément aux exigences, les informations prospectives servant à estimer les pertes de crédit attendues reflètent nos attentes et nos incertitudes respectivement au 31 juillet 2026, au 30 avril 2026 et au 31 octobre 2025, et ne reflètent pas les changements à l'égard des attentes pouvant survenir par la suite. Les montants pour les scénarios de référence, optimiste et pessimiste présentés représentent la valeur moyenne des prévisions sur la période de projection respective.

Notre projection sous-jacente selon le scénario de référence au 31 juillet 2026 continue d'être caractérisée par un ralentissement de la croissance du PIB réel et un taux de chômage légèrement plus faible, mais toujours élevé au Canada, ainsi que par une croissance un peu plus vigoureuse aux États-Unis à court terme. Nos projections selon le scénario de référence pour le Canada et les États-Unis au 31 juillet 2026 supposent que les tarifs douaniers actuels seront réduits dans une certaine mesure aux termes de négociations, sans toutefois renouer avec le niveau inférieur de ceux qui étaient en vigueur avant les annonces faites par la nouvelle administration américaine. Notre scénario de référence continue également de présumer que les taux d'intérêt resteront au niveau actuel en 2026, mais demeureront à un niveau plus élevé que celui d'avant la pandémie.

Les prévisions du scénario pessimiste au 31 juillet 2026 et au 30 avril 2026 supposent une stagnation ou un ralentissement de la croissance au Canada en raison de l'incertitude économique persistante, tandis qu'au 31 octobre 2025 les prévisions du scénario pessimiste supposaient une récession à court terme, suivie d'un ralentissement de la croissance. Les prévisions du scénario pessimiste cadrent toujours avec la possibilité d'un conflit commercial plus marqué et de plus longue durée entre le Canada et les États-Unis, conjugué à un taux de chômage plus élevé au Canada et à une baisse des investissements des entreprises et des dépenses de consommation. À l'instar de celles au 31 octobre 2025 et au 30 avril 2026, les prévisions du scénario pessimiste pour les États-Unis supposent un ralentissement de la croissance à court terme et reflètent une reprise plus lente

menant à un niveau d'activité économique soutenue plus faible et un taux de chômage demeurant plus élevé. Le scénario optimiste continue de refléter une conjoncture économique plus favorable par rapport à celle du scénario de référence.

Comme il est mentionné précédemment, le fait d'établir les prévisions des informations prospectives applicables pour de multiples scénarios et de déterminer la pondération probabiliste pour chaque scénario fait intervenir une grande part de jugement de la direction. Pour faire face aux incertitudes importantes inhérentes au contexte actuel, nous continuons d'appliquer les superpositions aux fins de gestion à l'égard de l'incidence de certaines informations prospectives et de certaines mesures du crédit qui ne devraient pas être aussi représentatives de la condition de crédit des portefeuilles que ce que les données historiques de nos modèles auraient pu autrement laisser supposer. L'utilisation de superpositions aux fins de gestion nécessite l'exercice d'un jugement important qui a une incidence sur le montant comptabilisé au titre des provisions pour pertes de crédit attendues.

Si nous avons seulement utilisé notre scénario de référence pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 337 M\$ moins élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 juillet 2026 (420 M\$ au 31 octobre 2025). Si nous avons seulement utilisé notre scénario pessimiste pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 700 M\$ plus élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 juillet 2026 (853 M\$ au 31 octobre 2025). Cette mesure de la sensibilité ne vise que l'évaluation des pertes de crédit attendues et, par conséquent, n'a pas pris en compte les modifications dans la migration des expositions entre le premier et le deuxième stade qui auraient découlé de la détermination d'une augmentation importante du risque de crédit (AIRC) et se seraient produites dans un scénario de référence intégral ou un scénario entièrement pessimiste. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs pourrait dépasser le montant qui découlerait d'un scénario entièrement pessimiste en raison de la migration d'expositions supplémentaires du premier au deuxième stade. Les pertes de crédit réelles pourraient être sensiblement différentes de celles prises en compte dans nos estimations.

Les tableaux qui suivent présentent la valeur comptable brute des prêts et les montants contractuels des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan selon nos tranches de probabilités de défaut (PD) utilisées aux fins de gestion du risque relativement aux expositions liées au portefeuille de détail et en fonction de la notation interne du risque des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements. Se reporter à la section Risque de crédit de notre Rapport annuel 2025 pour plus de précisions sur les catégories de risque de la CIBC.

Prêts¹

En millions de dollars, aux	31 juill. 2026				31 oct. 2025			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade ²	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade ²	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
- Exceptionnellement faible	175 157 \$	653 \$	- \$	175 810 \$	171 983 \$	227 \$	- \$	172 210 \$
- Très faible	84 349	1 481	-	85 830	85 628	1 171	-	86 799
- Faible	11 998	2 326	-	14 324	10 987	2 749	-	13 736
- Moyen	1 410	6 675	-	8 085	1 041	7 071	-	8 112
- Élevé	14	1 762	-	1 776	11	1 859	-	1 870
- Défaut	-	-	1 462	1 462	-	-	1 097	1 097
- Non noté	2 844	198	184	3 226	2 808	183	218	3 209
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant brut ^{3, 4}	275 772	13 095	1 646	290 513	272 458	13 260	1 315	287 033
Provision pour pertes de crédit attendues	110	185	280	575	100	168	306	574
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant net	275 662	12 910	1 366	289 938	272 358	13 092	1 009	286 459
Prêts personnels								
- Exceptionnellement faible	19 137	111	-	19 248	18 316	136	-	18 452
- Très faible	10 512	262	-	10 774	10 794	324	-	11 118
- Faible	7 517	1 257	-	8 774	6 404	2 104	-	8 508
- Moyen	4 617	2 366	-	6 983	4 502	2 506	-	7 008
- Élevé	217	1 470	-	1 687	759	922	-	1 681
- Défaut	-	-	247	247	-	-	253	253
- Non noté	789	39	37	865	779	30	37	846
Prêts personnels, montant brut ⁴	42 789	5 505	284	48 578	41 554	6 022	290	47 866
Provision pour pertes de crédit attendues	231	814	198	1 243	222	749	185	1 156
Prêts personnels, montant net	42 558	4 691	86	47 335	41 332	5 273	105	46 710
Cartes de crédit								
- Exceptionnellement faible	7 779	-	-	7 779	7 117	-	-	7 117
- Très faible	1 711	-	-	1 711	443	-	-	443
- Faible	7 457	205	-	7 662	6 727	380	-	7 107
- Moyen	2 894	916	-	3 810	5 008	1 116	-	6 124
- Élevé	113	1 276	-	1 389	6	594	-	600
- Défaut	-	-	-	-	-	-	-	-
- Non noté	188	8	-	196	184	6	-	190
Cartes de crédit, montant brut	20 142	2 405	-	22 547	19 485	2 096	-	21 581
Provision pour pertes de crédit attendues	263	821	-	1 084	302	640	-	942
Cartes de crédit, montant net	19 879	1 584	-	21 463	19 183	1 456	-	20 639
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
- De première qualité	129 718	847	-	130 565	119 315	875	-	120 190
- De qualité inférieure	108 652	8 966	-	117 618	102 145	8 807	-	110 952
- Liste de surveillance	71	3 788	-	3 859	61	3 901	-	3 962
- Défaut	-	-	2 094	2 094	-	-	2 031	2 031
- Non noté	270	17	-	287	269	12	-	281
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut ³	238 711	13 618	2 094	254 423	221 790	13 595	2 031	237 416
Provision pour pertes de crédit attendues	328	699	717	1 744	359	870	491	1 720
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	238 383	12 919	1 377	252 679	221 431	12 725	1 540	235 696
Total des prêts, montant net	576 482 \$	32 104 \$	2 829 \$	611 415 \$	554 304 \$	32 546 \$	2 654 \$	589 504 \$

1) Le tableau ne présente pas les titres de créance évalués à la JVAERG, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 20 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2025) ont été comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global. De plus, le tableau ne tient pas compte des titres de créance classés au coût amorti, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 13 M\$ avaient été comptabilisées au 31 juillet 2026 (52 M\$ au 31 octobre 2025). Les autres actifs financiers classés au coût amorti ne sont pas non plus présentés dans le tableau ci-dessus, car leurs provisions pour pertes de crédit attendues étaient négligeables au 30 avril 2026 et au 31 octobre 2025. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

2) Ne comprennent pas les biens saisis de 2 M\$ (2 M\$ au 31 octobre 2025) qui étaient inclus dans les autres actifs du bilan consolidé intermédiaire.

3) Comprennent 100 M\$ (3 M\$ au 31 octobre 2025) au titre de prêts hypothécaires à l'habitation et 593 M\$ (560 M\$ au 31 octobre 2025) au titre de prêts aux entreprises et aux gouvernements évalués et désignés à la JVRN.

4) Les catégories de risque internes présentées pour les prêts hypothécaires à l'habitation et certains prêts personnels ne tiennent pas compte des garanties d'emprunt ou d'assurances émises par le gouvernement du Canada (fédéral ou provincial), les organismes du gouvernement canadien ou des assureurs du secteur privé, étant donné que la question de savoir si l'AIRC s'est produite pour ces prêts est liée aux variations relatives de la PD sur la durée de vie du prêt, compte non tenu des sûretés ou d'autres rehaussements de crédit.

Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan

En millions de dollars, aux	31 juill. 2026				31 oct. 2025			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
Détail								
- Exceptionnellement faible	183 788 \$	127 \$	- \$	183 915 \$	176 040 \$	190 \$	- \$	176 230 \$
- Très faible	17 560	465	-	18 025	14 237	572	-	14 809
- Faible	13 092	1 012	-	14 104	14 867	1 705	-	16 572
- Moyen	2 087	1 061	-	3 148	2 449	1 508	-	3 957
- Élevé	181	945	-	1 126	545	422	-	967
- Défaut	-	-	50	50	-	-	46	46
- Non noté	616	8	-	624	620	8	-	628
Expositions de détail, montant brut	217 324	3 618	50	220 992	208 758	4 405	46	213 209
Provision pour pertes de crédit attendues	57	122	-	179	54	131	-	185
Expositions de détail, montant net	217 267	3 496	50	220 813	208 704	4 274	46	213 024
Prêts aux entreprises et aux gouvernements								
- De première qualité	196 650	775	-	197 425	179 496	579	-	180 075
- De qualité inférieure	84 627	3 231	-	87 858	79 909	2 659	-	82 568
- Liste de surveillance	25	987	-	1 012	57	1 046	-	1 103
- Défaut	-	-	211	211	-	-	217	217
- Non noté	770	78	-	848	947	42	-	989
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	282 072	5 071	211	287 354	260 409	4 326	217	264 952
Provision pour pertes de crédit attendues	91	58	9	158	93	62	7	162
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	281 981	5 013	202	287 196	260 316	4 264	210	264 790
Total des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan, montant net	499 248 \$	8 509 \$	252 \$	508 009 \$	469 020 \$	8 538 \$	256 \$	477 814 \$

Note 6. Dépôts^{1, 2}

En millions de dollars, aux	31 juill. 2026			31 oct. 2025	
	Payables à vue ³	Payables sur préavis ⁴	Payables à terme fixe ^{5, 6}	Total	Total
Particuliers	15 861 \$	150 047 \$	95 979 \$	261 887 \$	258 139 \$
Entreprises et gouvernements ⁷	119 190	135 980	245 576	500 746	457 284
Banques	21 700	343	10 280	32 323	26 723
Emprunts garantis ⁸	-	-	57 219	57 219	65 978
Total des dépôts	156 751 \$	286 370 \$	409 054 \$	852 175 \$	808 124 \$
Se compose de ce qui suit :					
Détenus au coût amorti				803 089 \$	764 401 \$
Désignés à leur juste valeur				49 086	43 723
Total des dépôts				852 175 \$	808 124 \$
Composition du total des dépôts ⁹ :					
Dépôts non productifs d'intérêts					
Canada				94 300 \$	91 074 \$
États-Unis				12 877	12 894
Établissements à l'étranger				6 721	5 963
Dépôts productifs d'intérêts					
Canada				572 730	549 270
États-Unis				116 350	107 607
Établissements à l'étranger				49 197	41 316
Total des dépôts				852 175 \$	808 124 \$

- 1) Comprennent des dépôts libellés en dollars américains de 327,7 G\$ (298,3 G\$ au 31 octobre 2025) et libellés en d'autres monnaies étrangères de 70,7 G\$ (70,0 G\$ au 31 octobre 2025).
- 2) Nets de billets acquis de 0,9 G\$ (0,5 G\$ au 31 octobre 2025).
- 3) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous ne sommes pas autorisés à exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes de chèques.
- 4) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous pouvons légalement exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes d'épargne.
- 5) Comprennent tous les dépôts qui viennent à échéance à une date précise. Il s'agit habituellement de dépôts à terme, de certificats de placement garanti et d'instruments semblables.
- 6) Comprennent un montant de 76,2 G\$ (67,0 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques publiés par le ministère des Finances du Canada. Ces règlements confèrent des pouvoirs à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), lui permettant notamment d'entreprendre la conversion en actions ordinaires de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC dans le cas où elle deviendrait non viable.
- 7) Comprennent un montant de 17,6 G\$ (17,3 G\$ au 31 octobre 2025) au titre des passifs liés aux billets structurés qui ont été vendus à l'émission à des intermédiaires financiers tiers, qui peuvent revendre les billets à des investisseurs de détail à l'étranger.
- 8) Comprennent des passifs émis à la suite d'activités liées à la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation ou par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées ou d'entités de titrisation consolidées.
- 9) Le classement est fondé sur la répartition géographique de l'établissement de la CIBC.

Note 7. Titres secondaires

Le 21 avril 2026, nous avons racheté la totalité de nos débentures à 1,96 % d'un montant en capital de 1,0 G\$ échéant le 21 avril 2031. Le prix de rachat des débentures était équivalent à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts courus et impayés, conformément à leurs modalités. Les débentures sont admissibles à titre de fonds propres de deuxième catégorie.

Note 8. Capital-actions

Actions ordinaires

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions	Pour les trois mois clos les				Pour les neuf mois clos les			
	31 juill. 2026		31 juill. 2025		31 juill. 2026		31 juill. 2025	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au début de la période	914 772 714	16 750 \$	934 230 189	16 929 \$	926 614 036	16 845 \$	942 294 598	17 011 \$
Émission en vertu de ce qui suit :								
Régimes de rémunération fondée sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	648 657	43	786 626	46	3 345 540	216	2 191 152	132
Régime d'investissement à l'intention des actionnaires ¹	-	-	-	-	-	-	629	-
	915 421 371	16 793 \$	935 016 815	16 975 \$	929 959 576	17 061 \$	944 486 379	17 143 \$
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(7 500 000)	(137)	(5 500 000)	(100)	(22 000 000)	(402)	(15 000 000)	(272)
Actions autodétenues	14 066	(1)	(66 124)	(8)	(24 139)	(4)	(35 688)	(4)
Solde à la fin de la période	907 935 437	16 655 \$	929 450 691	16 867 \$	907 935 437	16 655 \$	929 450 691	16 867 \$

1) Depuis le dividende versé le 28 janvier 2025, et pour les dividendes déclarés à venir jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires reçues par les participants au Régime d'investissement à l'intention des actionnaires ont été achetées sur le marché libre, au lieu d'être émises à même le Trésor. En ce qui concerne le Régime d'options d'achat d'actions, ce changement a pris effet le 1^{er} février 2025.

Offre publique de rachat dans le cours normal des affaires (OPRCA)

Le 4 juin 2026, nous avons annoncé que la Bourse de Toronto avait accepté notre avis d'intention de procéder à une OPRCA. L'offre prendra fin à la première des éventualités suivantes : i) la date à laquelle la CIBC aura racheté 30 millions d'actions ordinaires, ii) la date à laquelle la CIBC émettra un avis de résiliation, ou iii) le 7 juin 2027. Au cours du trimestre considéré, 5 500 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 162,18 \$, pour un total de 892 M\$.

La précédente OPRCA de la CIBC visant le rachat d'un maximum de 20 millions d'actions ordinaires a débuté le 10 septembre 2025 et a pris fin le 25 mai 2026. Au cours du trimestre considéré, 2 000 000 d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 153,73 \$, pour un total de 307 M\$. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2026, 16 500 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 133,31 \$, pour un total de 2 200 M\$. Depuis la création de cette OPRCA, 20 millions d'actions ordinaires ont été rachetées et annulées à un prix moyen de 129,68 \$ par action, pour un total de 2 593 M\$.

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Émissions

Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 9 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) (titres secondaires) (BRCRL de série 9)

Le 13 janvier 2026, nous avons émis des BRCRL de série 9 à 6,500 % d'un montant en capital de 700 M\$ US. Les BRCRL de série 9 viennent à échéance le 28 juillet 2086 et portent intérêt à un taux annuel fixe de 6,500 % (payable trimestriellement) jusqu'au 28 juillet 2031. À compter du 28 juillet 2031 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 28 juillet 2081, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux correspondant au taux des titres de cinq ans du Trésor américain en vigueur à cette date, majoré d'un taux annuel de 2,727 %.

En parallèle avec l'émission des BRCRL de série 9, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif à taux fixe rajusté tous les cinq ans de série 64 (FPUNV) (actions privilégiées de série 64) qui sont détenues dans la fiducie à recours limité, laquelle est consolidée par la CIBC, ce qui fait en sorte que les actions privilégiées de série 64 sont éliminées des états financiers consolidés de la CIBC. En cas de défaut de paiement par la CIBC du montant en capital des BRCRL de série 9, de leur prix de rachat ou des intérêts courus sur ceux-ci lorsque ces sommes sont exigibles, le seul recours de chacun des porteurs de BRCRL de série 9 se limite à sa quote-part des actions privilégiées de série 64 détenues dans la fiducie à recours limité. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, nous pouvons racheter chaque 28 janvier, 28 avril, 28 juillet et 28 octobre, en totalité ou en partie, les BRCRL de série 9 à la valeur nominale, à compter du 28 juillet 2031.

Billets avec remboursement de capital à recours limité de série 10 (FPUNV) (titres secondaires) (BRCRL de série 10)

Le 13 juillet 2026, nous avons émis des BRCRL de série 10 à 6,750 % d'un montant en capital de 500 M\$ US. Les BRCRL de série 10 viennent à échéance le 28 janvier 2087 et portent intérêt à un taux annuel fixe de 6,750 % (payable trimestriellement) jusqu'au 28 janvier 2032. À compter du 28 janvier 2032 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 28 janvier 2082, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux correspondant au taux des titres de cinq ans du Trésor américain en vigueur à cette date, majoré d'un taux annuel de 2,4997 %.

En parallèle avec l'émission des BRCRL de série 10, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif à taux fixe rajusté tous les cinq ans de série 65 (FPUNV) (actions privilégiées de série 65) qui sont détenues dans la fiducie à recours limité, laquelle est consolidée par la CIBC, ce qui fait en sorte que les actions privilégiées de série 65 sont éliminées des états financiers consolidés de la CIBC. En cas de défaut de paiement par la CIBC du montant en capital des BRCRL de série 10, de leur prix de rachat ou des intérêts courus sur ceux-ci lorsque ces sommes sont exigibles, le seul recours de chacun des porteurs de BRCRL de série 10 se limite à sa quote-part des actions privilégiées de série 65 détenues dans la fiducie à recours limité. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, nous pouvons racheter chaque 28 janvier, 28 avril, 28 juillet et 28 octobre, en totalité ou en partie, les BRCRL de série 10 à la valeur nominale, à compter du 28 janvier 2032.

Nos ratios de fonds propres, de levier et de CTAP sont présentés dans le tableau ci-après :

Au gré du BSIF, des ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2026, nous nous sommes conformés aux exigences en matière de ratios de fonds propres réglementaires, de levier et de CTAP du BSIF.

1) Comprendrent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et le *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

Réévaluation des régimes d'avantages du personnel à prestations définies¹

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les						Pour les neuf mois clos les			
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi			Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
Écarts actuariels nets liés aux obligations au titre des prestations définies	162 \$	149 \$	68 \$	6 \$	6 \$	4 \$	464 \$	162 \$	18 \$	5 \$
Écarts actuariels nets sur les actifs des régimes	30	29	3	-	-	-	(58)	(132)	-	-
Variations du plafond de l'actif excluant les produits d'intérêts	(1)	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Profits nets (pertes nettes) de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	191 \$	178 \$	71 \$	6 \$	6 \$	4 \$	406 \$	31 \$	18 \$	5 \$

1) Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offerts au Canada sont réévalués chaque trimestre pour déterminer s'il y a eu des changements au taux d'actualisation et pour déterminer les rendements réels sur les actifs. Toutes les hypothèses actuarielles des autres régimes offerts au Canada et des régimes offerts à l'étranger sont mises à jour au moins chaque année.

Note 10. Impôt sur le résultat

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a réclamé à la CIBC, dans le cadre de nouvelles cotisations, un montant d'impôt total d'environ 1 918 M\$ pour les années d'imposition de 2011 à 2020 et a proposé d'établir une nouvelle cotisation d'environ 80 M\$ pour l'année d'imposition 2021 en lien avec le refus des déductions de certains dividendes. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations similaires visant des années d'imposition ultérieures. La CIBC a déposé un avis d'appel à l'égard de l'année d'imposition 2011 afin que l'affaire soit judiciairisée. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

La CIBC a une exposition résiduelle totale potentielle au titre de questions relatives à une perte en capital de change. Nous nous attendons à ce que pour les années d'imposition en question, ces montants s'élèvent à près de 250 M\$ en impôt sur le résultat. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Note 11. Résultat par action

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action	Pour les trois mois clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juill. 2026	30 avr. 2026	31 juill. 2025	31 juill. 2026	31 juill. 2025
Résultat de base par action					
Résultat net applicable aux actionnaires	2 399 \$	2 457 \$	2 094 \$	7 949 \$	6 255 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	128	114	82	348	248
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	2 271 \$	2 343 \$	2 012 \$	7 601 \$	6 007 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	911 667	917 401	932 258	917 915	937 588
Résultat de base par action	2,49 \$	2,55 \$	2,16 \$	8,28 \$	6,41 \$
Résultat dilué par action					
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	2 271 \$	2 343 \$	2 012 \$	7 601 \$	6 007 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	911 667	917 401	932 258	917 915	937 588
Ajouter : options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	7 544	6 896	5 260	7 149	4 991
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers)	919 211	924 297	937 518	925 064	942 579
Résultat dilué par action	2,47 \$	2,53 \$	2,15 \$	8,22 \$	6,37 \$

1) Ne tiennent pas compte d'un nombre moyen d'options en cours de néant (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2026 et néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2025) à un prix d'exercice moyen pondéré de néant (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2026 et néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2025) pour le trimestre clos le 31 juillet 2026 et d'un nombre moyen d'options en cours de néant (2 150 302 options pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025) à un prix d'exercice moyen pondéré de néant (94,35 \$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2025) pour les neuf mois clos le 31 juillet 2026, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

Note 12. Passifs éventuels et provisions

Procédures judiciaires et autres éventualités

Dans le cours normal des affaires, la CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cadre desquelles des dommages-intérêts imposants sont réclamés à la CIBC et à ses filiales. Des provisions sont constituées pour les procédures judiciaires si, de l'avis de la direction, il est probable que des ressources économiques devront être affectées au règlement de l'affaire et que le montant de l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Si l'estimation fiable d'une perte probable se situe dans une fourchette de résultats possibles à l'intérieur de laquelle un montant précis semble représenter une meilleure estimation, ce montant est comptabilisé. Si aucun montant précis à l'intérieur de la fourchette de résultats possibles ne semble être une meilleure estimation qu'un autre montant, le montant médian de la fourchette est comptabilisé. Dans certains cas, toutefois, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant de la perte, de sorte qu'aucun montant ne peut être comptabilisé.

Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces procédures judiciaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, individuellement ou collectivement, aura des répercussions négatives importantes sur nos états financiers consolidés intermédiaires. Par contre, elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée. Nous vérifions régulièrement si les provisions pour les procédures judiciaires de la CIBC sont adéquates et procédons aux ajustements nécessaires en fonction des nouvelles informations disponibles.

Les provisions présentées à la note 21 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 comprennent toutes les provisions de la CIBC au titre des procédures judiciaires à la date de ces derniers, notamment des montants liés aux procédures judiciaires importantes décrites dans cette note et à d'autres procédures judiciaires. Les contrôles et litiges fiscaux sont exclus. Les questions fiscales sont abordées à la note 18 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025 et à la note 10 des états financiers consolidés intermédiaires.

Selon la CIBC, les pertes sont raisonnablement possibles lorsqu'elles ne sont ni probables ni peu probables. Il est raisonnablement possible que la CIBC subisse une perte en sus du montant comptabilisé lorsque la perte comptabilisée correspond au point médian d'une fourchette de pertes raisonnablement possibles, ou que la perte éventuelle se rapporte à un litige pour lequel une issue défavorable est raisonnablement possible, sans être probable.

La CIBC croit que, outre les montants déjà comptabilisés au titre des pertes raisonnablement possibles, la fourchette globale estimative pour les procédures judiciaires importantes la visant susceptibles de faire l'objet d'une telle estimation allait de néant à environ 0,4 G\$ au 31 juillet 2026. La fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles est fondée sur les informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures importantes auxquelles la CIBC est partie, compte tenu de la meilleure estimation de la CIBC quant aux pertes pouvant résulter de ces procédures et faire l'objet d'une estimation. L'estimation de la CIBC repose sur une grande part de jugement en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures et, dans bien des cas, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer. La fourchette ne tient pas compte des dommages-intérêts exemplaires potentiels. La fourchette estimative au 31 juillet 2026 est fondée sur les procédures judiciaires importantes présentées à la note 21 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025, telles qu'elles sont mises à jour ci-après. Les éléments déterminant la fourchette estimative changeront au fil du temps, et les pertes réelles pourraient être très différentes de l'estimation actuelle. Pour certaines procédures judiciaires, la CIBC ne croit pas qu'une estimation puisse être faite actuellement, car bon nombre ne sont qu'à un stade préliminaire, et les montants réclamés ne sont pas tous déterminés. Ainsi, ces procédures judiciaires ne sont pas incluses dans la fourchette.

Voici les faits nouveaux ayant trait à nos procédures judiciaires importantes depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2025 :

- *Recours collectifs relatifs aux courtiers exécutants* : Le règlement dans *Woodard* a été approuvé par le tribunal en décembre 2025. Cette affaire est maintenant réglée.
- *Pope v. CIBC, CIBC Trust Corporation, and CIBC Asset Management Inc.* : L'audition de la demande de certification comme recours collectif a été entendue en janvier 2026. En février 2026, le tribunal a rendu sa décision et a autorisé le recours collectif. Les défendeurs ont interjeté appel de la décision de certification.
- *York County on Behalf of the County of York Retirement Fund v. Rambo, et al.* : En janvier 2026, les parties ont conclu un règlement, sous réserve de l'approbation du tribunal, sans contrepartie de la CIBC et des défendeurs souscripteurs en prise ferme. En avril 2026, le tribunal a accordé une approbation préliminaire du règlement. L'approbation finale est prévue pour août 2026.
- *Reale v. CIBC* : L'audition de la demande déposée par la CIBC pour radier la déclaration en partie a été reportée.
- *Durkacz v CIBC et al. – Quantum BioPharma Shareholder Proposed Class Action* : En décembre 2025, CIBC, Marchés mondiaux CIBC inc., CIBC World Markets Corp. et une autre institution financière ont été nommées dans un projet de recours collectif déposé devant la United States District Court for the Southern District of New York. Le recours collectif est intenté au nom des actionnaires de Quantum BioPharma Ltd. et les allégations sont très similaires à celles de l'affaire *Quantum BioPharma* en cours. Le recours collectif allègue que les défendeurs ou ses clients ont utilisé la technique du « spoofing », une pratique commerciale illégale, afin de manipuler le cours de leurs actions et réclame des dommages-intérêts au nom des investisseurs qui ont vendu les actions de Quantum BioPharma au cours de la période visée du 6 janvier 2021 au 15 octobre 2025.
- *Harrington Global Opportunity Fund v. CIBC World Markets Inc.* : En avril 2026, le tribunal a exclu l'entièreté du rapport d'expert portant sur les dommages du demandeur. Les parties ont conclu un règlement et cette affaire est maintenant réglée.
- *Quantum Biopharma v. CIBC World Markets Inc., et al.* : En mars 2026, le tribunal a rejeté en partie et accueilli en partie les motions en rejet des défendeurs.
- *Azarya v. CIBC et al.* : En avril 2026, un projet d'action collective a été présenté au Québec contre la CIBC et plusieurs autres institutions financières. Cette action collective a pour objectif d'obtenir un montant non précisé pour le recouvrement des frais de conversion de devises prétendument facturés illégalement aux membres du groupe qui habitent actuellement ou ont déjà habité au Québec, ainsi que des dommages-intérêts punitifs.
- *Campbell v. CIBC* : En mai 2026, une entente de règlement a été conclue, sous réserve de l'approbation du tribunal. Aux termes du règlement proposé, la CIBC versera un montant de 10 M\$ aux demandeurs. L'audience sur l'approbation du règlement est prévue en octobre 2026.

Outre les points mentionnés ci-dessus, il n'y a pas eu de changements importants relativement aux affaires présentées à la note 21 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2025, et aucune nouvelle procédure judiciaire importante n'a été intentée depuis la publication de nos états financiers consolidés annuels de 2025.

Note 13. Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Le tableau ci-après présente les produits d'intérêts et charges d'intérêts consolidés par catégorie comptable.

En millions de dollars	Pour les trois mois clos les						Pour les neuf mois clos les			
	31 juill. 2026		30 avr. 2026		31 juill. 2025		31 juill. 2026		31 juill. 2025	
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts
Évaluation au coût amorti ^{1, 2}	10 413 \$	7 110 \$	9 752 \$	6 562 \$	10 193 \$	7 399 \$	30 201 \$	20 515 \$	30 849 \$	23 072 \$
Titres de créance évalués à la JVAERG ¹	882	s. o.	796	s. o.	806	s. o.	2 443	s. o.	2 424	s. o.
Divers ³	1 087	765	1 057	698	1 090	642	3 145	2 114	3 394	1 958
Total	12 382 \$	7 875 \$	11 605 \$	7 260 \$	12 089 \$	8 041 \$	35 789 \$	22 629 \$	36 667 \$	25 030 \$

1) Les produits d'intérêts relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût amorti et aux titres de créance qui sont évalués à la JVAERG sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2) Comprend les produits d'intérêts sur les actifs associés à des contrats de sous-location et les charges d'intérêts sur les obligations locatives selon IFRS 16.

3) Comprend les produits d'intérêts et les charges d'intérêts ainsi que le revenu de dividendes relatifs aux instruments financiers qui sont obligatoirement évalués et désignés à la JVRN, et aux titres de participation désignés à la JVAERG.

s. o. Sans objet.

Note 14. Informations sectorielles

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégiques : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégiques sont appuyées par Siège social et autres.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada offre aux clients au Canada des solutions, des services et des conseils financiers par l'entremise des membres spécialisés de son équipe qui œuvrent dans ses centres bancaires et ses centres de contact, ainsi qu'au moyen de ses plateformes de services bancaires mobiles et en direct de pointe qui les aident à faire de leurs idées une réalité.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada. Notre offre comprend également une plateforme de courtage en ligne à l'intention des clients des services bancaires de détail et des services de gestion d'actifs à l'intention des investisseurs institutionnels.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis offre des solutions de services bancaires et de gestion des avoirs personnalisées et axées sur les relations partout aux États-Unis, principalement aux sociétés du marché intermédiaire et aux sociétés de taille moyenne, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée, ainsi que des services bancaires privés et des services bancaires aux petites et moyennes entreprises dans les marchés stratégiques aux États-Unis.

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services de Banque d'investissement et des Services financiers aux entreprises, ainsi que des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Tirant parti des capacités de notre plateforme distinctive, Marchés des capitaux offre également des solutions de paiement multidevises novatrices aux clients de la banque.

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Bureau principal de l'administration, Technologie, Données et IA, réseau mondial, Gestion du risque, Personnel, culture et talent, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC Caribbean Bank Limited et d'autres placements de portefeuille, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Comme il a été annoncé le 28 mai 2026, une fois les changements nécessaires apportés aux processus d'information de gestion interne au quatrième trimestre de 2026, nous réorganiserons la présentation de l'information financière de nos activités de services bancaires commerciaux et de gestion des avoirs, actuellement regroupées au sein des unités d'exploitation stratégiques Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, pour former deux nouvelles unités d'exploitation stratégiques, soit Groupe Entreprises (qui comprendra les activités de Groupe Entreprises au Canada et aux États-Unis) et Gestion des avoirs (qui comprendra les activités de Gestion des avoirs au Canada et aux États-Unis). Dans le cadre de cette réorganisation, certains coûts imputables au siège social qui étaient auparavant comptabilisés dans Siège social et autres seront répartis entre nos quatre unités d'exploitation stratégiques, dont Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et Marchés des capitaux.

Les montants des périodes précédentes seront retraités au quatrième trimestre pour refléter ces changements afin d'assurer une présentation uniforme pour toutes les périodes de présentation de l'information financière. Ces changements reflétant la nouvelle structure des unités d'exploitation stratégiques et la nouvelle méthode de répartition des coûts imputables au siège social auront une incidence sur les résultats des unités d'exploitation stratégiques et du groupe Siège social, mais n'en auront aucune sur nos résultats financiers consolidés.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
31 juill.	Produits nets d'intérêts	2 721 \$	872 \$	608 \$	125 \$	181 \$	4 507 \$
2026	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	623	1 165	255	1 709	109	3 861
	Total des produits	3 344	2 037	863	1 834	290	8 368
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	427	145	(32)	28	(4)	564
	Amortissement et perte de valeur ³	57	-	25	-	362	444
	Autres charges autres que d'intérêts	1 586	1 037	453	857	308	4 241
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 274	855	417	949	(376)	3 119
	Impôt sur le résultat	326	236	97	227	(176)	710
	Résultat net (perte nette)	948 \$	619 \$	320 \$	722 \$	(200) \$	2 409 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	10 \$	10 \$
	Actionnaires	948	619	320	722	(210)	2 399
	Actif moyen ^{4, 5}	346 745 \$	113 052 \$	69 779 \$	437 011 \$	223 214 \$	1 189 801 \$
30 avr.	Produits nets d'intérêts	2 581 \$	829 \$	577 \$	246 \$	112 \$	4 345 \$
2026	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	593	1 089	244	1 622	113	3 661
	Total des produits	3 174	1 918	821	1 868	225	8 006
	Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances	474	121	21	(15)	4	605
	Amortissement et perte de valeur ³	56	1	25	1	219	302
	Autres charges autres que d'intérêts	1 515	959	444	806	173	3 897
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 129	837	331	1 076	(171)	3 202
	Impôt sur le résultat	283	223	71	284	(124)	737
	Résultat net (perte nette)	846 \$	614 \$	260 \$	792 \$	(47) \$	2 465 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	8 \$	8 \$
	Actionnaires	846	614	260	792	(55)	2 457
	Actif moyen ^{4, 5}	343 988 \$	110 993 \$	66 313 \$	422 923 \$	217 295 \$	1 161 512 \$
31 juill.	Produits nets d'intérêts	2 459 \$	751 \$	548 \$	176 \$	114 \$	4 048 \$
2025	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	602	972	242	1 330	60	3 206
	Total des produits	3 061	1 723	790	1 506	174	7 254
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	444	21	17	76	1	559
	Amortissement et perte de valeur ³	58	1	23	-	205	287
	Autres charges autres que d'intérêts	1 459	878	427	721	204	3 689
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	1 100	823	323	709	(236)	2 719
	Impôt sur le résultat	288	225	69	169	(128)	623
	Résultat net (perte nette)	812 \$	598 \$	254 \$	540 \$	(108) \$	2 096 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	2 \$	2 \$
	Actionnaires	812	598	254	540	(110)	2 094
	Actif moyen ^{4, 5}	340 683 \$	105 275 \$	63 669 \$	381 214 \$	212 606 \$	1 103 447 \$

En millions de dollars, pour les neuf mois clos les

31 juill.	Produits nets d'intérêts	7 954 \$	2 531 \$	1 785 \$	482 \$	408 \$	13 160 \$
2026	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	1 859	3 347	773	5 237	396	11 612
	Total des produits	9 813	5 878	2 558	5 719	804	24 772
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 347	350	10	20	10	1 737
	Amortissement et perte de valeur ³	170	1	77	1	798	1 047
	Autres charges autres que d'intérêts	4 602	2 937	1 353	2 499	775	12 166
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	3 694	2 590	1 118	3 199	(779)	9 822
	Impôt sur le résultat	940	710	244	808	(854)	1 848
	Résultat net	2 754 \$	1 880 \$	874 \$	2 391 \$	75 \$	7 974 \$
	Résultat net applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	25 \$	25 \$
	Actionnaires	2 754	1 880	874	2 391	50	7 949
	Actif moyen ^{4, 5}	344 866 \$	110 810 \$	67 113 \$	427 825 \$	218 197 \$	1 168 811 \$
31 juill.	Produits nets d'intérêts	7 057 \$	2 176 \$	1 646 \$	417 \$	341 \$	11 637 \$
2025	Produits autres que d'intérêts ^{1, 2}	1 786	2 890	760	4 208	276	9 920
	Total des produits	8 843	5 066	2 406	4 625	617	21 557
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 261	114	208	131	23	1 737
	Amortissement et perte de valeur ³	173	2	71	1	607	854
	Autres charges autres que d'intérêts	4 282	2 563	1 290	2 144	540	10 819
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	3 127	2 387	837	2 349	(553)	8 147
	Impôt sur le résultat	816	649	154	624	(370)	1 873
	Résultat net (perte nette)	2 311 \$	1 738 \$	683 \$	1 725 \$	(183) \$	6 274 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux :						
	Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	19 \$	19 \$
	Actionnaires	2 311	1 738	683	1 725	(202)	6 255
	Actif moyen ^{4, 5}	338 754 \$	102 750 \$	64 654 \$	375 881 \$	216 566 \$	1 098 605 \$

- 1) Les honoraires et commissions compris dans les produits autres que d'intérêts se composent principalement de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, des frais sur les dépôts et les paiements, des commissions sur crédit, des honoraires d'administration de cartes, des honoraires de gestion de placements et de garde, des honoraires tirés des fonds communs de placement et des commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières. La rémunération de prise ferme et les honoraires de consultation sont principalement générés par Marchés des capitaux et le solde par Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada. Les frais sur les dépôts et les paiements proviennent principalement de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et le solde est essentiellement tiré de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Marché des capitaux et de Siège social et autres. Les commissions sur crédit sont principalement tirées de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, de Marchés des capitaux et de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Les honoraires d'administration de cartes sont principalement tirés de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et le solde est essentiellement tiré de Siège social et autres. Les honoraires de gestion de placements et de garde sont principalement générés par Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et le solde est essentiellement tiré de Siège social et autres. Les honoraires tirés des fonds communs de placement sont essentiellement générés par Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis et Services bancaires personnels et PME, région du Canada. Les commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières sont principalement tirées de Marchés des capitaux et de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada.
- 2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion de la répartition selon le responsable du produit segment de clientèle-canal de distribution.
- 3) Comprendent l'amortissement et la dépréciation des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et autres immobilisations incorporelles, ainsi que du goodwill.
- 4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et celle qui est examinée par la direction.
- 5) Les soldes moyens correspondent à la moyenne pondérée des soldes de clôture quotidiens.

POUR NOUS JOINDRE

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse corporate.secretary@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 1-888-713-5457, ou par courriel, à l'adresse relationsinvestisseurs@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse corpcommmailbox@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1-800-465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire, le Rapport au titre du troisième pilier, de l'information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le troisième trimestre aura lieu le jeudi 27 août 2026, à 7 h 30 (HE). Pour la conférence en français, composez le 438-799-5050 ou le numéro sans frais 1-888-440-6444, code d'accès 9555876#; pour la conférence en anglais, composez le 647-557-5624 ou le numéro sans frais 1-888-440-4413, code d'accès 5677394#. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'au 10 septembre 2026, à 23 h 59 (HE). Pour accéder à la retransmission en français, composez le 647-362-9199 ou le 1-800-770-2030, code d'accès 9555876#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 647-362-9199 ou le 1-800-770-2030, code d'accès 5677394#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du troisième trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 27 août 2026 à 7 h 30 (HE), en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion audio, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC. Une version archivée de la webdiffusion audio sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Assemblée annuelle : La prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la CIBC aura lieu le 8 avril 2027.

Fonds propres réglementaires : De l'information concernant les instruments de fonds propres réglementaires et la situation des fonds propres réglementaires de la CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Instruments de fonds propres réglementaires.

Créances requalifiables : De l'information concernant les créances requalifiables et les instruments de capacité totale d'absorption des pertes de la CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Renseignements sur la dette : Créances requalifiables.

Les informations contenues dans le site Web de la CIBC, à l'adresse www.cibc.com/francais ne sont pas réputées être intégrées aux présentes.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de Paiements Canada. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à Compagnie Trust TSX (Canada), C. P. 700, succ. B, Montréal (Québec) H3B 3K3, ou envoyer un courriel à l'adresse shareholderinquiries@tmx.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec Compagnie Trust TSX (Canada) par téléphone, au 416-682-3860, au numéro sans frais 1-800-258-0499, ou par courriel à l'adresse shareholderinquiries@tmx.com.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Date	Régime d'options d'achat d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et de dividendes en actions
1 ^{er} mai 2026	152,88 \$	
1 ^{er} juin 2026	146,75 \$	
2 juillet 2026	161,91 \$	
28 juillet 2026		168,15 \$



Banque Canadienne Impériale de Commerce
Siège social : CIBC Square, Toronto (Ontario) M5J 0E7, Canada
www.cibc.com/francais